27 MAI 1975. — Loi portant adaptation du texte français de la loi communale et de la loi provinciale au droit actuellement en vigueur et établissant le texte néerlandais de la loi communale, de la loi provinciale et de la loi du 1er juillet 1860 modifiant la loi provinciale et la loi communale en ce qui concerne le serment (1)

—

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Les modifications suivantes sont apportées au texte français de la loi communale du 30 mars 1836 :

1° A l'alinéa 5 de l'article 2, modifié par la loi du 30 décembre 1887, les mots « total ou partiel » sont supprimés.

2° Au titre Ier :

a) l'intitulé « Dispositions communes aux deux chapitres précédents », qui précède l'article 19, est abrogé;

b) l'article 19, modifié par les lois des 4 juin 1878, 22 juillet 1932 et 9 juillet 1970, et l'article 20, réinséré par la loi du 22 juillet 1932, sont incorporés au chapitre 1er.

3° L'article 50 est abrogé.

4° L'article 54, modifié par les lois des 30 juin 1842, 13 avril 1848 et 18 mai 1872, est abrogé.

5° A l'alinéa 5 de l'article 67 ,modifié par la loi du 30 décembre 1887, les mots « au § 1er » sont remplacés par les mots « au premier alinéa ».

6° Au 3° de l'article 68, modifié par les lois du 30 juin 1842 et du 30 décembre 1887, les mot « avoué » est supprimé.

7° A l'article 71 :

a) le 3° de l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : « 3° la création d'établissements d'intérêt communal »;

b) à l'alinéa 3, les mots « des paragraphes précédents » sont remplacés par « du premier alinéa ».

8° A l'alinéa 2 de l'article 72, les mots « tribunal de simple police » sont remplacés par « tribunal de police ».

9° A l'article 76, modifié par les lois des 30 juin 1865, 30 décembre 1887, 19 mai 1914 et 7 août 1931, l'arrêté royal du 14 août 1933 et les lois des 9 août 1948 et 22 décembre 1953 :

a) dans la phrase liminaire, les mots « sans préjudice de l'application de l'arrêté royal du 14 août 1933, modifié par l'arrêté royal n° 87 du 30 novembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947 » sont insérés après les mots « l'approbation du Roi »;

(1) *Session ordinaire 1973-1974.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 7 du 9 octobre 1973.

Session extraordinaire 1974.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 345/1 du 11 juillet 1974. — Rapport n° 345/2 du 16 juillet 1974. — Amendement n° 345/3 du 17 septembre 1974.

Session ordinaire 1974-1975.

Sénat.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 17 et 24 octobre 1974.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 278/1 du 25 octobre 1974. — Rapport n° 278/2 du 6 mai 1975.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 15 mai 1975.

27 MEI 1975. — Wet tot aanpassing van de Franse tekst van de gemeentewet en de provinciewet aan het vigerende recht en tot invoering van de Nederlandse tekst van de gemeentewet, de provinciewet en de wet van 1 juli 1860 tot wijziging van de provinciewet en de gemeentewet wat de eed betreft (1)

—

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de Franse tekst van de gemeentewet van 30 maart 1836 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het vijfde lid van artikel 2, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887, worden de woorden « total ou partiel » geschrapt.

2° In titel I :

a) wordt het opschrift « Dispositions communes aux deux chapitres précédents », dat voorkomt boven artikel 19, opgeheven;

b) worden artikel 19, gewijzigd bij de wetten van 4 juni 1878, 22 juli 1932 en 9 juli 1970, en artikel 20, opnieuw ingevoegd bij de wet van 22 juli 1932, ondergebracht onder hoofdstuk I.

3° Artikel 50 wordt opgeheven.

4° Artikel 54, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1842, 13 april 1848 en 18 mei 1872, wordt opgeheven.

5° In het vijfde lid van artikel 67, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887, worden de woorden « au § 1er » vervangen door de woorden « au premier alinéa ».

6° In 3° van artikel 68, gewijzigd door de wetten van 30 juni 1842 en 30 december 1887, wordt het woord « avoué » geschrapt.

7° In artikel 71 :

a) wordt 3° van het eerste lid vervangen door de volgende bepaling : « 3° la création d'établissements d'intérêt communal »;

b) worden in het derde lid de woorden « des paragraphes précédents » vervangen door « du premier alinéa ».

8° In het tweede lid van artikel 72 worden de woorden « tribunal de simple police » vervangen door « tribunal de police ».

9° In artikel 76, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1865, 30 december 1887, 19 mei 1914 en 7 augustus 1931, het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en de wetten van 9 augustus 1948 en 22 december 1953 :

a) worden in de inleidende zin, na de woorden « l'approbation du Roi », de woorden « sans préjudice de l'application de l'arrêté royal du 14 août 1933, modifié par l'arrêté royal n° 87 du 30 novembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947 » ingevoegd;

(1) *Gewone zitting 1973-1974.*

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 7 van 9 oktober 1973.

Buitengewone zitting 1974.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 345/1 van 11 juli 1974. — Verslag nr. 345/2 van 16 juli 1974. — Amendement nr. 345/3 van 17 september 1974.

Gewone zitting 1974-1975.

Senaat.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 17 en 24 oktober 1974.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 278/1 van 25 oktober 1974. — Verslag nr. 278/2 van 6 mei 1975.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 mei 1975.

b) dans l'alinéa 1er du 1°, les mots « les aliénations, transactions, échanges de biens ou droits immobiliers de la commune » sont remplacés par les mots « les aliénations, acquisitions, transactions et échanges qui ont pour objet des biens ou droits immobiliers »;

c) au 3°, les alinéas 6, 7, 8 et 9 sont remplacés par la disposition suivante : « Les libéralités faites par acte entre vifs sont toujours acceptées provisoirement, conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 1931 »;

d) le 4° est abrogé;

e) l'alinéa 2 du 5° est remplacé par la disposition suivante : « Néanmoins, l'approbation de la députation permanente du conseil provincial suffit, lorsqu'il s'agit de centimes d'additionnels au précompte immobilier, à moins que leur nombre ne dépasse cinquante »;

f) le premier alinéa faisant suite au 8° est remplacé par la disposition suivante : « Les dispositions du 1°, en ce qui concerne les aliénations de gré à gré, les acquisitions, les transactions et les partages, ainsi que celles des 3° et 6° sont applicables aux établissements publics existant dans la commune et dotés de la personnalité juridique »;

g) dans le deuxième alinéa faisant suite au 8°, le mot « administration » est remplacé par « établissements »;

h) dans le troisième alinéa faisant suite au 8°, les mots « des n°s 1, 4 et 5 du présent article » sont remplacés par « des 1° et 5° du présent article »;

i) le dernier des trois alinéas insérés par la loi du 19 mai 1914 est abrogé.

10° A l'alinéa 1er de l'article 77, modifié par la loi du 30 juin 1865, l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934 et la loi du 4 décembre 1961 :

a) dans le 1°, les mots « au n° 6 de l'article précédent » sont remplacés par « au 6° de l'article précédent »;

b) dans le 2°, les mots « du pâturage, affouage et fruits communaux » sont remplacés par « du pâturage, de l'affouage et des fruits communaux »;

c) dans le 3° les mots « taxes municipales » sont remplacés par « taxes communales »;

d) le 10° est abrogé;

e) à l'alinéa 3, les mots « aux n°s 8 et 9 du présent article » sont remplacés par « au 8° et 9° du présent article ».

11° A l'article 78, modifié par la loi du 10 décembre 1967 :

a) l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante : « Les conseils communaux peuvent statuer des peines contre les infractions à leurs règlements et ordonnances à moins qu'une loi n'en ait fixé. Ces peines ne pourront excéder les peines de police »;

b) dans l'alinéa 5, qui devient l'alinéa 7, les mots « seront réduites de plein droit au maximum des amendes de simple police, à l'expiration des deux années qui suivront sa promulgation » sont remplacés par les mots « sont réduites de plein droit au maximum des amendes de police »;

c) l'alinéa 6 est abrogé;

d) dans l'alinéa 7, qui devient l'alinéa 5, les mots « des ordonnances de police » sont remplacés par « de ces règlements et ordonnances »;

e) dans l'alinéa 8, qui devient l'alinéa 6, le mot « ordonnances » est remplacé par les mots « règlements et ordonnances ».

12° A l'article 79 :

a) dans l'alinéa 1er, les mots « des administrations des hospices, des bureaux de bienfaisance et » sont supprimés;

b) l'alinéa 3 est abrogé.

13° L'article 80 est abrogé.

14° A l'article 83 :

a) dans l'alinéa 1er, les mots « de la manière qui sera ultérieurement réglée » sont remplacés par les mots « de la manière qui est réglée par le Code forestier »;

b) l'alinéa 2 est abrogé.

15° A l'alinéa 3 de l'article 88, modifié par la loi du 30 décembre 1887, les mots « auprès du gouvernement » sont remplacés par « auprès du Roi ».

16° A l'alinéa 4 de l'article 89, modifié par la loi du 20 février 1921, les mots « de la loi communale » sont supprimés.

b) worden in het eerste lid van 1° de woorden « les aliénations, transactions, échanges de biens ou droits immobiliers de la commune » vervangen door de woorden « les aliénations, acquisitions, transactions et échanges qui ont pour objet des biens ou droits immobiliers »;

c) worden in 3° het zesde, het zevende, het achtste en het negende lid vervangen door de volgende bepaling : « Les libéralités faites par acte entre vifs sont toujours acceptées provisoirement, conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 1931 »;

d) wordt 4° opgeheven;

e) wordt het tweede lid van 5° vervangen door de volgende bepaling : « Néanmoins, l'approbation de la députation permanente du conseil provincial suffit, lorsqu'il s'agit de centimes additionnels au précompte immobilier, à moins que leur nombre ne dépasse cinquante »;

f) wordt het eerste lid volgend op 8° vervangen door de volgende bepaling : « Les dispositions du 1°, en ce qui concerne les aliénations de gré à gré, les acquisitions, les transactions et les partages, ainsi que celles des 3° et 6° sont applicables aux établissements publics existant dans la commune et dotés de la personnalité juridique »;

g) wordt in het tweede lid volgend op 8° het woord « administrations » vervangen door « établissements »;

h) worden in het derde lid volgend op 8° de woorden « des n°s 1, 4 et 5 du présent article » vervangen door « des 1° et 5° du présent article »;

i) wordt het laatste van de drie leden die ingevoegd werden bij de wet van 19 mei 1914 opgeheven.

10° In het eerste lid van artikel 77, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1865, het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934 en de wet van 4 december 1961 :

a) worden in 1° de woorden « au n° 6 de l'article précédent » vervangen door « au 6° de l'article précédent »;

b) worden in 2° de woorden « du pâturage, affouage et fruits communaux » vervangen door « du pâturage, de l'affouage et des fruits communaux »;

c) worden in 3° de woorden « taxes municipales » vervangen door « taxes communales »;

d) wordt 10° opgeheven;

e) worden in het derde lid de woorden « aux n°s 8 et 9 du présent article » vervangen door « aux 8° et 9° du présent article ».

11° In artikel 78, gewijzigd door de wet van 10 oktober 1967 :

a) wordt het vierde lid vervangen door de volgende bepaling : « Les conseils communaux peuvent statuer des peines contre les infractions à leurs règlements et ordonnances, à moins qu'une loi n'en ait fixé. Ces peines ne pourront excéder les peines de police »;

b) worden in het vijfde lid, dat het zevende lid wordt, de woorden « seront réduites de plein droit au maximum des amendes de simple police, à l'expiration des deux années qui suivront sa promulgation » vervangen door de woorden « sont réduites de plein droit au maximum des amendes de police »;

c) wordt het zesde lid opgeheven;

d) worden in het zevende lid, dat het vijfde lid wordt, de woorden « des ordonnances de police » vervangen door « de ces règlements et ordonnances »;

e) wordt in het achtste lid, dat het zesde lid wordt, het woord « ordonnances » vervangen door de woorden « règlements et ordonnances ».

12° In artikel 79 :

a) worden in het eerste lid de woorden « des administrations des hospices, des bureaux de bienfaisance et » geschrapt;

b) wordt het derde lid opgeheven.

13° Artikel 80 wordt opgeheven.

14° In artikel 83 :

a) worden in het eerste lid de woorden « de la manière qui sera ultérieurement réglée » vervangen door de woorden « de la manière qui est réglée par le Code forestier »;

b) wordt het tweede lid opgeheven.

15° In het derde lid van artikel 88, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887, worden de woorden « auprès du gouvernement » vervangen door « auprès du Roi ».

16° In het vierde lid van artikel 89, gewijzigd bij de wet van 20 februari 1921, worden de woorden « de la loi communale » geschrapt.

17° Au 8° de l'article 90, modifié par les lois des 30 juin 1842, 30 décembre 1887 et 29 mars 1962, les mots « permis de construire » sont remplacés par « permis de bâtir ».

18° A l'article 91 :

a) dans l'alinéa 1er, les mots « hospices, bureaux de bienfaisance et » sont supprimés;

b) dans l'alinéa 3, les mots « des hospices et des bureaux de bienfaisance » sont remplacés par les mots « des monts-de-piété ».

19° A l'article 92 :

a) les alinéas 1er et 2 sont abrogés;

b) dans l'alinéa 3, les mots « les bourgmestre et échevins veillent » sont remplacés par « le collège des bourgmestre et échevins veille » et les mots « le collège des bourgmestre et échevins » sont remplacés par « il ».

20° A l'alinéa 2 de l'article 93*bis*, inséré par la loi du 2 juillet 1956, les mots « dans la colonie ou dans les territoires administrés par la Belgique » sont supprimés.

21° A l'article 94, modifié par la loi du 30 juin 1842 :

a) dans la première phrase, les mots « pourront » et « ils ont cru » sont remplacés respectivement par « peut » et « il a cru »;

b) dans la première phrase, les mots « règlements et ordonnances de police » sont remplacés par « ordonnances de police »;

c) dans la dernière phrase, les mots « Ces règlements et ordonnances » sont remplacés par « Ces ordonnances », et les mots « s'ils ne sont confirmés » sont remplacés par « si elles ne sont confirmées ».

22° A l'alinéa 2 de l'article 95, modifié par la loi du 10 octobre 1967, les mots « déposer la personne de l'insensé ou du furieux dans un hospice, maison de santé ou de sécurité » sont remplacés par les mots « colloquer la personne de l'insensé ou du furieux dans un établissement d'aliénés », et les mots « au ou » avant les mots « au procureur du Roi » sont supprimés.

23° L'alinéa 1er de l'article 98, modifié par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934, est remplacé par la disposition suivante :

« Le collège des bourgmestre et échevins ou un de ses membres désigné à cette fin vérifie, au moins une fois par trimestre, l'état de la caisse du receveur communal local. Il en dresse procès-verbal de vérification et le soumet au conseil communal ».

24° A l'alinéa 1er de l'article 101, modifié par la loi du 30 décembre 1887, les mots « les règlements et arrêtés » sont remplacés par « Les règlements et ordonnances ».

25° Aux alinéas 5 et 6 de l'article 102, modifié par la loi du 30 décembre 1887, les mots « des règlements et arrêtés » sont remplacés par « des règlements et ordonnances ».

26° A l'alinéa 1er de l'article 105, les mots « de la garde civique et de l'autorité militaire, qui seront tenues de se conformer à sa réquisition » sont remplacés par les mots « de la force publique, qui sera tenue de se conformer à sa réquisition ».

27° A l'article 107, modifié par la loi du 29 juin 1970 :

a) dans l'alinéa 1er, la phrase « et jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par le gouvernement » est supprimé, le mot « nominations » est remplacé par « scrutins » et la forme « n'eût délégué » par « n'ait délégué »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « mentionnées à l'article 49 de la présente loi » sont remplacés par les mots « mentionnées à l'article 68 de la loi électorale communale ».

28° A l'alinéa 2 de l'article 109*bis*, inséré par l'arrêté royal n° 124 du 27 février 1935 et modifié par la loi du 3 juin 1957, les mots « de la loi communale »sont supprimés.

29° A l'article 111, modifié par la loi du 3 juin 1957, l'arrêté royal du 12 juillet 1958 et les lois des 14 février et 27 juillet 1961 :

a) dans le § 1er, alinéa 5, les mots « à la date d'entrée en vigueur de la présente loi » sont remplacés par les mots « à la date d'entrée en vigeur de la loi du 3 juin 1957 »;

b) dans le § 4, alinéa 3, les mots « des situations acquises » sont remplacés par les mots « des situations acquises à la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juin 1957 ».

17° In 8° van artikel 90, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1842, 30 december 1887 en 29 maart 1962, worden de woorden « permis de construire » vervangen door « permis de bâtir ».

18° In artikel 91 :

a) worden in het eerste lid de woorden « hospices, bureaux de bienfaisance et » geschrapt;

b) worden in het derde lid de woorden « des hospices et des bureaux de bienfaisance » vervangen door de woorden « des monts-de-piété ».

19° In artikel 92 :

a) worden het eerste en het tweede lid opgeheven;

b) worden in het derde lid de woorden « les bourgmestre et échevins veillent » vervangen door « le collège des bourgmestre et échevins veille » en de woorden « le collège des bourgmestre et échevins » vervangen door « il ».

20° In het tweede lid van artikel 93*bis*, ingevoegd bij de wet van 2 juli 1956, worden de woorden « dans la colonie ou dans les territoires administrés par la Belgique » geschrapt.

21° In artikel 94, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1842 :

a) worden in de eerste volzin de woorden « pourront » en « ils ont cru » onderscheidenlijk vervangen door « peut » en « il a cru »;

b) worden in de eerste volzin de woorden « règlements et ordonnances de police » vervangen door « ordonnances de police »;

c) worden in de laatste volzin de woorden « Ces règlements et ordonnances » vervangen door « Ces ordonnances » en de woorden « s'ils ne sont confirmés » vervangen door « si elles ne sont confirmées ».

22° In het tweede lid van artikel 95, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, worden de woorden « déposer la personne de l'insensé ou du furieux dans un hospice, maison de santé ou de sécurité » vervangen door de woorden « colloquer la personne de l'insensé ou du furieux dans un établissement d'aliénés » en worden de woorden « au ou » voor de woorden « au procureur du Roi » geschrapt.

23° Het eerste lid van artikel 98, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Le collège des bourgmestre et échevins ou un de ses membres désigné à cette fin vérifie, au moins une fois par trimestre, l'état de la caisse du receveur communal local. Il en dresse procès-verbal de vérification et le soumet au conseil communal ».

24° In het eerste lid van artikel 101, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887, worden de woorden « les règlements et arrêtés » vervangen door « Les règlements et ordonnances ».

25° In het vijfde en in het zesde lid van artikel 102, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887, worden de woorden « des règlements et arrêtés » vervangen door « des règlements et ordonnances ».

26° In het eerste lid van artikel 105 worden de woorden « de la garde civique et de l'autorité militaire, qui seront tenues de se conformer à sa réquisition » vervangen door de woorden « de la force publique, qui sera tenue de se conformer à sa réquisition ».

27° In artikel 107, gewijzigd bij de wet van 29 juni 1970 :

a) wordt in het eerste lid de zinsnede « et jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par le gouvernement » geschrapt, het woord « nominations » vervangen door « scrutins » en de woorden « n'eût délégué » door « n'ait délégué »;

b) worden in het tweede lid de woorden « mentionnées à l'article 49 de la présente loi » vervangen door de woorden « mentionnées à l'article 68 de la loi électorale communale ».

28° In het tweede lid van artikel 109*bis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 124 van 27 februari 1935 en gewijzigd bij de wet van 3 juni 1957, worden de woorden « de la loi communale » geschrapt.

29° In artikel 111, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1957, het koninklijk besluit van 12 juli 1958 en de wetten van 14 februari en 27 juli 1961 :

a) worden in § 1, vijfde lid, de woorden « à la date d'entrée en vigueur de la présente loi » vervangen door de woorden « à la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juin 1957 »;

b) worden in § 4, derde lid, de woorden « des situations acquises » vervangen door de woorden « des situations acquises à la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juin 1957 ».

30° A l'article 117, modifié par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934 :

a) dans l'alinéa 1er, les mots « ils ne seront assujettis qu'au doit fixe d'enregistrement » sont supprimés;

b) dans l'alinéa 2, le mot « veille » est remplacé par « veillent ».

31° *a)* L'article 117*b*, inséré par la loi du 1er août 1924 et modifié par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934, devient l'article 117*bis;*

b) dans l'alinéa 1er du même article, les mots « de la loi » sont supprimés;

c) dans l'alinéa 2 du même article, les mots « aux prescriptions des sections VI et VII de la loi du 18 mai 1873, modifiée par celle du 22 mai 1886 » sont remplacés par les mots « aux dispositions du titre IX du livre premier du Code de commerce »;

d) dans l'alinéa 3 du même article, le mot « Moniteur » est remplacé par « Moniteur belge ».

32° A l'alinéa 4 de l'article 122*bis*, inséré par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934 et modifié par l'arrêté royal n° 134 du 27 février 1935, les mots « de la présente loi » sont supprimés.

33° L'alinéa 1er de l'article 122*quater*, inséré par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934, est remplacé par la disposition suivante : « Dans les communes visées au 2° de l'article 144, les receveurs en fonctions le 21 novembre 1934 achèveront leur carrière et resteront soumis aux règles en vigueur à cette date ».

34° A l'alinéa 5 de l'article 125, modifié par les lois des 30 décembre 1887, 30 juillet 1903, 30 janvier 1924 et 14 février 1961, le mot « Il » est remplacé par « Le bourgmestre ».

35° A l'article 127*bis*, inséré par la loi du 18 octobre 1921 et modifié par la loi du 16 décembre 1924, l'arrêté royal du 14 août 1933, l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 et les lois des 3 juin 1957, 14 février et 27 juillet 1961 :

a) l'alinéa 1er devient le § 1er;

b) les alinéas 2 et 3 deviennent le § 2;

c) les alinéas 4 et 6 deviennent le § 3;

d) l'alinéa 5 devient le § 4, après avoir été complété par un alinéa ainsi conçu : « Toutefois, les augmentations de traitement sont calculées en tenant compte de toutes les années de service passées dans la police en qualité de commissaire ou de commissaire adjoint »;

e) les alinéas 7, 9, 10, 11 et 12 sont abrogés.

36° l'alinéa 8 du même article 127*bis* devient l'article 127*ter* nouveau, la première phrase étant remplacée par la disposition suivante : « Le conseil communal peut, avec l'approbation du Roi, refuser l'augmentation périodique de traitement aux commissaires de police et aux commissaires de police adjoints qui ne rempliraient pas leurs fonctions d'une manière satisfaisante », et les mots « Il devra » au début de la seconde phrase étant remplacés par « L'intéressé devra ».

37° L'alinéa 13 du même article 127*bis* devient l'article 127*quater* nouveau.

38° A l'alinéa 1er de l'article 130, réinséré par la loi du 3 juin 1957 et modifié par la loi du 14 février 1961, les mots « de la loi communale » sont supprimés.

39° A l'article 131, modifié par les lois du 14 février 1961 et du 10 octobre 1967 :

a) au 2° les mots « Bulletin des lois » sont remplacés par « Moniteur belge »;

b) au 5°, les mots « des gardes champêtres et forestiers, ainsi que les suppléments de traitement pour les brigadiers de ces gardes, lorsque le conseil provincial aura jugé convenable d'ordonner leur embrigadement » sont remplacés par les mots « des brigadiers et gardes champêtres et des gardes forestiers »;

c) le 10° est remplacé par la disposition suivante : « 10° les frais que les lois relatives à l'enseignement mettent à charge de la commune »;

d) le 12° est abrogé;

e) le 15° est remplacée par la disposition suivante : « 15° les pensions à charge de la commune »;

30° In artikel 117, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934 :

a) worden in het eerste lid de woorden « ils ne seront assujettis qu'au droit fixe d'enregistrement » geschrapt;

b) wordt in het tweede lid het woord « veille » vervangen door « veillent ».

31° *a)* Artikel 117*b*, ingevoegd bij de wet van 1 augustus 1924 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934, wordt vernummerd tot artikel 117*bis;*

b) in het eerste lid van hetzelfde artikel worden de woorden « de la loi » geschrapt;

c) in het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden « aux prescriptions des sections VI et VII de la du 18 mai 1873, modifiée par celle du 22 mai 1886 » vervangen door de woorden « aux dispositions du titre IX du livre premier du Code de commerce »;

d) in het derde lid van hetzelfde artikel wordt het woord « Moniteur » vervangen door « Moniteur belge ».

32° In het vierde lid van artikel 122*bis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 134 van 27 februari 1935, worden de woorden « de la présente loi » geschrapt.

33° Het eerste lid van artikel 122*quater*, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Dans les communes visées au 2° de l'article 114, les receveurs en fonctions le 21 novembre 1934 achèveront leur carrière et resteront soumis aux règles en vigueur à cette date ».

34° In het vijfde lid van artikel 125, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1887, 30 juli 1903, 30 januari 1924 en 14 februari 1961, wordt het woord « Il » vervangen door « Le bourgmestre ».

35° In het artikel 127*bis*, ingevoegd bij de wet van 18 oktober 1921 en gewijzigd bij de wet van 16 december 1924, het koninklijk besluit van 14 augustus 1933, de besluitwet van 10 januari 1947 en de wetten van 3 juni 1957, 14 februari en 27 juli 1961 :

a) zal het eerste lid § 1 vormen;

b) zullen het tweede en het derde lid § 2 vormen;

c) zullen het vierde en het zesde lid § 3 vormen;

d) zal het vijfde lid § 4 vormen, na te zijn aangevuld met een lid luidend als volgt : « Toutefois, les augmentations de traitement sont calculées en tenant compte de toutes les années de service passées dans la police en qualité de commissaire ou de commissaire adjoint »;

e) worden het zevende, het negende, het tiende, het elfde en het twaalfde lid opgeheven.

36° Het achtste lid van hetzelfde artikel 127*bis* zal een nieuw artikel 127*ter* vormen, nadat de eerste volzin werd vervangen door de volgende bepaling : « Le conseil communal peut, avec l'approbation du Roi, refuser l'augmentation périodique de traitement aux commissaires de police et aux commissaires de police adjoints qui ne rempliraient pas leurs fonctions d'une manière satisfaisante », en nadat de woorden « Il devra » in het begin van de tweede volzin werden vervangen door « L'intéressé devra ».

37° Het dertiende lid van hetzelfde artikel 127*bis* zal een nieuw artikel 127*quater* vormen.

38° In het eerste lid van artikel 130, opnieuw ingevoegd bij de wet van 3 juni 1957 en gewijzigd bij de wet van 14 februari 1961, worden de woorden « de la loi communale » geschrapt.

39° In artikel 131, gewijzigd bij de wetten van 14 februari 1961 en 10 oktober 1967 :

a) worden in het 2° de woorden « Bulletin des lois » vervangen door « Moniteur belge »;

b) worden in het 5° de woorden « des gardes champêtres et forestiers, ainsi que les suppléments de traitement pour les brigadiers de ces gardes, lorsque le conseil provincial aura jugé convenable d'ordonner leur embrigadement » vervangen door de woorden « des brigadiers et gardes champêtres et des gardes forestiers »;

c) wordt het 10° vervangen door de volgende bepaling : « 10° les frais que les lois relatives à l'enseignement mettent à charge de la commune »;

d) wordt het 12° opgeheven;

e) wordt het 15° vervangen door de volgende bepaling : « 15° les pensions à charge de la commune »;

f) le 16° est remplacé par la disposition suivante : « 16° les subventions à accorder à la commission d'assistance publique en cas d'insuffisance des ressources de celle-ci, conformément aux lois qui règlent la matière »;

g) le 17° et le 18° sont abrogés.

40° Dans l'article 135 :

a) à l'alinéa 1er, les mots « Dans le cas où l'autorisation de répartir une contribution a été accordée, le projet de rôle de répartition formé en conformité des dispositions existantes, après avoir té arrêté provisoirement par le conseil communal est soumis » sont remplacés par les mots « Lorsqu'une délibération portant établissement d'une contribution de répartition a été approuvée, le projet de rôle arrêté provisoirement par le conseil communal est soumis »;

b) à l'alinéa 2, les mots « lesdits projets » sont remplacés par « ledit projet ».

41° L'article 137 est complété par les mots suivants : « ou par toute autre autorité habilitée à cette fin par la loi ».

42° L'article 138 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 138. Les centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat sont recouvrés conformément aux règles établies par la loi pour la perception de l'impôt auquel ils s'ajoutent.

Le recouvrement des impositions communales directes est poursuivi conformément aux règles établies pour la perception des impôts directs au profit de l'Etat.

Le recouvrement des impositions communales indirectes est poursuivi conformément à la loi du 29 avril 1819. »

43° L'alinéa 3 de l'article 139, modifié par l'arrêté royal n° 24 du 26 juillet 1939 et les arrêtés-loi des 8 janvier et 21 juin 1946, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa qui précède, pourront être rendus exécutoires :

a) jusqu'au dernier jour fixé pour l'enrôlement des impôts directs de l'Etat, les rôles des centimes additionnels établis par les communes aux impôts de l'Etat ou de la province, ainsi que les rôles des taxes communales additionnelles établies en application des articles 352 à 355 du Code des impôts sur les revenus;

b) jusqu'au 31 mars de la seconde année suivant celle qui donne son nom à l'exercice auquel il se rapporte, les rôles des impositions établies er application des articles 14, 22 et 23 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux ».

44° A l'alinéa 1er de l'article 141, modifié par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934, les mots « des bourgmestre et échevins » sont remplacés par les mots « du collège des bourgmestre et échevins ».

45° A l'alinéa 1er de l'article 151, les mots « et fixera la première sortie périodique en concordance avec les sorties générales prescrites par la présente loi » sont remplacés par les mots « et fixera la date du remier renouvellement en concordance avec les renouvellements ordinaires prescrits par la loi électorale communale ».

46° A l'article 152, les mots « une augmentation du conseil communal » sont remplacés par les mots « une augmentation du nombre de conseillers communaux ».

47° L'intitulé « Dispositions transitoires » et les articles 153, 155, 155*bis*, inséré par la loi du 30 juin 1842, 156 et 157, sont abrogés.

Art. 2. Les modifications suivantes sont apportées au texte français de la loi provinciale du 30 avril 1836 :

1° Dans l'article 44, modifié par les lois des 7 mai 1912 et 6 décembre 1963 :

a) à l'alinéa 4, les mots « de la présente loi » sont supprimés;

b) à l'alinéa 9, les mots « intégral ou partiel » sont supprimés;

c) au même alinéa, les mots « et de son vice-président » sont remplacés par les mots « et de son ou ses vice-présidents ».

2° L'article 47 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 47. Le conseil ne peut délibérer, si plus de la moitié du nombre de ses membres tel qu'il est fixé par la loi n'est présente ».

f) wordt het 16° vervangen door de volgende bepaling : « 16° les subventions à accorder à la commission d'assistance publique en cas d'insuffisance des ressources de celle-ci, conformément aux lois qui règlent la matière »;

g) wordt het 17° en het 18° opgeheven.

40° In artikel 135 :

a) worden in het eerste lid de woorden « Dans le cas où l'autorisation de répartir une contribution a été accordée, le projet de rôle de répartition formé en conformité des dispositions existantes, après avoir été arrêté provisoirement par le conseil communal est soumis » vervangen door de woorden « Lorsqu'une délibération portant établissement d'une contribution de répartition a été approuvée, le projet de rôle arrêté provisoirement par le conseil communal est soumis »;

b) worden in het tweede lid de woorden « lesdits projets » vervangen door « ledit projet ».

41° Artikel 137 wordt aangevuld met de volgende woorden : « ou par toute autre autorité habilitée à cette fin par la loi ».

42° Artikel 138 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Article 138. Les centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat sont recouvrés conformément aux règles établies par la loi pour la perception de l'impôt auquel ils s'ajoutent.

Le recouvrement des impositions communales directes est poursuivi conformément aux règles établies pour la perception des impôts directs au profit de l'Etat.

Le recouvrement des impositions communales indirectes est poursuivi conformément à la loi du 29 avril 1819. »

43° Het derde lid van artikel 139, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939 en de besluitwetten van 8 januari en 21 juni 1946, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Par dérogation à l'alinéa qui précède, pourront être rendus exécutoires :

a) jusqu'au dernier jour fixé pour l'enrôlement des impôts directs de l'Etat, les rôles des centimes additionnels établis par les communes aux impôts de l'Etat ou de la province, ainsi que les rôles des taxes communales additionnelles établies en application des articles 352 à 355 du Code des impôts sur les revenus;

b) jusqu'au 31 mars de la seconde année suivant celle qui donne son nom à l'exercice auquel il se rapporte, les rôles des impositions établies en application des articles 14, 22 et 23 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux ».

44° In het eerste lid van artikel 141, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934, worden de woorden « des bourgmestre et échevins » vervangen door de woorden « du collège des bourgmestre et échevins ».

45° In het eerste lid van artikel 151 worden de woorden « et fixera la première sortie périodique en concordance avec les sorties générales prescrites par la présente loi » vervangen door de woorden « et fixera la date du premier renouvellement en concordance avec les renouvellements ordinaires prescrits par la loi électorale communale ».

46° In artikel 152 worden de woorden « une augmentation du conseil communal » vervangen door de woorden « une augmentation du nombre de conseillers communaux ».

47° Het opschrift « Dispositions transitoires » en de erop volgende artikelen 153, 155, 155*bis*, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1842, 156 en 157 worden opgeheven.

Art. 2. Aan de Franse tekst van de provinciewet van 30 april 1836 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 44, gewijzigd bij de wetten van 7 mei 1912 en 6 december 1963 :

a) worden in het vierde lid de woorden « de la présente loi » geschrapt;

b) worden in het negende lid de woorden « intégral ou partiel » geschrapt;

c) worden in hetzelfde lid de woorden « et de son vice-président » vervangen door de woorden « et de son ou ses vice-présidents ».

2° Artikel 47 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Article 47. Le conseil ne peut délibérer si plus de la moitié du nombre de ses membres tel qu'il est fixé par la loi n'est présente ».

3° Dans l'article 55, modifié par la loi du 30 décembre 1887 :

a) à l'alinéa 1er, les mots « s'il y a lieu » et les mots « de la présente loi » sont supprimés;

b) à l'alinéa 5, les mots « au paragraphe premier » sont remplacés par « au premier alinéa ».

4° L'article 60 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 60. Pour les élections et les présentations de candidats, le président est assisté des quatre conseillers les moins âgés faisant fonctions de scrutateurs.

» Le président fait procéder à l'appel nominal et ensuite à un réappel des membres qui n'étaient pas présents. Celui-ci étant terminé, le président demande à l'assemblée s'il y a des membres présents qui n'ont pas voté; ceux qui se présenteront immédiatement sont admis à voter. Ces opérations achevées, le scrutin est déclaré clos.

» Le nombre des bulletins est vérifié avant le dépouillement. S'il est plus grand ou moindre que celui des votants, il en est fait mention au procès-verbal. S'il résulte du dépouillement que cette différence rend douteuse la majorité qu'un candidat aurait obtenue, le président fait procéder à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

» Lors du dépouillement, un des scrutateurs prend successivement chaque bulletin, le déplie, le remet au président, qui en donne lecture à haute voix, et le passe à un autre scrutateur. Le résultat de chaque scrutin est immédiatement proclamé.

» Les bulletins nuls n'entrent pas en compte pour déterminer la majorité.

» Les bulletins qui contiennent plus d'un nom sont valides, mais le premier nom seul entre en ligne de compte.

» Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue des voix au premier scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de voix, le candidat le plus âgé l'emporte.

» Après le dépouillement les bulletins qui n'ont pas donné lieu à contestation sont détruits en présence de l'assemblée. »

5° Dans l'article 61, modifié par les lois des 21 mars 1896, 15 septembre 1913 et 24 avril 1958 :

a) à l'alinéa 2, les mots « un demi-myriamètre » sont remplacés par « cinq kilomètres »;

b) au même alinéa, les mots « sur les lignes des chemins de fer de l'Etat et des compagnies de transport » sont remplacés par les mots « sur les lignes des services publics de transport ».

6° L'article 62 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 62. Les membres du conseil votent sans en référer à ceux qui les ont élus; ils représentent la province et non uniquement le district qui les a élus ».

7° A l'article 64, les mots « la loi d'organisation judiciaire » sont remplacés par « la législation sur l'organisation judiciaire ».

8° A l'article 69, modifié par les lois des 22 janvier 1931, 24 avril 1958, 14 février 1961 et 10 octobre 1967 :

a) les 3°, 4°, 5° et 7° sont abrogés;

b) au 8°, les mots « et ceux des listes électorales concernant plusieurs communes » sont supprimés;

c) au 9°, les mots « 18 germinal an XI » sont remplacés par « 18 germinal an X »;

d) le 15° est abrogé;

e) au 17° ,les mots « et l'indemnité allouée aux conseillers » sont remplacés par les mots « et les jetons de présence et indemnités alloués aux conseillers »;

f) au 18°, les mots « pour l'instruction primaire et moyenne et » sont supprimés;

g) le 19° est abrogé.

9° Dans l'article 70, modifié par la loi du 24 avril 1958 :

a) au 5°, les mots « et abonnements » sont supprimés;

b) le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° les frais des commissions médicales »;

c) le 7° est abrogé.

10° L'article 72 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 72. Le conseil décide de la création et de l'amélioration d'établissements d'intérêt provincial. »

11° A l'article 73, le mot « Il » est remplacé par « Le conseil ».

3° In artikel 55, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887 :

a) worden in het eerste lid de woorden « s'il y a lieu » en de woorden « de la présente loi » geschrapt;

b) worden in het vijfde lid de woorden « au paragraphe premier » vervangen door « au premier alinéa ».

4° Artikel 60 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Article 60. Pour les élections et les présentations de candidats, le président est assisté des quatre conseillers les moins âgés faisant fonctions de scrutateurs.

» Le président fait procéder à l'appel nominal et ensuite à un réappel des membres qui n'étaient pas présents. Celui-ci étant terminé, le président demande à l'assemblée s'il y a des membres présents qui n'ont pas voté; ceux qui se présenteront immédiatement sont admis à voter. Ces opérations achevées, le scrutin est déclaré clos.

» Le nombre des bulletins est vérifié avant le dépouillement. S'il est plus grand ou moindre que celui des votants, il en est fait mention au procès-verbal. S'il résulte du dépouillement que cette différence rend douteuse la majorité qu'un candidat aurait obtenue, le président fait procéder à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

» Lors du dépouillement, un des scrutateurs prend successivement chaque bulletin, le déplie, le remet au président, qui en donne lecture à haute voix, et le passe à un autre scrutateur. Le résultat de chaque scrutin est immédiatement proclamé.

» Les bulletins nuls n'entrent pas en compte pour déterminer la majorité.

» Les bulletins qui contiennent plus d'un nom sont valides, mais le premier nom seul entre en ligne de compte.

» Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue des voix au premier scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de voix, le candidat le plus âgé l'emporte.

» Après le dépouillement, les bulletins qui n'ont pas donné lieu à contestation sont détruits en présence de l'assemblée. »

5° In artikel 61, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1896, 15 september 1913 en 24 april 1958 :

a) worden in het tweede lid de woorden « un demi-myriamètre » vervangen door « cinq kilomètres »;

b) worden in hetzelfde lid de woorden « sur les lignes des chemins de fer de l'Etat et des compagnies de transport » vervangen door de woorden « sur les lignes des services publics de transport ».

6° Artikel 62 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Article 62. Les membres du conseil votent sans en référer à ceux qui les ont élus; ils représentent la province et non uniquement le district qui les a élus. »

7° In artikel 64 worden de woorden « la loi d'organisation judiciaire » vervangen door « la législation sur l'organisation judiciaire ».

8° In artikel 69, gewijzigd bij de wetten van 22 januari 1931, 24 april 1958, 14 februari 1961 en 10 oktober 1967 :

a) worden het 3°, het 4°, het 5° en het 7° opgeheven;

b) worden in het 8° de woorden « et ceux des listes électorales concernant plusieurs communes » geschrapt;

c) worden in het 9° de woorden « 18 germinal an XI » vervangen door « 18 germinal an X »;

d) wordt het 15° opgeheven;

e) worden in het 17° de woorden « et l'indemnité allouée aux conseillers » vervangen door de woorden « et les jetons de présence et indemnités alloués aux conseillers »;

f) worden in het 18° de woorden « pour l'instruction primaire et moyenne et » geschrapt;

g) wordt het 19° opgeheven.

9° In artikel 70, gewijzigd bij de wet van 24 april 1958 :

a) worden in het 5° de woorden « et abonnements » geschrapt;

b) wordt het 6° vervangen door de volgende bepaling :

« 6° les frais des commissions médicales »;

c) wordt het 7° opgeheven.

10° Artikel 72 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Article 72. Le conseil décide de la création et de l'amélioration d'établissements d'intérêt provincial. »

11° In artikel 73 wordt het woord « Il » vervangen door « Le conseil ».

12° Dans l'article 74 :

a) le mot « Il » est remplacé par « Le conseil »;

b) les mots « de la présente loi » sont supprimés.

13° Dans l'article 76 :

a) les mots « chaque province est appelée » sont remplacés par « le conseil de chaque province est appelé »;

b) les mots « le gouvernement » sont remplacés par « le Roi ».

14° A l'article 77, les mots « Il adopte » sont remplacés par « Le conseil adopte ».

15° Les articles 80, 81 et 82 sont abrogés.

16° A l'article 83, le mot « cantons » est remplacé par les mots « districts électoraux, cantons ».

17° Dans l'article 85 :

a) à l'alinéa 1er, le mot « Il » est remplacé par « Le conseil »;

b) à l'alinéa 5, les mots « de la présente loi » sont supprimés.

18° Dans l'article 86, modifié par les lois des 27 mai 1870, 19 mai 1914, 26 février 1958, 24 avril 1958 et 29 mai 1959 :

a) le littera *A* de l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« *A.* La création d'établissements d'intérêt provincial »;

b) Le littera *C* du même alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« *C.* La construction d'ouvrages publics en tout ou en partie aux frais de la province, dont la dépense totale excède 50 000 francs »;

c) le littera *E* du même alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« *E.* Les paiements visés à l'article 112, troisième alinéa »;

d) le dernier des trois alinéas insérés par la loi du 19 mai 1914 est abrogé.

19° Dans l'article 87 :

a) l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi ne peut modifier les délibérations soumises ou subordonnées à son approbation, ni les diviser »;

b) à l'alinéa 3, les mots « le gouvernement » sont remplacés par « le Roi ».

20° A l'article 88, modifié par la loi du 27 mai 1870, les mots « le gouvernement » sont remplacés par « le Roi ».

21° Dans l'article 89 :

a) à l'alinéa 3, les mots « premier paragraphe » sont remplacés par « premier alinéa »;

b) à l'alinéa 4, les mots « Bulletin officiel » sont remplacés par « Moniteur belge ».

22° A l'alinéa 4 de l'article 90, les mots « L'article 463 » sont remplacés par « L'article 85 ».

23° Au titre VI, l'intitulé « Chapitre IV. — De la durée des fonctions du conseil » est abrogé.

24° A l'alinéa 10 de l'article 104, modifié par les lois des 27 mai 1870 et 30 décembre 1887, le mot « paragraphe » est remplacé par « alinéas ».

25° Dans l'article 106, modifié par la loi du 30 décembre 1887 :

a) à l'alinéa 3, les mots « de la présente loi » sont supprimés;

b) à l'alinéa 7 le mot « Moniteur » est remplacé par « Moniteur belge ».

26° Dans l'article 114*quater*, inséré par l'arrêté royal n° 24, du 26 juillet 1939, les mots « de la présente loi » sont supprimés.

27° L'alinéa 1er de l'article 116, modifié par la loi du 20 novembre 1959, est remplacé par la disposition suivante :

« Sont applicables à la députation permanente les articles 63, 89 et 91, ainsi que, dans les cas prévus à l'article 107, les articles 86, 87 et 88 ».

28° A l'alinéa 2 de l'article 117, les mots « Les règlements ou ordonnances d'administration provinciale » sont remplacés par « Ces règlements et ordonnances ».

12° In artikel 74 :

a) wordt het woord « Il » vervangen door « Le conseil »;

b) worden de woorden « de la présente loi » geschrapt.

13° In artikel 76 :

a) worden de woorden « chaque province est appelée » vervangen door « le conseil de chaque province est appelé »;

b) worden de woorden « le gouvernement » vervangen door « le Roi ».

14° In artikel 77 worden de woorden « Il adopte » vervangen door « Le conseil adopte ».

15° De artikelen 80, 81 en 82 worden opgeheven.

16° In artikel 83 wordt het woord « cantons » vervangen door de woorden « districts électoraux, cantons ».

17° In artikel 85 :

a) wordt in het eerste lid het woord « Il » vervangen door « Le conseil »;

b) worden in het vijfde lid de woorden « de la présente loi » geschrapt.

18° In artikel 86, gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1870, 19 mei 1914, 26 februari 1958, 24 april 1958 en 29 mei 1959 :

a) wordt littera *A* van het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

« *A.* La création d'établissements d'intérêt provincial »;

b) wordt littera *C* van hetzelfde lid vervangen door de volgende bepaling :

« *C.* La construction d'ouvrages publics, en tout ou en partie aux frais de la province, dont la dépense totale excède 50 000 francs »;

c) wordt littera *E* van hetzelfde lid vervangen door de volgende bepaling :

« *E.* Les paiements visés à l'article 112, troisième alinéa »;

d) wordt het laatste van de drie leden die ingevoegd werden bij de wet van 19 mei 1914 opgeheven.

19° In artikel 87 :

a) wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Le Roi ne peut modifier les délibérations soumises ou subordonnées à son approbation, ni les diviser »;

b) worden in het derde lid de woorden « le gouvernement » vervangen door « le Roi ».

20° In artikel 88, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1870, worden de woorden « le gouvernement » vervangen door « le Roi ».

21° In artikel 89 :

a) worden in het derde lid de woorden « premier paragraphe » vervangen door « premier alinéa »;

b) worden in het vierde lid de woorden « Bulletin officiel » vervangen door « Moniteur belge ».

22° In het vierde lid van artikel 90 worden de woorden « L'article 463 » vervangen door « L'article 85 ».

23° In titel VI wordt het opschrift « Chapitre IV. — De la durée des fonctions du conseil » opgeheven.

24° In het tiende lid van artikel 104, gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1870 en 30 december 1887, wordt het woord « paragraphes » vervangen door « alinéas ».

25° In artikel 106, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887 :

a) worden in het derde lid de woorden « de la présente loi » geschrapt;

b) wordt in het zevende lid het woord « Moniteur » vervangen door « Moniteur belge ».

26° In artikel 114*quater*, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939, worden de woorden « de la présente loi » geschrapt.

27° Het eerste lid van artikel 116, gewijzigd bij de wet van 20 november 1959, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Sont applicables à la députation permanente, les articles 63, 89 et 91, ainsi que, dans les cas prévus à l'article 107, les articles 86, 87 et 88. »

28° In het tweede lid van artikel 117, worden de woorden « Les règlements ou ordonnances d'administration provinciale » vervangen door « Ces règlements et ordonnances ».

29° A l'alinéa 1er de l'article 118, les mots « Les règlements ou ordonnances » sont remplacés par « Les règlements et ordonnances ».

30° Les alinéas 6, 7 et 8 de l'article 120, modifié par les lois des 27 mai 1870, 27 décembre 1872, 30 décembre 1887 et 20 juillet 1920, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le Roi fixe le traitement du greffier provincial. Il détermine les indemnités et allocations dont le greffier jouit à l'instar des autres fonctionnaires de l'Etat.

» Le greffier provincial est tenu de résider au chef-lieu de la province. »

31° A l'alinéa 4 de l'article 124, modifié par la loi du 30 décembre 1887, le mot « Moniteur » est remplacé par « Moniteur belge ».

32° Aux alinéas 1er et 3 de l'article 125, le mot « gouvernement » est remplacé par « Roi ».

33° A l'alinéa 2 de l'article 128, les mots « et des gardes civiques » sont supprimés.

34° A l'article 129, les mots « et de la guerre » sont remplacés par les mots « et de la défense nationale ».

35° A l'alinéa 1er de l'article 133, modifié par la loi du 30 janvier 1924, les mots « des communes rurales et des villes désignées en l'article précédent » sont remplacés par les mots « des communes désignées à l'article précédent ».

36° A l'article 134, les mots « elles donnent » sont remplacés par les mots « elle donne ».

37° L'article 140 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 140, § 1er. Ne peuvent être gouverneur de province, greffier provincial ou commissaire d'arrondissement :

1° les titulaires d'une fonction dans l'ordre judiciaire;

2° les ministres des cultes;

3° les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées et les ingénieurs et conducteurs des mines;

4° les personnes chargées d'une fonction enseignante, rétribuées par l'Etat, la province ou la commune, sauf les professeurs ordinaires et extraordinaires et les chargés de cours des universités de l'Etat;

5° les bourgmestres, les échevins, les conseillers communaux, les secrétaires et receveurs communaux et les receveurs des commissions d'assistance publique;

6° les avocats et les notaires.

§ 2. Les fonctions de gouverneur de province, greffier provincial et commissaire d'arrondissement sont incompatibles avec toute autre fonction directement subordonnée soit au gouverneur, soit au conseil provincial, soit à la députation permanente.

§ 3. Ne peuvent être conjoints, ni parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, le gouverneur de province, le greffier provincial et les commissaires d'arrondissement, ni l'un de deux premiers et un membre de la députation permanente.

L'alliance survenue pendant les fonctions ne les fait pas cesser. Il n'en est pas de même du mariage. »

38° L'intitulé « Dispositions transitoires » et les articles 141 à 144 qui lui font suite, sont abrogés.

39° L'article 145 est abrogé.

Art. 3. Les dispositions qui suivent forment le texte néerlandais de la loi communale du 30 mars 1836, de la loi provinciale du 30 avril 1836 et de la loi du 1er juillet 1860 modifiant la loi provinciale et la loi communale en ce qui concerne le serment, telles que ces lois ont été expressément modifiés et complétées par les lois entrées en vigueur avant le 15 août 1973 et par la présente loi.

Le texte néerlandais ci-après des dispositions qui ont modifié et complété lesdites lois postérieurement à la loi du 18 avril 1898, remplace le texte néerlandais antérieur de ces dispositions.

Les contestations basées sur la divergence des textes français et néerlandais sont décidées d'après la volonté du législateur, déterminée suivant les règles ordinaires d'interprétation, sans prééminence de l'un des textes sur l'autre.

29° In het eerste lid van artikel 118 worden de woorden « Les règlements ou ordonnances » vervangen door « Les règlements et ordonnances ».

30° Het zesde, het zevende en het achtste lid van artikel 120, gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1870, 27 december 1872, 30 december 1887 en 20 juli 1920, worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Le Roi fixe le traitement du greffier provincial. Il détermine les indemnités et allocations dont le greffier jouit à l'instar des autres fonctionnaires de l'Etat.

» Le greffier provincial est tenu de résider au chef-lieu de la province. »

31° In het vierde lid van artikel 124, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887, wordt het woord « Moniteur » vervangen door « Moniteur belge ».

32° In het eerste en in het derde lid van artikel 125 wordt het woord « gouvernement » vervangen door « Roi ».

33° In het tweede lid van artikel 128 worden de woorden « et des gardes civiques » geschrapt.

34° In artikel 129 worden de woorden « et de la guerre » vervangen door de woorden « et de la défense nationale ».

35° In het eerste lid van artikel 133, gewijzigd bij de wet van 30 januari 1924, worden de woorden « des communes rurales et des villes désignées en l'article précédent » vervangen door de woorden « des communes désignées à l'article précédent ».

36° In artikel 134 worden de woorden « elles donnent » vervangen door de woorden « elle donne ».

37° Artikel 140 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Article 140, § 1er. Ne peuvent être gouverneur de province, greffier provincial ou commissaire d'arrondissement :

1° les titulaires d'une fonction dans l'ordre judiciaire;

2° les ministres des cultes;

3° les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées et les ingénieurs et conducteurs des mines;

4° les personnes chargées d'une fonction enseignante, rétribuée par l'Etat, la province ou la commune, sauf les professeurs ordinaires et extraordinaires et les chargés de cours des universités de l'Etat;

5° les bourgmestres, les échevins, les conseillers communaux, les secrétaires et receveurs communaux et les receveurs des commissions d'assistance publique;

6° les avocats et les notaires.

§ 2. Les fonctions de gouverneur de province, greffier provincial et commissaire d'arrondissement sont incompatibles avec toute autre fonction directement subordonnée soit au gouverneur, soit au conseil provincial, soit à la députation permanente.

§ 3. Ne peuvent être conjoints, ni parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, le gouverneur de province, le greffier provincial et les commissaires d'arrondissement, ni l'un des deux premiers et un membre de la députation permanente.

L'alliance survenue pendant les fonctions ne les fait pas cesser. Il n'en est pas de même du mariage ».

38° Het opschrift « Dispositions transitoires » en de daarop volgende artikelen 141 tot 144 worden opgeheven.

39° Artikel 145 wordt opgeheven.

Art. 3. De hiernavolgende bepalingen vormen de Nederlandse tekst van de gemeentewet van 30 maart 1836, van de provinciewet van 30 april 1836 en van de wet van 1 juli 1860 tot wijziging van de provinciewet en de gemeentewet wat de eed betreft, zoals die wetten uitdrukkelijk zijn gewijzigd en aangevuld bij de wetten in werking getreden vóór 15 augustus 1973 en bij de onderhavige wet.

De hiernavolgende Nederlandse tekst van de bepalingen die de genoemde wetten na de wet van 18 april 1898 hebben gewijzigd en aangevuld, vervangt de vorige Nederlandse tekst van deze bepalingen.

Twistvragen gegrond op het verschil tussen de Nederlandse en de Franse tekst worden beslist naar de wil van de wetgever, die bepaald wordt volgens de gewone interpretatieregelen, zonder voorrang van de ene tekst boven de andere.

GEMEENTEWET

(Wet van 30 maart 1836)

—

TITEL I

Het gemeentebestuur

HOOFDSTUK I

Samenstelling van het gemeentebestuur

Artikel 1. Er is in iedere gemeente een gemeentebestuur, samengesteld uit raadsleden, de burgemeester en de schepenen.

Artikel 2. De gemeenteraadsleden worden rechtstreeks gekozen door de vergadering van de gemeenteraadskiezers.

(De burgemeester wordt door de Koning benoemd uit de leden van de raad; hij kan echter, op overeenkomstig advies van de bestendige deputatie van de provincieraad, door de Koning buiten de raad benoemd worden uit de gemeenteraadskiezers die volle vijfentwintig jaar oud zijn.

De burgemeester die buiten de raad is benoemd, is in alle gevallen stemgerechtigd in het college van burgemeester en schepenen. Hij is van rechtswege voorzitter van de raad en heeft daarin een raadgevende stem.

De schepenen worden door de raad uit zijn midden gekozen. De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid, door zoveel afzonderlijke stemmingen als er schepenen te kiezen zijn; de rang van de schepenen wordt bepaald door de volgorde van de stemmingen.

Indien na twee stemmingen geen kandidaat de meerderheid heeft verkregen, geschiedt herstemming over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald; staken de stemmen bij de herstemming, dan is de oudste in jaren gekozen. De verkiezing van de schepenen heeft plaats in de installatievergadering die volgt op de (...) vernieuwing van de raad. In elk ander geval moet de verkiezing geschieden binnen drie maanden na het openvallen van de plaats.

De regels betreffende de ontslagneming als raadslid zijn mede van toepassing op de ontslagneming als schepen.)

(Het tweede lid aldus vervangen en het derde, vierde, vijfde en zesde lid toegevoegd bij artikel 9 van de wet van 30 december 1887; het vijfde lid daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 3. (Er zijn 2 schepenen in de gemeenten van minder dan 5 000 inwoners;
3 schepenen in die van 5 000 tot 9 999 inwoners;
4 schepenen in die van 10 000 tot 19 999 inwoners;
5 schepenen in die van 20 000 tot 49 999 inwoners;
6 schepenen in die van 50 000 tot 149 999 inwoners (alsmede in de stad Charleroi);
8 schepenen in de steden Brussel, Gent en Luik;
10 schepenen in de stad Antwerpen.

De burgemeester is van rechtswege voorzitter van het college van burgemeester en schepenen.)

(Aldus vervangen bij artikel 1, 1 van de wet van 9 juli 1970; het eerste lid daarna aldus aangevuld bij het enig artikel van de wet van 30 november 1970.)

Artikel 4. (De gemeenteraad bestaat, met inbegrip van de burgemeester en de schepenen, uit 7 leden in de gemeenten beneden 1 000 inwoners;
uit 9 in die van 1 000 tot 1 999 inwoners;
uit 11 in die van 2 000 tot 2 999 inwoners;
uit 13 in die van 3 000 tot 9 999 inwoners;
uit 15 in die van 10 000 tot 14 999 inwoners;
uit 17 in die van 15 000 tot 19 999 inwoners;
uit 19 in die van 20 000 tot 24 999 inwoners;
uit 21 in die van 25 000 tot 29 999 inwoners;
uit 23 in die van 30 000 tot 34 999 inwoners;
uit 25 in die van 35 000 tot 39 999 inwoners;
uit 27 in die van 40 000 tot 49 999 inwoners;
uit 29 in die van 50 000 tot 59 999 inwoners;
uit 31 in die van 60 000 tot 69 999 inwoners;
uit 33 in die van 70 000 tot 79 999 inwoners;
uit 35 in die van 80 000 tot 89 999 inwoners;
uit 37 in die van 90 000 tot 99 999 inwoners;
uit 39 in die van 100 000 tot 149 999 inwoners;
uit 41 in die van 150 000 tot 199 999 inwoners;
uit 43 in die van 200 000 tot 249 999 inwoners;
uit 45 in die van 250 000 tot 299 999 inwoners;
uit 47 in die van 300 000 inwoners en daarboven.

De raad blijft bestaan uit het hierboven bepaald getal leden, zelfs wanneer de burgemeester daarbuiten benoemd wordt.)

(Aldus vervangen bij artikel 1, 2 van de wet van 9 juli 1970.)

Artikel 5. (...)

(Vervangen bij de wet van 5 maart 1848, die opgeheven is bij artikel 199, 21°, van de wet van 18 mei 1872.)

Artikel 6. Er is in elke gemeente een secretaris en een ontvanger.

Artikelen 7 tot 18. (...)

(Deze artikelen vormden titel I, hoofdstuk II, dat opgeheven is bij artikel 199, 19°, van de wet van 18 mei 1872.)

Artikel 19. (De rangschikking van de gemeenten overeenkomstig de artikelen 3 en 4 wordt bij koninklijk besluit in overeenstemming gebracht met het bevolkingscijfer dat blijkt uit de algemene volkstelling, en zulks binnen twee jaar na elke telling.

In de gevallen dat de officiële opgave van 's Rijks bevolkingscijfer op 31 december van het voorlaatste jaar en van het daaraan voorafgaande jaar vóór de gemeenteraadsverkiezingen, een verschil van tenminste vijf ten honderd aangeeft, ten aanzien van het minimum- of maximumcijfer der klasse waarin zij werden gerangschikt op grond van hun bevolking bij de laatste algemene volkstelling, wordt de rangschikking van de betrokken gemeenten aangepast voor de organisatie van die verkiezingen, met het oog op de toepassing van de artikelen 3 en 4.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 9 juli 1970. Het opschrift boven artikel 19 opgeheven en artikel 19 ondergebracht in titel I, hoofdstuk I, bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 20. (In gemeenten waar het aantal schepenen is vermeerderd, worden de nieuwe schepenen overeenkomstig artikel 2 gekozen tijdens de vergadering waarop de installatie van de nieuwe gemeenteraadsleden plaats heeft.

In gemeenten waar het aantal schepenen of raadsleden is verminderd, geschiedt deze vermindering naarmate er plaatsen openvallen.)

(Aldus opnieuw ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 22 juli 1932 en ondergebracht in titel I, hoofdstuk I, bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikelen 21 tot 46. (...)

(Deze artikelen vormden, samen met artikel 20, titel I, hoofdstuk III, dat opgeheven is bij artikel 199, 19°, van de wet van 18 mei 1872.)

Artikel 47. (...)

(Dit artikel vormde titel I, hoofdstuk IV, dat opgeheven is bij artikel 199, 19°, van de wet van 18 mei 1872.)

HOOFDSTUK V

Onverenigbaarheden

Artikelen 48 en 49. (...)

(Opgeheven bij artikel 199, 19°, van de wet van 18 mei 1872.)

Artikel 50. (...)

(Opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikelen 51 en 52. (...)

(Opgeheven bij artikel 199, 19°, van de wet van 18 mei 1872.)

Artikel 53. (De bediening van gemeentesecretaris of van plaatselijk gemeenteontvanger mag niet worden uitgeoefend door beambten van het provinciebestuur of van het arrondissementscommissariaat.)

(Aldus vervangen bij artikel 2, § II, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

HOOFDSTUK VI

Ambtstermijn van de leden van het gemeentebestuur

Artikel 54. (...)

(Opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 55. (...)

(Opgeheven bij artikel 199, 19°, van de wet van 18 mei 1872.)

Artikel 56. (De Koning kan de burgemeester schorsen of afzetten wegens kennelijk wangedrag of grove nalatigheid. De burgemeester wordt vooraf gehoord. De schorsing mag de tijd van drie maanden niet te boven gaan.)

De provinciegouverneur kan, op overeenkomstig en met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie van de provincieraad (...), de schepenen schorsen of afzetten wegens kennelijk wangedrag of grove nalatigheid. Zij worden vooraf gehoord. De schorsing mag de tijd van drie maanden niet te boven gaan.

(De afgezette schepen kan eerst na verloop van twee jaren worden herkozen.)

(Het eerste lid toegevoegd en het tweede lid aldus gewijzigd bij het enige artikel van de wet van 30 juni 1842; het derde lid toegevoegd bij artikel 10 van de wet van 30 december 1887.)

Artikelen 57 tot 59. (...)

(Opgeheven bij artikel 199, 19°, van de wet van 18 mei 1872.)

HOOFDSTUK VII

Vergaderingen, beraadslagingen, besluiten van de gemeenteraden

Artikel 60. (...)

(Vervangen bij de wet van 13 april 1848, die opgeheven is bij artikel 199, 21°, van de wet van 18 mei 1872.)

Artikel 61. (...)

(Opgeheven bij artikel 3 van de wet van 1 juli 1860.)

Artikel 62. De gemeenteraad vergaderd zo dikwijls de zaken die tot zijn bevoegdheid behoren, het vereisen.

Hij wordt bijeengeroepen door het college van burgemeester en schepenen.

Wanneer een derde van de zittinghebbende leden het vraagt, is het college verplicht de raad bijeen te roepen op de aangewezen dag en het aangewezen uur.

Artikel 63. Behalve in spoedeisende gevallen geschiedt de oproeping schriftelijk en aan huis, tenminste twee vrije dagen voor de dag van de vergadering; zij vermeldt de agenda.

Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren.

Tot spoedbehandeling kan niet worden besloten dan door tenminste twee derden van de aanwezige leden; de namen van die leden worden in de notulen vermeld.

Een voorstel dat niet op de agenda voorkomt, moet uiterlijk twee dagen voor de vergadering worden overhandigd aan de burgemeester of aan degene die hem vervangt.

Artikel 64. De gemeenteraad kan geen besluit nemen, indien niet de meerderheid van de zittinghebbende leden aanwezig is.

De raad kan echter, indien hij tweemaal bijeengeroepen is zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, na een derde en laatste oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, op geldige wijze beraadslagen en besluiten over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda voorkomen.

De tweede en de derde oproeping moeten geschieden overeenkomstig de voorschriften van het vorige artikel, en er moet vermeld worden of de oproeping voor de tweede of voor de derde maal geschiedt; bovendien moeten de bepalingen van de twee vorige leden in de derde oproeping woordelijk worden overgenomen.

Artikel 65. De burgemeester of hij die hem vervangt zit de gemeenteraad voor.

De vergadering wordt door de voorzitter geopend en gesloten.

(De besluiten worden bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.)

(Het derde lid aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 30 april 1905.)

Artikel 66. De leden van de gemeenteraad stemmen mondeling, behalve over voordrachten van kandidaten, benoemingen tot ambten, afzettingen of schorsingen, die bij geheime stemming en eveneens bij volstrekte meerderheid (van stemmen) geschieden.

De voorzitter (,voor zover hij lid is van de raad,) stemt het laatst.

(Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op met tweemaal zoveel namen als er benoemingen of voordrachten moeten geschieden.

De stemmen kunnen alleen uitgebracht worden op de kandidaten die op deze lijst voorkomen.

De benoeming of de voordracht geschiedt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.)

(Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 30 april 1905; het tweede lid aldus gewijzigd bij het enige artikel van de wet van 30 juni 1842; het derde, vierde, vijfde en zesde lid toegevoegd bij artikel 11 van de wet van 30 december 1887.)

Artikel 67. (Bij het openen van elke vergadering wordt voorlezing gedaan van de notulen van de vorige vergadering; na goedkeuring worden zij getekend door de burgemeester en de secretaris.

De gemeenteraad kan bij reglement van orde voorschrijven dat alleen de tekst van de genomen besluiten zal worden voorgelezen en dat de notulen tenminste een half uur voor het openen van de vergadering ter tafel zullen worden gelegd.

In dat geval heeft elk lid het recht om tijdens de vergadering bezwaren tegen de redactie in te brengen.

Worden de bezwaren gegrond bevonden, dan is de secretaris gehouden, staande de vergadering of uiterlijk in de eerstvolgende vergadering, een nieuwe redactie voor te leggen, die in overeenstemming is met het besluit van de raad.

Indien geen bezwaren worden ingebracht voor het einde van de vergadering zijn de notulen goedgekeurd en zij worden getekend zoals (in het eerste lid) bepaald is.

Zo dikwijls de raad het gewenst acht, worden de notulen staande de vergadering geheel of ten dele opgemaakt en door de aanwezige leden getekend.)

(Aldus vervangen bij artikel 12 van de wet van 30 december 1887; het vijfde lid daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 68. Het is elk gemeenteraadslid (en de burgemeester) verboden :

1° Tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging of besluit over zaken waarbij hij een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, voor of na zijn verkiezing, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben.

(Inzake voordrachten van kandidaten, benoemingen tot bedieningen, afzettingen of schorsingen geldt dit verbod slechts ten aanzien van bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad;)

2° Rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige dienst, heffing van rechten, levering of aanbesteding ten behoeve van de gemeente;

3° Als advocaat, (...) notaris of zaakwaarnemer werkzaam te zijn in rechtsgedingen, tegen de gemeente ingesteld. Het is hem verboden in dezelfde hoedanigheid ten behoeve van de gemeente te pleiten, raad te geven of op te treden in enige betwiste zaak, tenzij hij het kosteloos doet;

4° Tegenwoordig te zijn bij het onderzoek van de rekeningen der aan de gemeente ondergeschikte openbare besturen waarvan hij lid is.

De bovenstaande bepalingen zijn mede van toepassing op de secretaris.

(Het inleidende zinsdeel aldus gewijzigd bij het enige artikel van de wet van 30 juni 1842; het tweede lid van 1° toegevoegd bij artikel 13 van de wet van 30 december 1887; het 3° aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 69. Aan inwoners van de gemeente, of aan de ambtenaar die daartoe opdracht heeft gekregen van de provinciegouverneur of van de bestendige deputatie van de provincieraad, mag niet worden geweigerd ter plaatse inzage te nemen van de besluiten van de gemeenteraad.

De raad kan evenwel beslissen dat de met gesloten deuren genomen besluiten gedurende een bepaalde tijd geheim zullen worden gehouden.

Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur mag aan het onderzoek van de raadsleden worden onttrokken.

Artikel 70. Elk jaar, vooraleer de gemeenteraad de begroting in behandeling neemt, doet het college van burgemeester en schepenen verslag over het bestuur en over de toestand van de gemeentezaken in een vergadering waarop het publiek wordt toegelaten.

Afschrift van dit verslag wordt aan de bestendige deputatie van de provincieraad gezonden.

Dag en uur van die vergadering worden tenminste drie dagen tevoren door aanplakking bekendgemaakt.

Artikel 71. De vergadering van de gemeenteraad wordt in het openbaar gehouden, wanneer beraadslaagd wordt of een besluit genomen wordt over :

1° De begrotingen, het hoofdstuk betreffende de wedden uitgezonderd, en de rekennigen;

2° Het doen van enige uitgave die niet kan worden gedekt door de inkomsten van het jaar of door het saldo in de gemeentekas, alsmede het aanwijzen van de middelen om zodanige uitgave te bestrijden;

3° (Het tot stand brengen van inrichtingen van gemeentelijk belang;)

4° Het aangaan van leningen;

5° Het geheel of gedeeltelijk vervreemden van de onroerende goederen of onroerende rechten van de gemeente, het ruilen en het aangaan van dadingen betreffende die goederen of rechten, de erfpachten, het vestigen van hypotheken, het verdelen van onverdeelde goederen;

6° Het slopen van openbare gebouwen of oude monumenten.

In de voormelde gevallen kunnen evenwel de twee derden van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren, beslissen dat de vergadering niet openbaar zal zijn.

Zij mag niet openbaar zijn, zelfs in de gevallen bepaald (in het eerste lid), wanneer het om personen gaat.

Zodra een dergelijk punt te berde wordt gebracht, beveelt de voorzitter terstond de behandeling in besloten vergadering; de openbare vergadering kan eerst hervat worden nadat dit punt is afgehandeld.

In alle andere gevallen is de vergadering al of niet openbaar; zij moet in het openbaar worden gehouden wanneer twee derden van de ter vergadering aanwezige leden het vragen.

(Het 3° van het eerste lid aldus vervangen en het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 72. De voorzitter is belast met de handhaving van de orde in de vergadering; hij kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond ieder persoon uit de zaal doen verwijderen, die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt.

De voorzitter kan bovendien proces-verbaal opmaken tegen de overtreder en hem verwijzen naar de (politierechtbank), die hem kan veroordelen tot geldboete van een frank tot vijftien frank of tot gevangenisstraf van een dag tot drie dagen, onverminderd andere vervolgingen, indien het feit daartoe grond oplevert.

(Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 73. De gemeenteraden kunnen reglementen van orde en inwendige dienst maken.

Artikel 74. Aan de gemeenteraadsleden kan presentiegeld worden verleend onder goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad.

TITEL II

Bevoegdheden van de gemeentebesturen

HOOFDSTUK I

Bevoegdheden van de gemeenteraad

Artikel 75. De gemeenteraad regelt alles wat van gemeentelijk belang is; hij beraadslaagt over elk ander onderwerp dat de hogere overheid hem voorlegt.

De beraadslagingen worden door een onderzoek voorafgegaan telkens als de Regering het geraden acht of wanneer de reglementen het voorschrijven.

(Ook de bestendige deputatie van de provincieraad kan zodanig onderzoek gelasten telkens als de besluiten van de gemeenteraad door haar moeten worden goedgekeurd.)

(Alleen in de gevallen bij de wet uitdrukkelijk bepaald moeten de besluiten van de raad door de Koning of door de bestendige deputatie worden goedgekeurd.)

(...)

(Het derde lid toegevoegd bij artikel 1 van de wet van 30 juni 1865; het vierde lid toegevoegd bij artikel 14 van de wet van 30 december 1887; een vijfde lid toegevoegd bij het enige artikel van de wet van 28 februari 1961, is opgeheven bij artikel 10 van de wet van 27 juli 1961.)

Artikel 76 (Onverminderd de toepassing van het koninklijk besluit van 14 augustus 1933, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 87 van 30 november 1939, bevestigd bij de wet van 16 juni 1947,) zijn (...) het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad en de goedkeuring van de Koning vereist voor de besluiten van de gemeenteraad over de volgende zaken :

(Aldus gewijzigd bij artikel 15 van de wet van 30 december 1887 en bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

1° (De vervreemdingen, verkrijgingen, dadingen en ruilingen die onroerende goederen of onroerende rechten tot voorwerp hebben;) de erfpachten, de leningen en de vestiging van hypotheken, de verdeling van onverdeelde onroerende goederen, tenzij de verdeling door de rechter bevolen wordt.

(De goedkeuring van de bestendige deputatie is echter voldoende wanneer de waarde (100 000) frank of een tiende van de gewone middelenbegroting niet te boven gaat, tenzij dit tiende meer dan (1 000 000) frank bedraagt;)

(Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet; het tweede lid aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 30 juni 1865 en daarna aldus gewijzigd bij het enige artikel van de wet van 22 december 1953.)

2° Het invoeren van tol- en doorgangsrechten in de gemeente;

3° (De akten van schenking en de legaten aan de gemeente of aan gemeentelijke instellingen, wanneer de waarde (100 000) frank te boven gaat.

De goedkeuring van de bestendige deputatie is voldoende, wanneer de waarde van de schenkingen of legaten dat bedrag niet te boven gaat. In dat geval wordt, indien er verzet is geweest, de goedkeuring binnen acht dagen na haar dagtekening langs administratieve weg aan de indiener van het bezwaar betekend.

Elk bezwaar tegen de goedkeuring moet worden ingebracht uiterlijk dertig dagen na die betekening.

Bij gehele of gedeeltelijke weigering van goedkeuring moet het bezwaar ingebracht worden binnen dertig dagen na de dag waarop de weigering aan het gemeentebestuur meegedeeld is.

Bij inbrenging van bezwaren beslist altijd de Koning over de aanneming, de verwerping of de vermindering van de schenking of van het legaat.

De giften bij akte onder de levenden worden altijd voorlopig aangenomen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 12 juli 1931.

(...)

Als gift wordt niet beschouwd de prijs van een grafconcessie;)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 30 juni 1865; daarna het eerste lid aldus gewijzigd bij het enige artikel van de wet van 22 december 1953, het zesde lid aldus gewijzigd en het zevende, het achtste en het negende lid opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet, het laatste lid toegevoegd bij artikel 15 van de wet van 30 december 1887.)

4° (...)

(Opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

5° (Het invoeren, wijzigen of afschaffen van gemeentebelastingen en van de desbetreffende verordeningen.

De goedkeuring van de bestendige deputatie is echter voldoende, wanneer het opcentiemen op de onroerende voorheffing betreft, tenzij hun aantal meer dan vijftig bedraagt.

De besluiten van de gemeenteraad tot invoering, wijziging of afschaffing van belastingen of van opcentiemen op de belastingen op honden, voertuigen, rijwielen, paarden en trekdieren, dienstboden, duivenhokken, alsmede op elk ander bij koninklijk besluit aangewezen object, behoeven het advies van de bestendige deputatie en de goedkeuring van de provinciegouverneur.

Hetzelfde geldt voor de desbetreffende verordeningen;)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 30 juni 1865; daarna het tweede lid aldus vervangen bij artikel 1 van de onderhavige wet, het derde en het vierde lid toegevoegd bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1933.)

6° (De verkoop van woeste gronden en van onder de bosregeling vallende bossen, alsmede de wijziging in het genot daarvan;)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 30 juni 1865.)

7° (De algemene rooiplannen voor de steden en voor de aaneengebouwde gedeelten in de plattelandsgemeenten, de aanleg van nieuwe en de verbreding en afschaffing van bestaande straten.

De Koning bepaalt, na advies van de gemeenteraad en van de bestendige deputatie, welke wegen, waar deze door de steden en door de aaneengebouwde gedeelten van de plattelandsgemeenten lopen, tot de grote wegen behoren.

Volgt hieruit dat bestaande wegen of weggedeelten niet langer behoren tot de Rijks- of provinciewegen, dan worden zij beschouwd als voortaan deel uitmakend van de gemeentewegen. Deze overdracht heeft tot gevolg toekenning om niet van de eigendom van die wegen, die zich in goede staat van onderhoud zullen moeten bevinden op het ogenblik dat hun indeling bij de grote wegen ophoudt;)

(Aldus vervangen bij artikel 3 van de wet van 9 augustus 1948.)

8° (...)

(Opgeheven bij artikel 26 van de wet van 7 augustus 1931.)

(De bepalingen onder 1°, voor zover zij vervreemdingen uit de hand, verkrijgingen, dadingen en verdelingen betreffen, alsook de bepalingen onder 3° en 6° zijn van toepassing op de in de gemeente bestaande openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid.)

(Aldus vervangen bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Voor de besluiten van die (instellingen) is bovendien het advies van de gemeenteraad vereist.

(Aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

((In de gevallen van 1° en 5° van dit artikel) kunnen de gemeenten en de openbare instellingen bij de Koning in beroep gaan van de beslissingen genomen door de bestendige deputatie).)

(Toegevoegd bij artikel 2 van de wet van 30 juni 1865 en aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

(...)

(Het vierde, het vijfde en het zesde lid volgend op het 8° toegevoegd bij artikel 26 van de wet van 19 mei 1914; daarna het vierde en het vijfde lid opgenomen onder artikel 82 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs en als dusdanig opgeheven bij artikel 50, 8, van de wet van 29 mei 1959, het zesde lid opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 77. De goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad is vereist voor de besluiten van de gemeenteraad over de volgende zaken :

1° (De wijziging in het genot van alle gemeentegoederen of van een gedeelte ervan, met uitzondering van die (onder 6° van het vorige artikel);)

(Aldus vervangen bij artikel 3 van de wet van 30 juni 1865 en daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

2° De verdeling en het genot (van veeweide, brandhout en vruchten der gemeente), alsook de voorwaarden op te leggen aan de gebruikers, wanneer bezwaren zijn ingebracht tegen de besluiten van de gemeenteoverheid;

(Aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

3° De verkopingen, ruilingen en dadingen die aan de gemeente toebehorende schuldvorderingen ,obligaties en aandelen tot voorwerp hebben, met uitzondering van de dadingen betreffende de (gemeentebelastingen); de beleggingen en wederbeleggingen van haar gelden;

(Aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

4° (...)

(Opgeheven bij artikel 1 van de wet van 4 december 1961.)

5° De verordeningen of tarieven betreffende de heffing van plaatsgeld in hallen, op jaarmarkten, op markten en in slachthuizen, en van het staangeld op de openbare weg, alsook van de waag-, meet- en peilgelden;

6° De erkenning en de aanleg van buurt- en voetwegen overeenkomstig de wetten en provinciale verordeningen en zonder afwijking van de wetten op de onteigening ten algemenen nutte;

7° De ontwerpen van oprichting, grove herstellingen en sloping van gemeentegebouwen;

8° De begrotingen van de uitgaven der gemeente en van de middelen om deze te bestrijden;

9° De jaarlijkse rekening van ontvangsten en uitgaven der gemeente;

10° (...)

(Opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Bij weigering van goedkeuring kunnen de betrokken gemeenten in beroep gaan bij de Koning.

(De provinciegouverneur kan bij de Koning in beroep komen van de beslissingen van de bestendige deputatie over de zaken genoemd (in 8° en 9° van dit artikel).

Dit beroep moet ingesteld worden binnen tien dagen na de beslissing waartegen het gericht is.

Van het beroep wordt, uiterlijk de dag nadat het is ingesteld, kennis gegeven aan de bestendige deputatie. Het beroep schorst de tenuitvoerlegging gedurende dertig dagen te rekenen van de kennisgeving. Indien binnen deze termijn geen uitspraak is gedaan, wordt de beslissing van de bestendige deputatie uitvoerbaar. Evenwel kan de termijn zo nodig met dertig dagen worden verlengd bij een met redenen omkleed koninklijk besluit.

De hogere overheid kan, zowel ter plaatse als per brief, alle inlichtingen en gegevens inwinnen die dienstig zijn voor het onderzoek van het hierboven bepaalde beroep.)

(Het derde, het vierde, het vijfde en het zesde lid toegevoegd bij artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934; daarna het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 78. De gemeenteraad maakt de gemeentelijke reglementen van inwendig bestuur en de gemeentelijke politieverordeningen.

Die reglementen en verordeningen mogen niet in strijd zijn met de wetten of met de verordeningen van algemeen of provinciaal bestuur.

De raad zendt hiervan binnen achtenveertig uren een afschrift aan de bestendige deputatie van de provincieraad.

(De raad kan straffen stellen op de overtreding van zijn reglementen en verordeningen, tenzij een wet daarin heeft voorzien. Die straffen mogen de politiestraffen niet te boven gaan.

Een afschrift van die reglementen en politieverordeningen wordt dadelijk toegezonden aan de griffie van de rechtbank van eerste aanleg en aan die (van de politierechtbank), waar zij in een daartoe bestemd register worden ingeschreven.

Van die reglementen en verordeningen wordt melding gemaakt in het Bestuursmemoriaal van de provincie.

De geldboeten die door de thans geldende reglementen en verordeningen bepaald zijn en hoger zijn dan door deze wet is geoorloofd, worden van rechtswege verminderd tot het maximum van de politiegeldboeten.)

(Het oorspronkelijk vierde, vijfde, zesde, zevende en achtste lid aldus door vier leden vervangen bij artikel 1 van de onderhavige wet; het oorspronkelijke zevende lid (thans vijfde) voorheen aldus gewijzigd bij artikel 3 (artikel 91, § 8) van de wet van 10 oktober 1967.)

Artikel 79. De begrotingen en de rekeningen van (...) de bergen van barmhartigheid van de gemeente behoeven de goedkeuring van de gemeenteraad.

Zijn er bezwaren, dan beslist de bestendige deputatie van de provincieraad.

(...)

(Het eerste lid aldus gewijzigd en het derde lid opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 80 (...)
(Opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 81. (De gemeenteraad bepaalt de voorwaarden van de huur of de pacht en van elk ander gebruik van de opbrengsten en inkomsten van de eigendommen en rechten der gemeente, alsmede de voorwaarden van de aanbestedingen en leveringen.

Nochtans worden de akten van verhuring en aanbesteding, met de algemene voorwaarden, aan de goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad onderworpen, in de volgende gevallen :

1° voor de gemeenten die onder het toezicht van de arrondissementscommissarissen staan :

a) wanneer het jaarlijks huurbedrag hoger ligt dan 200 000 frank of de huur voor langer dan negen jaar wordt aangegaan;

b) wanneer de akten van aanbesteding een waarde van meer dan 600 000 frank betreffen;

2° voor de overige gemeenten :

a) wanneer het jaarlijks huurbedrag hoger ligt dan 500 000 frank of de huur voor langer dan negen jaar wordt aangegaan;

b) wanneer de akten van aanbesteding een waarde van meer dan 1 500 000 frank betreffen.

De vorenvermelde bedragen kunnen door de Koning worden gewijzigd.

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 19 juli 1947; het tweede en het derde lid daarna aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 19 juli 1974.)

Artikel 82. De gemeenteraad verleent in voorkomend geval aan de pachters of de aannemers van de gemeente de kwijtschelding waarop zij aanspraak kunnen maken ingevolge de wet of krachtens hun contract; betreft het echter kwijtscheldingen aangevraagd op gronden van billijkheid en niet bepaald bij de wet of het contract, dan kan de raad ze niet verlenen dan met goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad.

Artikel 83. De gemeenteraden en de besturen van de openbare instellingen hebben, onder toezicht van de hogere overheid, het beheer over hun bossen en wouden (op de wijze geregeld door het Boswetboek).

(...)

(Het eerste lid aldus gewijzigd en het tweede lid opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 84. (§ 1. De gemeenteraad bepaalt het kader en de voorwaarden voor de werving en de bevordering van het gemeentepersoneel binnen de perken van de algemene bepalingen die de Koning heeft vastgesteld.

De besluiten omtrent de vaststelling van de kaders worden onderworpen aan de goedkeuring :

1° van de Koning, voor gemeenten van ten minste 10 000 inwoners;

2° van de provinciegouverneur, voor gemeenten beneden 10 000 inwoners.

Iedere beslissing houdende niet-goedkeuring is met redenen omkleed.

§ 2. De gemeenteraad benoemt de personeelsleden wier benoeming niet bij de wet wordt geregeld. Hij kan die bevoegdheid aan het college van burgemeester en schepenen opdragen, behalve voor :

1° de doctoren in de genees-, heel- en verloskunde en de doctoren in de veeartsenijkunde die hij met bijzondere opdrachten in het belang van de gemeente belast;

2° de leden van het onderwijzend personeel.)

(Aldus vervangen bij artikel 65 van de wet van 14 februari 1961; § 1 daarna aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 27 juli 1961.)

Artikel 84*bis*. (De gemeenteraad benoemt de leden van alle commissies die verband houden met het bestuur van de gemeente, alsmede de vertegenwoordigers van de gemeente in de verenigingen van gemeenten.

Hij kan die mandaten intrekken.)

(Ingevoegd bij artikel 66 van de wet van 14 februari 1961.)

Artikel 85. De afzetting of de schorsing van de door de gemeente bezoldigde beambten wier benoeming aan de gemeenteraad is opgedragen, behoort aan deze laatste.

(De schorsing voor drie maanden of meer en de afzetting worden onderworpen aan de goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad; zij worden bij voorraad ten uitvoer gelegd.

De raad en de beambte kunnen bij de Koning beroep instellen tegen de beslissing van de bestendige deputatie, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan wordt gedaan.)

(Het tweede en derde lid toegevoegd bij artikel 1 van de wet van 30 juli 1903.)

Artikel 85*bis*. (Wanneer de titularis van een bediening bezwaar inbrengt tegen een besluit van de gemeenteraad tot opheffing van die bediening of tot vermindering van de eraan verbonden wedde, wordt dit besluit onderworpen aan de controle van de bestendige deputatie van de provincieraad, die daaraan haar goedkeuring alleen mag onthouden voor zover de genomen maatregelen klaarblijkelijk strekken tot een bedekte afzetting.

De raad en de titularis van de bediening kunnen bij de Koning beroep instellen tegen de beslissing van de bestendige deputatie, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan wordt gedaan.)

(Ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 30 juli 1903.)

Artikel 86. (De provinciegouverneur kan bij een met redenen omkleed besluit de uitvoering schorsen van het besluit waarbij een gemeenteoverheid haar bevoegdheid te buiten gaat, de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het schorsingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat het besluit op het provinciaal gouvernement is ingekomen; van het schorsingsbesluit wordt dadelijk kennis gegeven aan de gemeenteoverheid, die er onverwijld kennis van neemt en het geschorste besluit kan rechtvaardigen.

De overheid wier besluit regelmatig wordt geschorst, kan het intrekken.

Na het verstrijken van de termijn, bepaald in artikel 87, tweede lid, is de schorsing opgeheven.)

(Aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 27 juni 1962.)

Artikel 87. (De Koning en, voor de gemeenten die volgens de jongste tienjaarlijkse volkstelling minder dan 10 000 inwoners tellen, de provinciegouverneur kunnen het besluit waarbij een gemeenteoverheid haar bevoegdheid te buiten gaat, de wet schendt of het algemeen belang schaadt, bij een met redenen omkleed besluit vernietigen.

Het vernietigingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat het besluit op het provinciaal gouvernement is ingekomen, of in voorkomend geval binnen veertig dagen nadat het door de bestendige deputatie van de provincieraad goedgekeurd is of nadat de akte waaruit blijkt dat de gemeenteoverheid kennis heeft genomen van de schorsing, op het provinciaal gouvernement is ingekomen.

Het door de gouverneur genomen vernietigingsbesluit wordt ter kennis gebracht van de betrokkenen en bij uittreksel bekend gemaakt in het *Bestuursmemoriaal*.

Het vernietigingsbesluit van de gouverneur kan, onverminderd de onmiddellijke toepassing ervan, door de Koning worden teniet gedaan binnen een maand, te rekenen van de dag waarop bij een ter post aangetekend schrijven een afschrift ter kennisgeving aan de gemeente is gezonden.

Na het verstrijken van de in het tweede lid bepaalde termijn kunnen de besluiten van de gemeenteoverheid behoudens beroep bij de Raad van State, alleen door de wetgevende macht worden vernietigd.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 27 juni 1962.)

Artikel 88. (Na twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan de provinciegouverneur of de bestendige deputatie van de provincieraad een of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de persoonlijke kosten van de gemeentelijke overheidspersonen die verzuimd hebben aan de waarschuwingen gevolg te geven, ten einde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die zijn voorgeschreven bij de wetten en algemene verordeningen, bij de besluiten en verordeningen van de provincieraad of van de bestendige deputatie.)

De invordering van die kosten geschiedt, zoals inzake directe belastingen, door de rijksontvanger, nadat de bestendige deputatie of de gouverneur het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard.

In alle gevallen staat beroep open (bij de Koning).

(Het eerste lid aldus vervangen bij artikel 17 van de wet van 30 december 1887; het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

HOOFDSTUK II

Bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen

Artikel 89. (Het college van burgemeester en schepenen vergadert op de dagen en uren door het reglement bepaald, en zo dikwijls de spoedige afdoening van de zaken het vereist; het mag alleen dan beraadslagen en besluiten, wanneer meer dan de helft van de leden tegenwoordig is. De oproeping voor de buitengewone vergaderingen geschiedt schriftelijk en aan huis, ten minste twee vrije dagen voor de dag van de vergadering. In spoedeisende gevallen echter staat het aan de burgemeester dag en uur van de vergadering vast te stellen.

De besluiten worden bij meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen verdaagt het college de zaak tot een volgende vergadering, tenzij het verkiest een lid van de gemeenteraad op te roepen naar de volgorde van inschrijving op de ranglijst.

Indien echter de meerderheid van het college vóór de behandeling de zaak spoedeisend heeft verklaard, is de stem van de voorzitter beslissend. Hetzelfde geldt wanneer op drie vergaderingen de stemmen staken over een zelfde zaak, zonder dat in het college een meerderheid verkregen is om een raadslid op te roepen.

De artikelen 66 en 68, 1°, (...) zijn mede van toepassing op de vergaderingen van het college.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 20 februari 1921; het vierde lid daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 90. Het college van burgemeester en schepenen is belast met :

1° (De uitvoering van de wetten en van de besluiten van het algemeen bestuur, alsmede van de verordeningen en besluiten van de provincieraad of van de bestendige deputatie van de provincieraad, wanneer zulks bepaaldelijk aan het college is opgedragen;)

(Aldus vervangen bij artikel 18 van de wet van 30 december 1887.)

2° De bekendmaking en uitvoering van de gemeenteraadsbesluiten;

3° Het beheer van de gemeentelijke inrichtingen;

4° (...)

(Opgeheven bij het enige artikel van de wetvan 30 juni 1842.)

5° Het beheer van de inkomsten, de afgifte van bevelschriften tot betaling van de uitgaven der gemeente en het toezicht op de boekhouding;

6° De leiding van de gemeentewerken;

7° De vaststelling van de rooilijnen van de grote wegen en de kleine wegen, met inachtneming van de algemene plans aangenomen door de hogere overheid, indien dergelijke plans bestaan, en behoudens beroep bij deze overheid en, in voorkomend geval, bij de rechtbanken door de personen die zich door de besluiten van de gemeenteoverheid benadeeld achten.

(Wat evenwel de grote wegen betreft, is de goedkeuring van de bestendige deputatie vereist wanneer de vaststelling van de rooilijnen door het college inlijving of afstand van percelen grond noodzakelijk maakt;)

(Het tweede lid aldus vervangen bij artikel 18 van de wet van 30 december 1887.)

8° (De afgifte van (bouw-) en verkavelingsvergunningen overeenkomstig de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw;)

(Aldus vervangen bij artikel 71 van de wet van 29 maart 1962; daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

9° Het voeren van de rechtsgedingen waarbij de gemeente hetzij als eiser, hetzij als verweerder betrokken is;

10° Het beheer van de eigendommen der gemeente, alsmede de vrijwaring van haar rechten;

11° (Het toezicht op de door de gemeente bezoldigde beambten, behalve op de leden van de plaatselijke politie;)

(Aldus vervangen bij artikel 18 van de wet van 30 december 1887.)

12° Het doen onderhouden van de buurtwegen en de waterlopen, overeenkomstig de wetten en de verordeningen van de provincieoverheid.

(De burgemeester is belast met de uitvoering van de wetten en van de besluiten van het algemeen bestuur, alsmede van de besluiten en verordeningen van de provincieraad of van de bestendige deputatie, tenzij zulks uitdrukkelijk aan het college of aan de gemeenteraad is opgedragen. Hij is in het bijzonder belast met de uitvoering van de politiewetten en politieverordeningen. Hij kan echter, onder zijn verantwoordelijkheid, zijn bevoegdheid geheel of ten dele overdragen aan een van de schepenen.

Hij is belast met het toezicht op de leden van de plaatselijke politie.)

(Het voorlaatste lid, toegevoegd bij het enige artikel van de wet van 30 juni 1842, daarna aldus vervangen en het laatste lid toegevoegd bij artikel 18 van de wet van 30 december 1887.)

Artikel 91. Het college van burgemeester en schepenen houdt toezicht op (...) de berger van barmhartigheid.

Te dien einde inspecteert het college die instellingen telkens als het zulks geraden acht; het waakt ervoor dat zij niet afwijken van de wil der schenkers en erflaters en doet verslag aan de gemeenteraad over aan te brengen verbeteringen en over gebleken misbruiken.

Wanneer de burgemeester het geraden acht, woont hij de vergaderingen bij van de besturen (der bergen van barmhartigheid), en neemt deel aan hun beraadslagingen. In dat geval zit hij de vergadering voor en is stemgerechtigd.

(Het eerste en het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 92. (...)

In fabrieksteden (draagt het college van burgemeester en schepenen zorg) dat er een spaarkas opgericht wordt. Elk jaar doet (het) in de bij artikel 70 voorgeschreven vergadering verslag over de toestand van die kas.

(Het eerste en het tweede lid opgeheven, het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 93. Het college van burgemeester en schepenen is belast met het houden van de registers van de burgerlijke stand.

De burgemeester, of een schepen daartoe aangewezen door het college, vervult de bediening van ambtenaar van de burgerlijke stand en is er inzonderheid mee belast om alles wat de akten en het houden van de registers betreft, stipt te doen nakomen.

Hij kan te dien einde en, naargelang van de behoeften van de dienst, een of meer door de gemeente bezoldigde beambten onder zijn gezag hebben die hij benoemt en ontslaat zonder tussenkomst van de gemeenteraad; deze moet echter altijd het aantal en de bezoldiging van die beamten bepalen. Is de gemachtigde ambtenaar van de burgerlijke stand verhindert, dan wordt hij tijdelijk vervangen door de burgemeester, of door een schepen of een raadslid in de volgorde van de onderscheiden benoemingen.

(In gemeenten waar een of meer betrekkingen bij de burgerlijke stand zijn, mag de raad het aantal betrekkingen en de aan elk ervan verbonden wedde niet verminderen dan met goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad, de ambtenaar van de burgerlijke stand gehoord.

De gemeenteraad, de ambtenaar van de burgerlijke stand en de beambten kunnen in beroep komen bij de Koning binnen vijftien dagen nadat de beslissing van de bestendige deputatie hun ter kennis is gebracht.)

(Het vierde en vijfde lid toegevoegd bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1903.)

Artikel 93*bis*. (In gemeenten van 5 000 inwoners en meer kunnen de burgemeester en de ambtenaar van de burgerlijke stand, ieder wat hem betreft, beambten van het gemeentebestuur machtigen tot :

1. Het afgeven van uittreksels uit of afschriften van andere akten dan die van de burgerlijke stand;

2. Het afgeven van uittreksels uit de bevolkingsregisters en van getuigschriften die geheel of ten dele aan de hand van die registers zijn opgemaakt;

3. Het legaliseren van handtekeningen;

4. Het voor eensluidend verklaren van afschriften van stukken.

Deze bevoegdheid geldt slechts ten aanzien van de stukken bestemd om te dienen in België (...).

Boven de handtekening van de beambten van het gemeentebestuur, aan wie de machtiging bedoeld bij dit artikel of bij artikel 45 van het Burgerlijk Wetboek is verleend, moet van die machtiging melding worden gemaakt.)

(Ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 2 juli 1956, het tweede lid daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 93*ter*. (Voor het houden van de akten van de burgerlijke stand kan de Koning, wanneer uitzonderlijke omstandigheden dit wettigen en na het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad te hebben ingewonnen, het grondgebied van de gemeente verdelen in districten, waarvan hij de grenzen bepaalt.

In elk district worden de akten van de burgerlijke stand opgemaakt en de registers bewaard in een speciaal daartoe bestemd lokaal.

De jaarlijkse en tienjaarlijkse tabellen worden voor elk district afzonderlijk opgemaakt en in afschrift meegedeeld aan elk van de andere districten.

Wordt de bediening van ambtenaar van de burgerlijke stand niet door de burgemeester uitgeoefend, dan kan het college van burgemeester en schepenen daartoe, in afwijking van artikel 93, een of meer schepenen aanwijzen, die elk voor een of meer districten bevoegd zullen zijn.)

(Ingevoegd bij het enige artikel van de wet van 27 juni 1961.)

Artikel 94. In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, (kan) de burgemeester (...) (politieverordeningen) maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven en onmiddellijk een afschrift daarvan aan de provinciegouverneur te zenden, met opgave van de redenen waarom (hij heeft gemeend) zich niet tot de raad te moeten wenden. De uitvoering kan door de gouverneur worden geschorst. (...) (Die verordeningen) vervallen dadelijk, (indien zij) door de raad in de eerstvolgende vergadering (niet worden bekrachtigd).

(Aldus gewijzigd bij het enige artikel van de wet van 30 juni 1842 en bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 95. Het college van burgemeester en schepenen draagt zorg voor het voorkomen en verhelpen van hinderlijke voorvallen waartoe in vrijheid gelaten zinnelozen en razenden aanleiding zouden kunnen geven.

Is het noodzakelijk (de zinneloze of de razende in een krankzinnigengesticht te plaatsen), dan wordt daarin voorzien door het college, onder verplichting om daarvan binnen drie dagen kennis te geven (...) aan de procureur des Konings.

(Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 3 (artikel 49, § 1) van de wet van 10 oktober 1967 en bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 96. (...)

(Opgeheven bij artikel 1 van de wet van 21 augustus 1948.)

Artikel 97. De politie over de vertoningen behoort aan het college van burgemeester en schepenen; het kan in buitengewone omstandigheden elke vertoning verbieden ten einde de openbare rust te handhaven.

Dit college voert de verordeningen van de gemeenteraad uit voor alles wat de vertoningen betreft. De raad waakt tegen het geven van vertoningen die strijdig zijn met de openbare orde.

Artikel 98. (Het college van burgemeester en schepenen of een van zijn leden doet ten minste eens per kwartaal de verificatie van de kas van de plaatselijke gemeenteontvanger. Van die verificatie wordt een proces-verbaal opgemaakt, dat aan de gemeenteraad wordt voorgelegd.

Om de drie maanden of op verzoek van het college van burgemeester en schepenen, wordt door de gewestelijke gemeenteontvanger aan de belanghebbende gemeente een volledige staat van haar actief en passief overgelegd.)

(Aldus vervangen bij artikel 2, § II, van het koninklijk besluit nr. 33, van 10 november 1934; het eerste lid daarna aldus vervangen bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 99. Het college van burgemeester en schepenen kan de gemeentebeambten, met uitzondering van de secretaris en van de ontvanger, schorsen voor een termijn van ten hoogste zes weken.

Is er reden tot schorsing van de secretaris of van de ontvanger, dan stelt het college die maatregel voor aan de gemeenteraad.

Artikel 100. Het college van burgemeester en schepenen zorgt voor de bewaring van het archief, van de titels en van de registers van de burgerlijke stand; het maakt daarvan, alsmede van de charters en andere oude bescheiden der gemeente, inventarissen op in tweevoud en belet dat enig stuk verkocht of uit de bewaarplaats weggenomen wordt.

In de gemeenten die onder toezicht van de arrondissementscommissaris staan, wordt een afschrift van die inventarissen aan het provinciebestuur gezonden.

Artikel 101. (De reglementen en verordeningen) hetzij van de gemeenteraad, hetzij van het college van burgemeester en schepenen, de bekendmakingen, de openbare akten en de briefwisseling van de gemeente worden ondertekend door de burgemeester of door degene die hem vervangt, en medeondertekend door de secretaris.

Is de zaak in de raad behandeld, dan wordt daarvan melding gemaakt in de bekendmakingen en andere stukken.)

(Aldus vervangen bij artikel 20 van de wet van 30 december 1887; het eerste lid daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 102. De reglementen en verordeningen van de gemeenteraad of van het college van burgemeester en schepenen worden door toedoen van het college bekendgemaakt door omroeping en aanplakking; in plattelandsgemeenten geschiedt de bekendmaking na de kerkdienst.

In spoedeisende gevallen mag het college in de laatstbedoelde gemeenten de bekendmakingen op zodanige wijze doen als het geraden acht.

Die reglementen en verordeningen zijn verbindend de vijfde dag na de bekendmaking, behalve wanneer het reglement of de verordening een kortere tijd bepaalt.

Zij worden bekendgemaakt in de volgende vorm :

« De gemeenteraad — of het college van burgemeester en schepenen — van de gemeente..., provincie..., besluit of beveelt ».

(Van de bekendmaking en van de datum der bekendmaking (van de reglementen en verordeningen) moet blijken op de bij koninklijk besluit te bepalen wijze.

Het is voortaan verboden de wettelijkheid (van de reglementen en verordeningen) die voor deze wet bestonden, te betwisten op grond dat zij slechts door aanplakking of omroeping zijn bekendgemaakt.)

(Het vijfde en zesde lid toegevoegd bij artikel 21 van de wet van 30 december 1887 en daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 103. (De wedden van de burgemeester en de schepenen worden toegekend of gewijzigd door de bestendige deputatie van de provincieraad, op voorstel van de gemeenteraad, waarvan de voorzitter bij staking van stemmen een beslissende stem heeft.

Verzuimt de raad een voorstel te doen, dan stelt de bestendige deputatie de wedden vast en beveelt dat zij ambtshalve op de begroting zullen worden gebracht.

De burgemeester en de schepenen mogen, buiten die wedde, geen bijkomende verdiensten genieten ten laste van de gemeente, om welke reden of onder welke benaming ook.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 27 februari 1954.)

Artikel 104. De Koning bepaalt de ambtskledij of het onderscheidingsteken van de burgemeesters en de schepenen.

Artikel 105. In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing of ernstige stoornis van de openbare rust kan de burgemeester of degene die hem vervangt, rechtstreeks de tussenkomst (van de gewapende macht vorderen; deze is verplicht aan zijn vordering te voldoen).

De vordering moet schriftelijk geschieden.

(Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 106. Op de waarschuwing door de burgemeester, door de schepen of door een commissaris van politie gedaan en driemaal herhaald, zijn de rustverstoorders gehouden uiteen te gaan en zich ordelijk te gedragen, op straffe van daartoe met geweld te worden gedwongen, onverminderd het instellen van vervolgingen voor de rechtbank tegen hen die zich schuldig hebben gemaakt aan enig naar de wetten strafbaar feit.

Artikel 107. Bij ontstentenis of verhindering van de burgemeester (...) wordt zijn ambt waargenomen door de (eerstgekozen) schepen, tenzij de burgemeester zijn bevoegdheid aan een andere schepen (heeft opgedragen).

Bij ontstentenis of verhindering van een schepen wordt deze vervangen door het gemeenteraadslid dat de eerste plaats bekleedt op de ranglijst, en zo vervolgens, behoudens de onverenigbaarheden (vermeld in artikel 68 van de gemeentekieswet).

(Een schepen die als dienstplichtige zijn actieve militaire diensttijd vervult, wordt gedurende die periode vervangen door een raadslid aangewezen door de gemeenteraad.

Is een gemeenteraadslid verhinderd wegens de vervulling van zijn actieve militaire diensttijd, dan wordt hij gedurende die periode vervangen door de opvolger van zijn lijst die als eerste gerangschikt is overeenkomstig artikel 58 van de gemeentekieswet, na onderzoek van zijn geloofsbrieven door de gemeenteraad.

Het voorgaande lid is evenwel slechts toepasselijk vanaf de eerste gemeenteraadvergadering na die waarop de tot gemeenteraadslid gekozen dienstplichtige is geïnstalleerd.)

De ranglijst wordt opgemaakt naar de dienstouderdom van de raadsleden, te rekenen van de dag van hun eerste ambtsaanvaarding, en, bij gelijke dienstouderdom, naar het aantal verkregen stemmen.

(Het eerste en het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet; het derde, het vierde en het vijfde lid ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 29 juni 1970.)

Artikel 108. Wanneer een schepen de burgemeester gedurende één maand of langer vervangt, wordt hem de aan het burgemeestersambt verbonden wedde toegekend, tenzij de vervangen burgemeester verhinderd is wegens ziekte of vervulling van een niet bezoldigde openbare dienst. De waarnemende schepen mag niet tegelijk de wedde van burgemeester en die van schepen ontvangen.

Hetzelfde geldt wanneer een gemeenteraadslid gedurende een maand of langer het ambt van schepen waarneemt; in dat geval wordt de aan dit ambt verbonden wedde hem toegekend voor de gehele tijd dat hij het waarneemt.

HOOFDSTUK III

De secretaris

Artikel 109. (De gemeentesecretaris wordt benoemd, geschorst of afgezet door de gemeenteraad.

De benoeming geschiedt met inachtneming van de voorwaarden bepaald overeenkomstig artikel 84, § 1.

De schorsing of de afzetting behoeft de goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad.

(...)

De schorsing wordt bij vooraad ten uitvoer gelegd; zij mag de tijd van drie maanden niet te boven gaan.

Met goedkeuring van de bestendige deputatie kan de gemeenteraad de periodieke weddeverhoging weigeren aan de secretaris die zich niet behoorlijk van zijn taak kwijt.

De gemeenteraad schorst de secretaris die artikel 110*bis* overtreedt, en zet hem af in geval van herhaling. Het besluit van de raad behoeft de goedkeuring van de bestendige deputatie. In geval de raad verzuimt op te treden en na twee uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, wordt de straf ambtshalve opgelegd door de provinciegouverneur op overeenkomstig advies van de bestendige deputatie, behoudens beroep bij de Koning bij gebreke van zodanig advies.

De gemeenteraad en de secretaris kunnen bij de Koning beroep instellen tegen de beslissing van de bestendige deputatie over de krachtens het vorige lid uitgesproken schorsing, over de afzetting of over de weigering van de periodieke weddeverhoging, en zulks binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun daarvan is gedaan.

De beslissingen op beroep worden binnen twee maanden genomen; zij zijn met redenen omkleed. De gestelde termijn kan telkens bij een met redenen omklede beslissing met een maand worden verlengd.)

(Aldus vervangen bij artikel 22 van de wet van 30 december 1887; daarna het tweede en het derde lid aldus vervangen en het vierde lid opgeheven bij artikel 67 van de wet van 14 februari 1961, het zesde lid toegevoegd bij artikel 4 van de wet van 30 juli 1903 en daarna aldus vervangen en het zevende, het achtste en het negende lid toegevoegd bij artikel 1 van de wet van 3 juni 1957.)

Artikel 109*bis*. (Wanneer in een gemeente van 1 000 inwoners of minder de bediening van secretaris openvalt, kan de provinciegouverneur aan de gemeenteraad voorschrijven de titularis van de bediening te kiezen uit de secretarissen in dienst van gemeenten der streek (...).

Iedere met dit voorschrift strijdige benoeming kan door de Koning worden vernietigd binnen de termijn bepaald in artikel 87, tweede lid (...). Indien de gemeenteraad de plaats niet op de voorgeschreven wijze begeeft binnen zestig dagen na het toezenden van het voormelde bevel of na de kennisgeving van de niet-goedkeuring of van de vernietiging van een met dat bevel strijdige benoeming, dan kan bij koninklijk besluit in de vacature voorzien worden.

Bij zodanige cumulatie staat het alleen aan de gouverneur om zo nodig de secretaris te verplichten in een bepaalde gemeente te wonen.)

(Ingevoegd bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 124 van 27 februari 1935, daarna het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 3 juni 1957, het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 110. (Bij verhindering van de titularis of bij vacature van het ambt stelt de gemeenteraad een tijdelijke secretaris aan. In spoedeisende gevallen wordt de aanstelling door het college van burgemeester en schepenen gedaan en door de raad in zijn eerstvolgende vergadering bekrachtigd.

De tijdelijke secretaris geniet voor iedere dag dienst een wedde gelijk aan één driehonderdste van de gemiddelde jaarwedde aan het ambt verbonden, behalve indien hij uit het gemeentepersoneel wordt gekozen. In dit laatste geval ontvangt hij, indien hij het ambt gedurende meer dan een maand waarneemt, een vergoeding, berekend volgens door de Koning te stellen regels.)

(Aldus vervangen bij artikel 3 van de wet van 3 juni 1957.)

Artikel 110*bis*. (Het is de secretaris verboden handel te drijven, ook door een tussenpersoon. Aan bestaande toestanden, behalve wat drankslijterijen betreft, zal echter niet worden geraakt.)

(Ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 3 juni 1957.)

Artikel 111. (§ 1. De gemeenteraad bepaalt de weddeschaal van de secretaris onder goedkeuring (van de provinciegouverneur), binnen de hierna gestelde minimum- en maximumgrenzen :

(1. Gemeenten van	300 inwoners en minder		29 600	52 250
2. Gemeenten van	301 tot	500 inwoners	34 900	61 750
3. Gemeenten van	501 tot	750 inwoners	42 000	71 250
4. Gemeenten van	751 tot	1 000 inwoners	46 300	78 350
5. Gemeenten van	1 001 tot	1 250 inwoners	50 700	87 850
6. Gemeenten van	1 251 tot	1 500 inwoners	53 800	95 000
7. Gemeenten van	1 501 tot	2 000 inwoners	56 500	102 100
8. Gemeenten van	2 001 tot	2 500 inwoners	61 400	109 200
9. Gemeenten van	2 501 tot	3 000 inwoners	66 600	118 500
10. Gemeenten van	3 001 tot	4 000 inwoners	69 600	124 800
11. Gemeenten van	4 001 tot	5 000 inwoners	80 800	128 800
12. Gemeenten van	5 001 tot	6 000 inwoners	89 000	133 650
13. Gemeenten van	6 001 tot	8 000 inwoners	95 000	145 800
14. Gemeenten van	8 001 tot	10 000 inwoners	101 000	156 000
15. Gemeenten van	10 001 tot	15 000 inwoners	108 000	162 000
16. Gemeenten van	15 001 tot	20 000 inwoners	114 000	171 000
17. Gemeenten van	20 001 tot	25 000 inwoners	123 000	188 100
18. Gemeenten van	25 001 tot	35 000 inwoners	132 000	209 700
19. Gemeenten van	35 001 tot	50 000 inwoners	144 000	233 000
20. Gemeenten van	50 001 tot	80 000 inwoners	170 000	245 000
21. Gemeenten van	80 001 tot	150 000 inwoners	194 000	270 000
22. Gemeenten van	meer dan	150 000 inwoners	224 000	320 000

(...)

De Koning kan deze bedragen aanpassen binnen drie maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van ieder besluit tot wijziging van de weddeschalen verbonden aan de graden die aan verscheidene ministeries gemeen zijn.

De secretaris heeft recht op tweejaarlijkse verhogingen, die niet minder mogen bedragen dan 5 pct. van het minimum voor gemeenten van 2 000 inwoners en minder, 4 pct. voor gemeenten van 2 001 tot 4 000 inwoners en 3 pct. voor de overige gemeenten.

Die verhogingen gaan in op de eerste van de maand die volgt op de verjaardag van de indiensttreding.

De weddeverhogingen van de secretaris mogen niet gespreid worden over meer dan zesentwintig jaar, noch over minder dan vijftien jaar, behalve voor de secretarissen die (bij de inwerkingtreding van de wet van 3 juni 1957) op dit stuk een gunstiger regeling genieten.

De gemeenten worden in klassen ingedeeld naar hun bevolkingscijfer zoals dit blijkt uit de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte jongste algemene volkstelling, behalve wanneer zij in een hogere klasse zijn geplaatst op grond van artikel 130.

De overgang van een gemeente naar een lagere klasse heeft echter geen invloed op de wettelijke minimum- en maximumwedde van de secretaris die op het tijdstip van deze klassewijziging in dienst is.

§ 2. Bij de minimumwedde van de secretaris komt een verhoging wegens de anciënniteit die hij verkregen heeft in betrekkingen bij de Staat, de kolonie, de gemeenten, de provincies en andere openbare diensten door de Koning aangewezen. Die verhoging wordt berekend volgens door de Koning te stellen regels.

§ 3. De gemeenten zijn gehouden de voor het personeel van de ministeries geldende bepalingen inzake anciënniteitsbijslag, voorgeschreven bij artikel 13 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, en inzake jaarlijkse vakantie, op de secretaris toe te passen.

§ 4. Voor de secretaris die zijn ambt in twee of meer gemeenten uitoefent, is het minimum en het maximum dat van de klasse die overeenstemt met de gezamenlijke bevolking van de bediende gemeenten, verhoogd met 25 pct of met 30 pct. naargelang hij zijn ambt in twee dan wel in meer gemeenten uitoefent.

In dat geval bepaalt elk van de betrokken gemeenteraden de weddeschaal van de secretaris binnen de grenzen aangegeven in het vorige lid, naar verhouding van de bevolking van de gemeente tot de gezamenlijke bevolking van de bediende gemeenten.

Behoudens handhaving (van de bij de inwerkingtreding van de wet van 3 juni 1957 bestaande toestanden), mag het maximum niet hoger zijn dan het maximum bepaald voor de klasse 6 001 tot 8 000 inwoners.

De bevolking van de gemeenten die in een hogere klasse zijn geplaatst op grond van artikel 130, wordt geacht gelijk te zijn aan het rekenkundig gemiddelde van het minimum en maximum van de bevolking van die klasse.

§ 5. De wedde van de secretaris dekt alle dienstverrichtingen waartoe hij normaal kan gehouden zijn, daaronder begrepen het bijhouden van de registers van de burgerlijke stand in de gemeenten waar die taak niet aan een ander personeelslid is opgedragen.

§ 6. De wedde van de vastbenoemde secretaris wordt per maand en vooruit betaald. Zij gaat in op de dag van de indiensttreding. Treedt een secretaris in de loop van een maand in dienst, dan ontvangt hij voor die maand zoveel dertigsten van de wedde als er nog dagen overblijven vanaf de dag der indiensttreding, deze dag inbegrepen. Wanneer zijn ambt een einde neemt, wordt de begonnen maand volledig betaald.)

(Aldus vervangen bij artikel 5 van de wet van 3 juni 1957; daarna de inleidende zin van het eerste lid van § 1 aldus gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 27 juli 1961, de tabel van het eerste lid van § 1, wat de klassen 1 tot 11 betreft, aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 juli 1958, het tweede lid van § 1 opgeheven bij artikel 71, § 2, van de wet van 14 februari 1961, het zesde lid (het vijfde sedert de opheffing van het tweede lid) van § 1 aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet, § 2 aldus vervangen bij artikel 71, § 2, van de wet van 14 februari 1961, het derde lid van § 4 aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 112. De secretaris is in het bijzonder belast met het opmaken van de notulen en het overschrijven van alle beraadslagingen en besluiten. Daartoe houdt hij twee registers, zonder enig wit vak of enige tussenregel, die door de burgemeester per blad genummerd en geparafeerd worden.

De overgeschreven notulen worden door de burgemeester en door de secretaris getekend.

Artikel 113. De secretaris is verplicht zich te gedragen naar de onderrichtingen die hem worden gegeven door de gemeenteraad, het college van burgemeester en schepenen of de burgemeester.

HOOFDSTUK IV

De ontvanger

Artikel 114. (Het ambt van gemeenteontvanger wordt begeven en uitgeoefend overeenkomstig de volgende bepalingen :

1° Wat betreft de gemeenten die ingevolge artikel 132 van de provinciewet niet onder toezicht van de arrondissementscommissaris staan :

De ontvanger wordt door de gemeenteraad benoemd met inachtneming van de voorwaarden bepaald overeenkomstig artikel 84, § 1.

Hij oefent zijn ambt in slechts één gemeente uit.

2° Wat betreft de gemeenten die onder toezicht van de arrondissementscommissaris staan :

Het ambt van gemeenteontvanger wordt vervuld door gewestelijke ontvangers.

Deze ontvangers worden, op voordracht van de arrondissementscommissaris, benoemd door de gouverneur, die de gemeenten aanwijst waarin ieder van hen zijn ambt zal uitoefenen.

De gewestelijke ontvangers worden gekozen uit de kandidaten die geslaagd zijn voor een bekwaamheidsexamen, door de gouverneur uitgeschreven met het oog op het begeven van die bedieningen. Gehele of gedeeltelijke vrijstelling van dit examen kan worden verleend aan houders van door de gouverneur vast te stellen diploma's of studiegetuigschriften.)

(Aldus vervangen bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934, het 1° daarna aldus opnieuw vervangen bij artikel 68 van de wet van 14 februari 1961.)

Artikel 114*bis*. (De plaatselijke ontvanger wordt door de gemeenteraad geschorst of afgezet onder goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad.

De schorsing wordt onmiddellijk ter kennis gebracht van de bestendige deputatie. Zij wordt bij voorraad ten uitvoer gelegd. Zij mag de tijd van drie maanden niet te boven gaan.

Tegen de beslissing van de bestendige deputatie betreffende de afzetting kunnen de gemeenteraad en de ontvanger bij de Koning beroep instellen binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun daarvan is gedaan.

De gewestelijke ontvanger wordt geschorst of afgezet door de provinciegouverneur.)

(Ingevoegd bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

Artikel 114*ter*. (De gewestelijke ontvangers oefenen hun ambt uit onder het gezag van de arrondissementscommissaris.

De Staat is tegenover de belanghebbende gemeenten verantwoordelijk voor het beheer van deze rekenplichtigen.)

(Ingevoegd bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

Artikel 115. (De plaatselijke ontvangers zijn verplicht, tot waarborg van hun beheer, een zekerheid te stellen) die niet minder mag bedragen dan het hierna bepaalde minimum : 600 frank, wanneer de ontvangsten ten minste 2 000 frank en ten hoogste 6 000 frank bedragen; 800 frank, wanneer de ontvangsten 6 000 frank tot 10 000 frank bedragen; 1 600 frank, wanneer de ontvangsten 10 000 frank tot 20 000 frank bedragen; een twaalfde van het bedrag der ontvangsten, wanneer deze meer dan 20 000 frank, doch niet meer dan 1 200 000 frank bedragen. Het maximum van de zekerheid is bepaald op 100 000 frank.

(Aldus gewijzigd bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

Artikel 116. (Onmiddellijk na de benoeming van een plaatselijke ontvanger bepaalt de gemeenteraad,) onder goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad, het bedrag en de aard van de zekerheid die deze rekenplichtige moet stellen.

Het gemiddelde van de ontvangsten over de laatste vijf jaren die voor de benoeming van de ontvanger zijn verlopen, wordt tot grondslag genomen bij het bepalen van het bedrag der zekerheid, met uitsluiting van geldleningen en van kapitalen afkomstig van terugbetalingen en van verkopingen van onroerende goederen.

In de gemeenten waar het gemiddelde van de ontvangsten minder dan 2 000 frank bedraagt, mag de zekerheid van de ontvanger bestaan in het stellen van een persoonlijke borg, door de bestendige deputatie aangenomen.

Wordt de zekerheid geheel of gedeeltelijk in geld gesteld, dan brengt zij interest op ten voordele van de ontvanger.

(De provinciegouverneur regelt de aard en het bedrag van de door de gewestelijke ontvanger te stellen zekerheid.)

(Het eerste lid aldus gewijzigd en het vijfde lid toegevoegd bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

Artikel 117. De akten van borgstelling worden voor een notaris verleden; (...) alle kosten in verband met die akten zijn ten laste van de ontvanger.

(Het college van burgemeester en schepenen, wat de plaatselijke ontvangers betreft, en de provinciegouverneur, wat de gewestelijke ontvangers betreft, (zorgen) dat de zekerheid van de rekenplichtigen der gemeente werkelijk gesteld en te bekwamer tijd vernieuwd wordt.)

(Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet; het tweede lid aldus vervangen bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934, daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel (117*bis*). ((Aan de plaatselijke ontvangers kan worden toegestaan) de bij artikel 115 (...) bepaalde zekerheidstelling te vervangen door de hoofdelijke borgstelling van een vereniging die zij uitsluitend te dien einde onder elkaar hebben opgericht en die bij koninklijk besluit erkend is.

Deze moet de vorm van een coöperatieve vennootschap aannemen en zich gedragen (naar de voorschriften van boek I, titel IX, van het Wetboek van koophandel). Zij behoudt niettemin haar burgerlijk karakter.

Het besluit tot erkenning van de vereniging, alsmede de goedgekeurde statuten, worden bekendgemaakt in het (*Belgisch Staatsblad*).

Dit artikel kan op de gewestelijke ontvangers toepasselijk worden verklaard bij een koninklijk besluit, dat de toepassingsvoorwaarden bepaalt.)

(Ingevoegd bij het enige artikel van de wet van 1 augustus 1924; daarna vernummerd bij artikel 1 van de onderhavige wet, het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934 en bij artikel 1 van de onderhavige wet, het tweede en het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet, het vierde lid toegevoegd bij artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

Artikel 118. (Is er een tekort in de gemeentekas, dan heeft de gemeente een voorrecht op de zekerheid van de plaatselijke ontvanger en de Staat op die van de gewestelijke ontvanger, wanneer de zekerheid in geld gesteld is.)

(Aldus vervangen bij artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

Artikel 119. (Wanneer de door de bevoegde overheid bepaalde zekerheid wegens toeneming van de jaarlijkse ontvangsten of om enge andere reden ontoereikend wordt geacht,) moet de ontvanger binnen een beperkte tijd een aanvullende zekerheid verschaffen, ten aanzien waarvan dezelfde regels gelden als voor de eerste.

(Aldus gewijzigd bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

Art. 120. De ontvanger die zijn zekerheid of aanvullende zekerheid niet binnen de voorgeschreven termijn verschaft en dit verzuim niet voldoende verantwoordt, wordt geacht ontslag te nemen en wordt vervangen.

Artikel 121. (De ontvanger heeft tot taak om, alleen en onder zijn verantwoordelijkheid, de ontvangsten van de gemeente te innen en tegen regelmatige bevelschriften de betaalbaar gestelde uitgaven te doen ten belope hetzij van het bijzonder bedrag bepaald in elk artikel van de begroting of van het bijzonder krediet, hetzij van het bedrag van de overeenkomstig artikel 144 overgeschreven kredieten.

Indien de ontvanger weigert het bedrag van regelmatige bevelschriften te betalen of zulks uitstelt, wordt de betaling vervolgd, zoals inzake directe belastingen, door de rijksontvanger, nadat de bestendige deputatie van de provincieraad de bevelschriften uitvoerbaar heeft verklaard.

Op verzoek van de ontvangers van andere gemeenten is de ontvanger verplicht de invordering van de aan die gemeenten verschuldigde gemeentebelastingen te vervolgen tegen de belastingschuldigen, die hun woonplaats hebben in de gemeente waar hij zijn ambt uitoefent. De invordering geschiedt door de brenger van dwangbevelen van de gemeente of, bij ontstentenis van deze, door die van de Staat.

De ontvanger is niet verantwoordelijk voor de ontvangsten die de raad nodig acht te doen invorderen door bijzondere agenten. De verantwoordelijkheid van die agenten wordt geregeld volgens de artikelen 115 tot 120.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 7 mei 1877; daarna het eerste lid aldus vervangen bij artikel 1, I, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939, het tweede lid vervangen bij artikel 3 van de wet van 28 december 1883, maar in de lezing van de wet van 7 mei 1877 hersteld bij artikel 16 van de wet van 20 september 1884, het vierde lid toegevoegd bij artikel 24 van de wet van 30 december 1887.)

Artikel 121*bis*. (In afwijking van de bepalingen van het eerste lid van het vorige artikel, mogen aan de naamloze vennootschap « Gemeentekrediet van België » rechtstreeks gestort worden voor boeking op de onderscheiden rekeningen van de gerechtigde gemeenten :

1° Het bedrag van hun aandeel (in de onderscheiden Fondsen waaruit het Gemeentefonds bestaat,) en in de opbrengst van de rijksbelastingen;

2° De opbrengst van de gemeentebelastingen die door de rijksdiensten worden geïnd;

3° De toelagen, de bijdragen in de uitgaven van de gemeenten en in het algemeen alle sommen die de Staat en de provincies om niet verlenen aan de gemeenten.

De naamloze vennootschap « Gemeentekrediet van België » is gemachtigd het bedrag van de schulden, door gemeenten tegenover haar aangegaan, ambtshalve in mindering te brengen van het tegoed van de rekeningen die zij ten behoeve van deze gemeenten heeft geopend.)

(Ingevoegd bij artikel 1, II, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939, daarna aldus gewijzigd bij artikel 24 van de wet van 16 maart 1964.)

Artikel 122. (De gemeenteraad stelt de weddeschaal van de ontvanger vast onder goedkeuring (van de gouverneur).

De minimumwedde mag niet lager zijn dan 75 pct. van het wettelijk minimum van de secretaris in gemeenten van 5 000 inwoners en minder;

90 pct. in gemeenten van 5 001 tot 8 000 inwoners;
92,5 pct. in gemeenten van 8 001 tot 25 000 inwoners;
95 pct. in gemeenten van 25 001 tot 50 000 inwoners;
en 97,5 pct. in de overige gemeenten.

Behoudens toegestane cumulatie, mag de maximumwedde niet hoger zijn dan 75 pct. van het wettelijk maximum van de secretaris in gemeenten van 5 000 inwoners en minder; 90 pct. in gemeenten van 5 001 tot 8 000 inwoners; 92,5 pct. in gemeenten van 8 001 tot 25 000 inwoners; 95 pct. in gemeenten van 25 001 tot 50 000 inwoners; en 97,5 pct. in de overige gemeenten.

De bepalingen van artikel 111 zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de gemeenteontvangers.

De wedde van de gewestelijke ontvanger wordt vastgesteld door de gouverneur.

Wat het pensioen betreft, zijn de gewestelijke ontvangers onderworpen aan de regeling van de wet van 25 april 1933.)

(Aldus vervangen bij artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934; daarna het eerste, tweede, en het derde lid aldus vervangen en het vierde lid ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 3 juni 1957, het eerste lid opnieuw gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 27 juli 1961, het zesde lid toegevoegd bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 124 van 27 februari 1935.)

Artikel 122*bis*. (De wedde, de kantoor- en de reiskosten van de gewestelijke ontvanger worden door ieder van de betrokken gemeenten gedragen met inachtneming van haar bevolkingscijfer en het bedrag van haar ontvangsten. Deze uitgaven worden vereffend door de Staat, die door eventuele bemiddeling van de naamloze vennootschap « Gemeentekrediet van België » de bijdrage van iedere gemeente zal inhouden op alle ontvangsten, door de Staat voor haar rekening gedaan.

De omslag geschiedt door de provinciegouverneur op de bij koninklijk besluit vast te stellen grondslagen.

De verschotten, uitsluitend voor rekening van een bepaalde gemeente gedaan, komen evenwel ten laste van deze gemeente.

Bovendien kan bij koninklijk besluit, genomen op voordracht van de Minister van Financiën en van de Minister van Binnenlandse Zaken, ten bezware van de betrokken gemeenten een jaarlijkse premie worden geheven tot dekking van het risico dat de Staat krachtens artikel 114*ter* (...) op zich neemt. Deze premie wordt over de betrokken gemeenten omgeslagen naar verhouding van de ontvangsten.

De premie mag in geen geval meer bedragen dan nodig is, gelet op de omvang van het risico en op de zakelijke en persoonlijke waarborgen, door de ontvangers gesteld. De premie wordt tot het passende beloop verminderd, wanneer de vermindering gerechtvaardigd is door het hoge bedrag van de door de excedenten gevormde reserves.)

(Ingevoegd bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934, het eerste lid daarna aldus vervangen bij artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit nr. 124 van 27 februari 1935 en het vierde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 122*ter*. (Op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting, is het de gewestelijke ontvangers verboden enig ander beroep uit te oefenen en enige winstgevende bezigheid te verrichten, zelfs door een tussenpersoon.

Tenzij het tegendeel is bewezen, wordt de echtgenote geacht haar beroep uit te oefenen als tussenpersoon.)

(Ingevoegd bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

Artikel 122*quater*. (In de gemeenten bedoeld in artikel 114, 2°, vervolgen de ontvangers in dienst op 21 november 1934 hun loopbaan en zij blijven onderworpen aan de op die datum geldende regels.)

Hun ambt wordt, naarmate de plaatsen openvallen, aan de gewestelijke ontvangers opgedragen.

In de opengevallen plaatsen mag evenwel voorlopig worden voorzien door benoeming van plaatselijke ontvangers. Op beslissing van de provinciegouverneur zal aan hun ambt een einde worden gemaakt om het op te dragen aan de gewestelijke ontvanger.)

(Ingevoegd bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934; daarna het eerste lid aldus vervangen bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

HOOFDSTUK V

Enige agenten van het gemeentelijk gezag

Artikel 123. De commissarissen van politie worden benoemd en afgezet door de Koning.

De benoeming van die magistraten geschiedt, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde voorwaarden, uit een lijst van twee kandidaten voorgedragen door de gemeenteraad; de burgemeester kan een derde kandidaat voordragen.

De burgemeester en de provinciegouverneur kunnen hen in hun bediening schorsen voor ten hoogste een maand, onder verplichting om binnen vierentwintig uren daarvan kennis te geven aan de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken.

De commissaris van politie kan bij de gouverneur beroep instellen tegen de beslissing van de burgemeester, binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

De schorsing, onverschillig of zij is uitgesproken door de burgemeester of door de gouverneur, heeft tot gevolg dat de commissaris geen enkele handeling van zijn ambt meer kan verrichten zolang de schorsing duurt.)

(Aldus vervangen bij artikel 6 van de wet van 30 januari 1924; het tweede lid daarna aldus vervangen bij artikel 69 van de wet van 14 februari 1961.)

Artikel 124. (Indien de gemeenteraad weigert of nalaat de kandidatenlijst voor te dragen binnen dertig dagen na de uit de briefwisseling blijkende ontvangst van een verzoek van de provinciegouverneur, maakt de bestendige deputatie van de provincieraad een lijst van twee kandidaten op en kan de procureur-generaal een derde kandidaat voordragen.

Indien een of meer van de door de gemeenteraad voorgedragen kandidaten geen voldoende waarborgen geven, kan de gouverneur de gemeenteraad verzoeken die binnen veertien dagen op de lijst te vervangen. Wordt hieraan geen gevolg gegeven of geven de nieuwe kandidaten geen voldoende waarborgen, dan dragen de bestendige deputatie en de procureur-generaal bij het hof van beroep elk een kandidaat voor.)

(Aldus vervangen bij artikel 6 van de wet van 30 januari 1924.)

Artikel 125. (De thans bestaande betrekkingen van commissaris van politie kunnen niet worden opgeheven dan met machtiging van de Koning.

Geen nieuwe betrekkingen kunnen worden ingesteld dan door een wet, of door de Koning met instemming van de gemeenteraad. In de gemeenten evenwel waar geen commissaris van politie is en die volgens de jongste tienjaarlijkse volkstelling ten minste 5 000 inwoners tellen, kan de Koning ambtshalve een betrekking van commissaris van politie instellen.

De gemeenteraad kan, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde voorwaarden, adjunct-commissarissen van politie benoemen met goedkeurnig van de provinciegouverneur; die adjuncten zijn tevens officier van gerechtelijke politie en oefenen als zodanig, onder het gezag van de commissarissen van politie, de ambtsbevoegdheden uit, hun door dezen opgedragen. De raad kan de betrekking van adjunct opheffen, wanneer hij die niet meer noodzakelijk acht. Wanneer de adjunct-commissaris bezwaar inbrengt tegen de opheffing van zijn betrekking of tegen de vermindering van de eraan verbonden wedde, wordt het besluit van de gemeenteraad onderworpen aan de controle van de gouverneur, die daaraan zijn goedkeuring alleen mag onthouden voor zover de genomen maatregelen klaarblijkelijk strekken tot een bedekte afzetting.

De gemeenteraad kan, onder goedkeuring van de gouverneur, de adjunct-commissarissen voor ten hoogste een maand schorsen en hen afzetten. Ook de burgemeester kan hen, met dezelfde goedkeuring, schorsen voor ten hoogste een maand.

(De burgemeester) kan ook de andere agenten van de plaatselijke politie voor dezelfde tijd schorsen.)

(Aldus vervangen bij artikel 6 van de wet van 30 januari 1924; daarna het derde lid aldus vervangen bij artikel 70 van de wet van 14 februari 1961 en het vijfde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 125*bis*. (De commissarissen van politie kunnen, uit hoofde van hun gerechtelijke ambtsverrichtingen, door de provinciegouverneur of door de burgemeester niet worden geschorst, de adjunct-commissarissen kunnen door de gemeenteraad uit dien hoofde niet worden afgezet, noch door de raad of door de burgemeester worden geschorst, dan op voorstel van de procureur-generaal bij het hof van beroep.)

(Ingevoegd bij artikel 27 van de wet van 30 december 1837; daarna aldus vervangen bij artikel 6 van de wet van 30 januari 1924.)

Artikel 126. (Wanneer er in de gemeente verscheidene commissarissen van politie zijn, kan de burgemeester ieder jaar, met goedkeuring van de provinciegouverneur, een van hen aanwijzen aan wie de andere in de uitoefening van hun bediening ondergeschikt zullen zijn.)

(Aldus vervangen bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1933.)

Artikel 127. Behalve de bevoegdheden hun door de bestaande wetten opgedragen, zijn de commissarissen van politie en hun adjuncten, onder het gezag (van de burgemeester,) ook belast met de zorg voor de uitvoering van de reglementen en verordeningen van plaatselijke politie.

(Aldus gewijzigd bij het enige artikel van de wet van 30 juni 1842.)

Artikel 127*bis*. ((§ 1.) De wedde van de commissarissen van politie en van hun adjuncten wordt door de gemeenteraad vastgesteld met goedkeuring van de provinciegouverneur.

(§ 2.) De minimumwedde van de commissarissen van politie, de vergoeding voor huisvesting inbegrepen, doch met uitsluiting van de vergoedingen voor kleding, uitrusting en bewapening, van de vergoeding als ambtenaar van het openbaar ministerie en van de vergoedingen voor buitengewone dienstverrichtingen, mag in de gemeenten van meer dan 25 000 inwoners niet minder bedragen dan de wettelijke minimumwedde van de secretaris van een gemeente van 20 001 tot 25 000 inwoners en in de andere gemeenten niet minder dan negen tiende van de wettelijke minimumwedde van de secretaris.

De minimumwedde van de adjunct-commissarissen mag niet minder bedragen dan 75 pct. van de hierboven bepaalde minimumwedde van de commissarissen.

(§ 3.) De maximumwedde van de hoofdcommissaris van politie, van de enige commissaris van politie, van de wijkcommissarissen en de adjunct-commissarissen mag de hierna vermelde grenzen niet overschrijden :

A. Voor de hoofdcommissaris van politie en voor de enige commissaris van politie :

1° Gemeenten van 4 000 inwoners en minder : 100 pct. van de wettelijke maximumwedde van de gemeentesecretaris;

2° Gemeenten van 4 001 tot 5 000 inwoners : 95 pct. van de wettelijke maximumwedde van de gemeentesecretaris;

3° Gemeenten van 5 001 tot 25 000 inwoners : 90 pct. van de wettelijke maximumwedde van de gemeentesecretaris;

4° Gemeenten van 25 001 tot 50 000 inwoners : 95 pct. van de wettelijke maximumwedde van de gemeentesecretaris;

5° Gemeenten boven 50 000 inwoners : 97,5 pct. van de wettelijke maximumwedde van de gemeentesecretaris.

B. Voor de wijkcommissarissen van politie : 80 pct. van de wettelijke maximumwedde van de gemeentesecretaris, behalve voor gemeenten boven 150 000 inwoners, waar de wettelijke maximumwedde van de wijkcommissarissen 97,5 pct. van de maximumwedde van de secretaris van een gemeente van 80 001 tot 150 000 inwoners mag bereiken.

C. Voor de adjunct-commissarissen van politie : 67,5 pct. van de wettelijke maximumwedde van de gemeentesecretaris, zonder evenwel de wettelijke maximumwedde van de secretaris van een gemeente van 10 001 tot 15 000 inwoners te mogen overschrijden.

(...)

Voor de gemeenten boven 150 000 inwoners wordt het voormelde maximum gebracht op het wettelijke maximum van de wedde van de secretaris van een gemeente van 15 001 tot 20 000 inwoners.

(§ 4.) De bepalingen van artikel 111 zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de bovenbedoelde ambtenaren.

De weddeverhogingen worden evenwel berekend met inachtneming van al de jaren dienst bij de politie als commissaris of adjunct-commissaris.

(...)

(Ingevoegd bij het enige artikel van de wet van 18 oktober 1921.

Daarna het eerste lid aldus vervangen bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1933, gewijzigd bij artikel 71, § 4, van de wet van 14 februari 1961, maar in de lezing van het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 hersteld bij artikel 4 van de wet van 27 juli 1961, en tot paragraaf 1 genummerd bij artikel 1 van de onderhavige wet.

Het tweede lid aldus vervangen bij artikel 7 van de wet van 3 juni 1957 en het derde lid ingevoegd bij artikel 1, § 11, van de besluitwet van 10 januari 1947 en aldus vervangen bij artikel 7 van de wet van 3 juni 1957; samen tot paragraaf 2 genummerd bij artikel 1 van de onderhavige wet.

Het vierde en het zesde lid ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 3 juni 1957 en tot paragraaf 3 genummerd bij artikel 1 van de onderhavige wet.

Het vijfde lid ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 3 juni 1957, aldus gewijzigd en tot paragraaf 4 genummerd bij artikel 1 van de onderhavige wet.

Het zevende, het negende, het tiende, het elfde en het twaalfde lid opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet. Het lid dat oorspronkelijk tussen het tiende en het elfde lid voorkwam, opgeheven bij artikel 10 van de wet van 3 juni 1957.

Het achtste en het dertiende lid, respectievelijk tot afzonderlijke artikelen 127*ter* en 127*quater* vernummerd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel (127*ter*). ((Met goedkeuring van de Koning kan de gemeenteraad de periodieke weddeverhoging weigeren aan de commissarissen en adjunct-commissarissen van politie die zich niet behoorlijk van hun taak kwijten. De betrokkene moet) vooraf gehoord worden door de raad en van zijn verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt ondertekend door de burgemeester of door hem die in zijn plaats de raad heeft voorgezeten, alsmede door de betrokkene. Afschrift daarvan wordt binnen drie dagen aan de Koning gezonden.)

(Oorspronkelijk een lid van het bij het enige artikel van de wet van 18 oktober 1921 ingevoegde artikel 127*bis*; daarna aldus gewijzigd en tot artikel 127*ter* vernummerd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel (127*quater*). (Op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting, is het de commissarissen van politie en hun adjuncten verboden enige handel te drijven, zelfs door een tussenpersoon, of een andere betrekking te bekleden. In geval van schorsing wordt de betrokkene vooraf gehoord door de overheid bij wie de beslissing berust, te weten de gouverneur, de burgemeester of de gemeenteraad, en in geval van afzetting, door de minister van Binnenlandse Zaken.)

(Oorspronkelijk het laatste lid van het bij het enige artikel van de wet van 18 oktober 1921 ingevoegde artikel 127*bis*; tot artikel 127*quater* vernummerd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel (128). (De commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten van politie van een gemeente kunnen, op voorstel van de betrokken gemeenteraden, door de gouverneur van de provincie gemachtigd worden om, als hulp, hun administratieve en gerechtelijke functies in andere gemeenten uit te oefenen.)

(Als artikel 127*bis* ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 30 januari 1924; daarna gewijzigd en tot artikel 128 vernummerd bij de wet van 25 juni 1969.

Het oorspronkelijke artikel 128 is opgeheven bij artikel 14, § 3, van de wet van 31 december 1963.)

Artikel 129. (De veldwachters worden door de gouverneur benoemd, de arrondissementscommissaris en de procureur des Konings vooraf gehoord, uit een door de gemeenteraad ingediende voordracht van twee kandidaten; de burgemeester kan een derde kandidaat voordragen.

Indien een of meer van de voorgedragen kandidaten geen voldoende waarborgen geven, verzoekt de gouverneur de gemeenteraad die binnen veertien dagen op de lijst te vervangen. Geeft de raad aan dit verzoek geen gevolg, of geven de nieuw voorgedragen kandidaten geen waarborgen, dan kan de gouverneur, op overeenkomstig advies van de procureur-generaal, beslissen dat de benoeming ambtshalve zal geschieden. In dat geval wijst hij de titularis aan, de arrondissementscommissaris, de bestendige deputatie van de provincieraad en de procureur des Konings gehoord.

De gouverneur kan de veldwachters schorsen of afzetten, hetzij ambtshalve, hetzij op voorstel van de burgemeester of van de arrondissementscommissaris. In geval van afzetting wordt de gemeenteraad vooraf gehoord.

De burgemeester kan hem, met goedkeuring van de gouverneur, schorsen voor ten hoogste één maand.

De burgemeester kan de veldwachters niet schorsen en de gouverneur kan hen niet schorsen of afzetten uit hoofde van hun gerechtelijke ambtsverrichtingen, dan op voorstel van de procureur-generaal bij het hof van beroep.)

(Aldus vervangen bij artikel 6 van de wet van 30 januari 1924.)

Artikel 129*bis*. (Indien de gemeenteraad, daartoe behoorlijk opgeroepen, de lijst van de kandidaten voor de bediening van veldwachter niet voordraagt binnen dertig dagen, kan de benoeming door de provinciegouverneur worden gedaan, de bestendige deputatie van de provincieraad, de arrondissementscommissaris en de procureur des Konings gehoord.)

(Ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 30 januari 1924.)

(Bepalingen gemeen aan de hoofdstukken I tot V van Titel II.)

(Opschrift oorspronkelijk na artikel 130 ingevoegd bij artikel 29 van de wet van 30 december 1887; daarna vóór artikel 130 geplaatst bij artikel 8 van de wet van 3 juni 1957.)

Artikel 130. (De gemeenten die behoren tot de klassen 1 tot en met 19, bepaald bij artikel 111, § 1 (...), kunnen op hun verzoek, voor de vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de ambten van gemeentesecretaris, gemeentecontvanger, hoofdcommissaris van politie, enige commissaris van politie, wijkcommissaris en adjunct-commissaris, door de Koning worden ingedeeld bij een hogere klasse dan die waartoe zij behoren op grond van hun bevolkingscijfer, zoals dit blijkt uit de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte jongste algemene volkstelling.

Gemeenten van 35 001 tot 50 000 inwoners kunnen alleen bij de naast-hogere klasse worden ingedeeld. De andere gemeenten kunnen slechts bij een van de twee, drie en vier hogere klassen worden ingedeeld, naargelang hun bevolkingscijfer 10 001 tot 35 000 inwoners, 5 001 tot 10 000 inwoners of minder dan 5 001 inwoners bedraagt.

Is de bevolking van een gemeente tussen twee algemene volkstellingen zodanig toegenomen dat haar gemiddeld bevolkingscijfer, zoals dit blijkt uit de officiële opgaven over drie opeenvolgende jaren sinds de jongste volkstelling, 2 pct. hoger is dan het minimum van een hogere klasse, dan wordt de gemeente ambtshalve bij die hogere klasse ingedeeld.)

(Aldus vervangen bij artikel 74 van de wet van 14 februari 1961; daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 130*bis*. (Elke krachtens deze wet uitgesproken schorsing heeft, zolang zij duurt, verlies van wedde ten gevolge, tenzij de overheid die ze oplegt, anders beslist.

De overheid waaraan deze wet het recht tot schorsing of afzetting van de gemeenteambtenaren en -bedienden toekent, kan hun de straf van waarschuwing of van berisping opleggen.

Voordat enige tuchtmaatregel — waarschuwing, berisping, schorsing of afzetting — op een bediende kan worden toegepast, wordt deze gehoord; van zijn verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt.)

(Ingevoegd bij artikel 29 van de wet van 30 december 1887, het tweede en het derde lid toegevoegd bij artikel 8 van de wet van 30 juli 1903.)

HOOFDSTUK VI

Beheer van de goederen en inkomsten der gemeente

Afdeling I

Lasten en uitgaven van de gemeente

Artikel 131. De gemeenteraad is verplicht elk jaar op de begroting van uitgaven te brengen alle uitgaven die door de wetten aan de gemeente zijn opgelegd, en inzonderheid de volgende :

1° Het aankopen en onderhouden van de registers van de burgerlijke stand;

2° Het abonnement op (het *Belgisch Staatsblad)* en op het Bestuursmemoriaal;

3° De belastingen op de goederen van de gemeenten;

4° De vaststaande en opeisbare schulden van de gemeente, alsmede de schulden die zij moet voldoen ten gevolge van tegen haar uitgesproken rechterlijke veroordelingen;

5° De wedden van de burgemeester, de schepenen, de secretaris, de ontvanger, de bedienden van de gemeente, de commissarissen en agenten van politie, (de brigadiers-veldwachters, de veldwachters en de boswachters);

6° De kantoorkosten van het gemeentebestuur;

7° Het onderhoud van de gemeentegebouwen of de huur van de huizen die tot gemeentegebouw dienen;

8° (De huurgelden en de kosten, behalve die voor geringe herstellingen, betreffende de lokalen van vredegerechten, politierechtbanken, politieafdelingen van de parketten van de procureur des Konings en arbeidsrechtbanken in de gemeenten waar die rechtscolleges gevestigd zijn, wanneer de Staat zelf geen eigenaar of huurder van de lokalen is;)

9° De hulpgelden aan de kerkfabrieken en consistories, overeenkomstig de desbetreffende bepalingen te verlenen wanneer de middelen van die instellingen ontoereikend blijken;

10° (De kosten die door de wetten op het onderwijs ten laste worden gebracht van de gemeente;)

11° De uitgaven betreffende de plaatselijke veiligheids- en gezondheidspolitie;

12° (...)

13° De vergoeding voor huisvesting van de bedienaren van de erediensten, overeenkomstig de geldende bepalingen, wanneer geen woning wordt verschaft;

14° De kosten van het drukwerk benodigd voor de verkiezingen van de gemeenteraad, voor die van de rechtbanken van koophandel, alsook voor de boekhouding van de gemeente;

15° (De pensioenen ten laste van de gemeente;)

16° (De toelagen overeenkomstig de desbetreffende wetten aan de commissie van openbare onderstand te verlenen, wanneer deze over onvoldoende inkomsten beschikt;)

17° (...)

18° (...)

19° De uitgaven voor de gemeentewegen en de buurtwegen, de sloten, de waterleidingen en de bruggen, die krachtens de wet ten laste van de gemeente zijn.

(Het 2° en het 5° aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet; het 8° aldus vervangen bij artikel 3 (artikel 49, § 2) van de wet van 10 oktober 1967; het 10° aldus vervangen, het 12° opgeheven, het 15° en het 16° aldus vervangen en het 17° en het 18° opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 132. Wanneer verscheidene gemeenten bij een verplichte uitgave betrokken zijn, dragen zij alle daarin bij naar evenredigheid van het belang dat zij erbij kunnen hebben; in geval van weigering of van onenigheid over de verhouding van dit belang en van de te dragen lasten, beslist de bestendige deputatie van de provincieraad, behoudens beroep bij de Koning.

Betreft de zaak evenwel verscheidene provincies, dan beslist de Koning.

(...)

(Het derde lid opgeheven bij artikel 93 van de wet van 14 februari 1961.)

Artikel 133. (Telkens als een gemeenteraad verplichte uitgaven die krachtens de wet ten laste van de gemeente komen, geheel of gedeeltelijk weigert op de begroting te brengen, wordt het vereiste bedrag ambtshalve daarop uitgetrokken door de bestendige deputatie van de provincieraad, de gemeenteraad gehoord.

De gemeenteraad kan, indien hij zich benadeeld acht, in beroep komen bij de Koning.

Indien de op de begroting gebrachte ontvangsten niet toereikend zijn tot betaling van een gemeenteschuld die erkend en opeisbaar is of die voortvloeit uit een beslissing in laatste aanleg gewezen door het gewone of het administratieve gerecht, stelt de gemeenteraad middelen voor om daarin te voorzien. Blijft hij in gebreke, dan wordt, na twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, daarin voorzien door de bestendige deputatie, die te dien einde, onder goedkeuring van de Koning, gelast een bepaald aantal opcentiemen te heffen op de in de gemeente betaalde directe belastingen.

Indien de gemeenteraad de uitgave op de begroting brengt en de bestendige deputatie ze verwerpt of vermindert, of indien de bestendige deputatie, in overeenstemming met de gemeenteraad, geen of slechts een ontoereikend krediet uittrekt, beslist de Koning, die in voorkomend geval het aantal te heffen opcentiemen bepaalt.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 7 mei 1877.)

Afdeling II

Ontvangsten van de gemeente

Artikel 134. De gemeenteraad is verplicht jaarlijks alle ontvangsten van de gemeente, onder nadere omschrijving, op de begroting te brengen, evenals die welke de wet haar toekent, alsmede de overschotten van de vorige dienstjaren.

Artikel 135. (Wanneer een besluit tot het heffen van een omslagbelasting is goedgekeurd, wordt het door de gemeenteraad voorlopig vastgestelde kohier) gedurende ten minste vijftien dagen ter inzage (gelegd) van de belastingplichtigen der gemeente, nadat het college van burgemeester en schepenen dit ter openbare kennis heeft gebracht; gedurende die tijd kunnen de belastingplichtigen die zich door hun aanslag benadeeld achten, bezwaren bij de gemeenteraad inbrengen.

De raad, welke ook zijn beslissing over die bezwaren zij, is verplicht aan de beslissing, die hij aan de bestendige deputatie doet toekomen, alle aanvragen, verzoek- en bezwaarschriften toe te voegen, die betreffende (het bovengenoemde ontwerp) bij hem zijn ingediend.

(Aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 136. Ieder belastingplichtige die zich te hoog aangeslagen acht, kan bovendien binnen een maand na afgifte van de waarschuwing, onder vermelding van het bedrag van de aanslag, een bezwaarschrift indienen bij de bestendige deputatie van de provincieraad, die zal beslissen, de gemeenteraad gehoord. De bezwaarschriften worden alleen dan in overweging genomen, indien het bewijs van betaling erbij gevoegd is.

Artikel 137. De vaste of tijdelijke belastingen kunnen niet worden ingevorderd dan nadat de bestendige deputatie van de provincieraad (of iedere andere door de wet daartoe gemachtigde overheid) de kohieren uitvoerbaar verklaard heeft.

(Aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 138. (De gemeentelijke opcentiemen op de rijksbelastingen worden ingevorderd overeenkomstig de regels bepaald voor de heffing van de belasting waar zij bijkomen.

De invordering van de directe gemeentebelastingen geschiedt overeenkomstig de regels bepaald voor de heffing van de directe belasting ten behoeve van het Rijk.

De invordering van de indirecte gemeentebelastingen geschiedt overeenkomstig de wet van 29 april 1819.)

(Aldus vervangen bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Afdeling III

Gemeentecomptabiliteit

Artikel 139. (Het financiële dienstjaar van de gemeente begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

De verrichtingen betreffende de invordering van de middelen en de betaling van de uitgaven, die op de rekening van het dienstjaar moeten komen, mogen evenwel voortgezet worden tot 31 maart van het volgende jaar.

In afwijking van het voorgaande lid kunnen uitvoerbaar verklaard worden :

a) Tot op de laatste dag gesteld voor de inkohiering van de directe belastingen van het Rijk, de kohieren van de gemeentelijke opcentiemen op de rijks- of provinciebelastingen en de kohieren van de aanvullende gemeentebelastingen geheven krachtens de artikelen 352 tot 355 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

b) Tot op 31 maart van het tweede jaar na het jaar waarnaar het dienstjaar is genoemd, de kohieren van de belastingen geheven krachtens de artikelen 14, 22 en 23 van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen.

Als tot een dienstjaar behorend worden alleen aangemerkt de diensten verleend aan en de rechten verkregen door de gemeente en haar schuldeisers gedurende het jaar waarnaar het dienstjaar is genoemd.

Het algemeen reglement op de gemeentecomptabiliteit wordt vastgesteld door de Koning.)

(Aldus vervangen bij artikel 1, III, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939; het derde lid daarna ingevoegd bij artikel 1 van de besluitwet van 8 januari 1946 en aldus vervangen bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 139*bis*. (De gemeenteraad vergadert ieder jaar op de eerste maandag van juni om de rekeningen van het voorgaande dienstjaar voorlopig vast te stellen.

In de gemeenten die onder toezicht van de arrondissementscommissaris staan, vergadert de raad ieder jaar op de eerste maandag van september om te beraadslagen over de begroting van uitgaven en ontvangsten der gemeente voor het volgende dienstjaar.

In de andere gemeenten vergadert de raad, met hetzelfde doel, ieder jaar op de eerste maandag van oktober.

(Ingevoegd bij artikel 1, III, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939.)

Artikel 140. (De begrotingen en rekeningen van de gemeenten worden neergelegd op het gemeentehuis; ieder belastingplichtige mag er altijd ter plaatse kennis van nemen.

De rekeningen worden bovendien in de gemeente bekendgemaakt gedurende de eerste tien dagen van de maand juli; de begrotingen evenwel worden in de gemeenten die onder toezicht van de arrondissementscommissaris staan, bekendgemaakt gedurende de laatste tien dagen van de maand september, en in de andere gemeenten, van 10 tot 20 november.

Deze bekendmaking geschiedt door middel van aanplakbiljetten. Deze zullen worden gedrukt, telkens als de bedoelde rekeningen en begrotingen meer dan 140 000 frank bedragen. Wordt dit bedrag niet bereikt, dan mag de bekendmaking door middel van geschreven tabellen geschieden.)

(Aldus vervangen bij artikel 1, IV, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939.)

Artikel 141. (De begrotingen en rekeningen worden door de zorg (van het college van burgemeester en schepenen) ter goedkeuring voorgelegd aan de bestendige deputatie van de provincieraad, die ze definitief vaststelt, behoudens beroep als bepaald bij artikel 77.

In geval van beroep worden de begrotingen en rekeningen door de Koning definitief vastgesteld binnen de termijnen bepaald bij het evengenoemde artikel.

Wanneer een post voor een niet verplichte uitgave door de bestendige deputatie of door de Koning verminderd is, mag het college de uitgaven niet doen zonder een nieuw besluit van de gemeenteraad dat daartoe machtiging verleent.)

De gemeentebesturen zijn verplicht, bij het voorleggen van hun begrotingen en rekeningen aan de bestendige deputatie, te bevestigen dat zij werden bekendgemaakt en aangeplakt.

(Het eerste lid aldus vervangen bij artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934 en daarna aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet; het tweede lid aldus vervangen en het derde lid ingevoegd bij artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934.)

Artikel 142. (De rekeningen moeten ieder jaar voor 1 augustus aan de bestendige deputatie van de provincieraad worden toegezonden.)

De begrotingen moeten worden toegezonden voor 15 oktober wat betreft de gemeenten die onder toezicht van de arrondissementscommissaris staan, en voor 10 december wat de andere gemeenten betreft.

(...)

(Het eerste lid aldus vervangen bij artikel 1, V, § 1, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939, het derde lid opgeheven bij artikel 1, V, § 2, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939.)

Artikel 143. Wanneer een gemeentebestuur ten gevolge van onvoorziene omstandigheden een uitgave noodzakelijk acht, waarvoor geen krediet op de begroting voorkomt, richt het te dien einde een bijzondere aanvraag aan de bestendige deputatie van de provincieraad.

Artikel 144. Geen betaling uit de gemeentekas mag geschieden dan op grond van een op de begroting voorkomende post die vastgesteld is door de bestendige deputatie van de provincieraad, of op grond van een bijzonder krediet dat door deze is goedgekeurd.

Geen artikel van de uitgaven der begroting mag worden overschreden en geen overschrijving mag geschieden dan met uitdrukkelijke toestemming van de bestendige deputatie.

(Wanneer echter bij het afsluiten van een dienstjaar sommige posten bezwaard zijn met regelmatig en werkelijk aangegane verbintenissen tegenover schuldeisers van de gemeente, wordt het kredietgedeelte dat nodig is om de schuldvordering af te betalen, naar het volgende dienstjaar overgeschreven.

Te dien einde overhandigt het college van burgemeester en schepenen aan de ontvanger voor 10 april van ieder jaar de per schuldvordering gedetailleerde opgave van de sommen die ten bezware van elke post der afgesloten begroting in de schrifturen moeten worden overgeschreven. Deze opgave wordt daarna gevoegd bij de rekening over het afgelopen dienstjaar.

Over de aldus overgeschreven kredieten mag beschikt worden zonder een nieuwe beslissing van de gemeenteraad en van de bestendige deputatie.)

(Het derde, vierde en vijfde lid toegevoegd bij artikel 1, VI, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939.)

Artikel 145. De gemeenteraad kan echter voorzien in uitgaven die door dwingende en onvoorziene omstandigheden worden vereist, mits hij daartoe een met redenen omkleed besluit neemt, dat zonder verwijl aan de bestendige deputatie van de provincieraad wordt gezonden.

Wanneer het geringste uitstel onbetwistbaar schade zou veroorzaken, kan het college van burgemeester en schepenen onder eigen verantwoordelijkheid in de uitgave voorzien, onder verplichting om zonder verwijl daarvan kennis te geven aan de gemeenteraad, die besluit of hij met die uitgave al dan niet instemt, en ze ter goedkeuring aan de bestendige deputatie voor te leggen.

Artikel 146. De bevelschriften tot betaling uit de gemeentekas, afgegeven door het college van burgemeester en schepenen, moeten ondertekend worden door de burgemeester of door degene die hem vervangt, en door een schepen; zij worden medeondertekend door de secretaris.

Artikel 147. (Bij weigering van of vertraging in het betaalbaar stellen van het bedrag der uitgaven die de wet aan de gemeenten oplegt, beraadslaagt de bestendige deputatie van de provincieraad daarover, de gemeenteraad gehoord, en beveelt zo nodig onmiddellijke betaling.

Die beslissing geldt als bevelschrift tot betaling; de gemeenteontvanger is verplicht, onder zijn persoonlijke verantwoordelijkheid, het bedrag te betalen. Indien hij weigert, kan tegen hem opgetreden worden door middel van een dwangbevel overeenkomstig artikel 121.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 7 mei 1877, daarna opnieuw vervangen bij artikel 4 van de wet van 28 december 1883, maar in de lezing van de wet van 7 mei 1877 hersteld bij artikel 16 van de wet van 20 september 1884.)

Afdeling IV

Gemeentebedrijven

(Deze afdeling is ingevoegd bij artikel 1, VII, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939.)

Artikel 147*bis*. (De door de Koning aangewezen gemeentelijke inrichtingen en diensten van industriële of commerciële aard worden georganiseerd als gemeentebedrijven en buiten de algemene diensten van de gemeenten om beheerd.)

Artikel 147*ter*. (De gemeentebedrijven worden beheerd volgens industriële en commerciële methoden.

Het boekjaar van de gemeentebedrijven valt samen met het kalenderjaar.

De rekening van de gemeentebedrijven omvat de balans, de exploitatierekening en de winst- en verliesrekening, op 31 december van ieder jaar afgesloten.

De nettowinsten van de gemeentebedrijven worden jaarlijks in de gemeentekas gestort.

De overige regels, eigen aan het financieel beheer van de gemeentebedrijven, worden vastgesteld door de Koning.)

Artikel 147*quater*. (De ontvangsten en uitgaven van de gemeentebedrijven kunnen, met machtiging van de bestendige deputatie van de provincieraad, door een bijzonder rekenplichtige gedaan worden. Deze rekenplichtige valt onder dezelfde regels als de gemeentecontvangers inzake benoeming, schorsing, afzetting, alsmede verantwoordelijkheid en zekerheidstelling.)

HOOFDSTUK VII

Rechtsgedingen

Artikel 148. (Bij elke tegen de gemeente ingestelde rechtsvordering treedt het college van burgemeester en schepenen als verweerder op. Het stelt de vorderingen in kort geding en de bezitsvorderingen in; het verricht alle handelingen tot bewaring van recht of tot stuiting van verjaring en van verval.

Alle andere rechtsvorderingen waarbij de gemeente als eiser optreedt, mogen door het college slechts worden ingesteld na machtiging van de gemeenteraad.)

(Aldus vervangen bij artikel 30 van de wet van 30 december 1887.)

Artikel 149. (...)

(Opgeheven bij artikel 93 van de wet van 14 februari 1961.)

Artikel 150. Wanneer de gemeenteraad in gebreke blijft, kunnen een of meer inwoners, met machtiging van de bestendige deputatie van de provincieraad, in rechte optreden namens de gemeente, mits zij onder zekerheidstelling aanbieden om persoonlijk de kosten van het geding te dragen en in te staan voor de veroordelingen die mochten worden uitgesproken.

De gemeente kan ten aanzien van het geding geen dading treffen zonder medewerking van de inwoner of de inwoners die het geding in haar naam hebben gevoerd.

De bestendige deputatie oordeelt of de zekerheid toereikend is.

In geval van weigering staat beroep open bij de Koning.

HOOFDSTUK VIII

Bepaling van de gemeentegrenzen

Artikel 151. Wanneer een gedeelte van een gemeente als afzonderlijke gemeente wordt opgericht, gelast een koninklijk besluit dat de kiezers uit het afgescheiden gedeelte dadelijk worden bijeengeroepen; het regelt alles wat de eerste verkiezing betreft (en bepaalt de datum van de eerste vernieuwing in overeenstemming met de gewone vernieuwingen voorgeschreven door de gemeentekieswet).

De gemeenteraden regelen in onderlinge overeenstemming de verdeling van de gemeentegoederen over de inwoners van de gescheiden grondgebieden op de grondslag van het aantal haardsteden, d.i. het aantal gezinshoofden die hun woonplaats hebben binnen ieder grondgebied. Zij regelen eveneens alles wat de schulden en het archief aangaat.

De desbetreffende besluiten worden ter goedkeuring voorgelegd aan de bestendige deputatie van de provincieraad.

Bij verschil van gevoelen tussen de gemeenteraden, benoemt de bestendige deputatie drie commissarissen met opdracht de geschillen te regelen onder haar goedkeuring en behoudens beroep bij de Koning.

Indien er geschillen ontstaan omtrent rechten die voortvloeien uit titels of bezit, worden de gemeenten naar de rechtbanken verwezen.

(Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

Artikel 152. Wanneer een gemeente of een gedeelte van een gemeente met een andere gemeente verenigd wordt verklaard, wordt, wat de gemeenschappelijke belangen betreft, gehandeld volgens de bepalingen van het vorige artikel. Heeft de toevoeging van die gemeente of van dat gedeelte van een gemeente ten gevolge (dat het aantal raadsleden moet worden vermeerderd) in de gemeente waarmee zij wordt verenigd, dan wordt gehandeld zoals in hetzelfde artikel is bepaald.

(Aldus gewijzigd bij artikel 1 van de onderhavige wet.)

(...)

(Het opschrift « Overgangsbepalingen » en de er op volgende artikelen 153, 155, 155*bis*, ingevoegd bij het enige artikel van de wet van 30 juni 1842, 156 en 157 opgeheven bij artikel 1 van de onderhavige wet; artikel 154 opgeheven bij artikel 199, 19° van de wet van 18 mei 1872.)

PROVINCIEWET

(Wet van 30 april 1836)

TITEL I

Het provinciebestuur

Artikel 1. Er is in iedere provincie een provincieraad en een commissaris van de regering.

Artikel 1*bis*. (De provincieraad bestaat uit :

50 leden in provincies beneden 250 000 inwoners;
60 leden in provincies van 250 000 tot 500 000 inwoners;
70 leden in provincies van 500 000 tot 750 000 inwoners;
80 leden in provincies van 750 000 tot 1 000 000 inwoners;
90 leden in provincies van 1 000 000 inwoners en meer.

Het aantal leden van de provincieraad van Luik blijft evenwel op 86 vastgesteld, zolang het bevolkingscijfer van deze provincie hoger is dan 750 000 en lager dan 1 000 000 inwoners.)

(Ingevoegd bij artikel 42 van de wet van 19 oktober 1921, het tweede lid daarna toegevoegd bij artikel 1 van de wet van 11 april 1936.)

Artikel 2. (De provincieraad wordt rechtstreeks gekozen door de kiescolleges. De verkiezingen geschieden per district; de grenzen van de districten zijn dezelfde als die van de kieskantons, bedoeld bij artikel 88 van het Kieswetboek. Een district kan evenwel twee of meer kieskantons omvatten.

Ieder district telt zoveel keren een raadslid als de provinciale deler in zijn bevolkingscijfer begrepen is; deze deler wordt verkregen door het bevolkingscijfer van de provincie te delen door het totaal van de toe te kennen zetels; de overblijvende zetels worden toegewezen aan de districten met het grootste nog niet vertegenwoordigde bevolkingsoverschot.

De groepering van de kieskantons, de aanwijzing van de districtshoofdplaatsen en het aantal aan ieder district toegewezen raadsleden worden vastgesteld overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabel. De verdeling van de raadsleden over de kiesdistricten wordt evenwel binnen twee jaar na elke algemene volkstelling bij koninklijk besluit herzien en met het bevolkingscijfer in overeenstemming gebracht.)

(Aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 11 april 1936.)

Artikel 3. De provincieraad kiest uit zijn midden een bestendige deputatie.

Artikel 4. De commissaris van de Regering bij de provincieraad voert de titel van gouverneur van de provincie.

Hij wordt door de Koning benoemd en ontslagen; de provinciegriffier wordt door de Koning (...) benoemd uit een lijst van drie kandidaten, door de bestendige deputatie van de provincieraad opgemaakt; hij kan op verzoek van de deputatie door de Koning worden ontslagen.

(De provinciegriffiers worden van ambtswege op pensioen gesteld en kunnen hun rechten op het pensioen doen gelden onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van de rijksbesturen.)

(Het tweede lid aldus gewijzigd en het derde lid toegevoegd bij artikel 1 van de wet van 3 april 1973.)

Artikel 5. (In de provincie Brabant is er benevens de commissaris van de Regering, gouverneur van de provincie, bedoeld in de artikelen 1 en 4, een commissaris van de Regering voor de hoofdstad van het Rijk, vice-gouverneur van de provincie Brabant.

Hij heeft tot taak :

1° De gouverneur van de provincie bij te staan in de uitoefening van diens bevoegdheden met betrekking tot het geheel van de provincie;

2° Binnen de perken en onder de voorwaarden bij koninklijk besluit bepaald, de bevoegdheden van de gouverneur van de provincie uit te oefenen met betrekking tot de gemeenten die het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad uitmaken.

Hij moet blijk geven van een grondige kennis van de Nederlandse taal en van de Franse taal.

Hij wordt door de Koning benoemd en ontslagen.

Hij verblijft te Brussel.

Hij wordt bijgestaan door rijkspersoneel dat door de Regering tot zijn beschikking wordt gesteld.

Voor het overige is zijn rechtstoestand gelijk aan die van de commissarissen van de Regering, provinciegouverneurs.)

(Opnieuw ingevoerd in plaats van het bij de wet van 18 mei 1872 opgeheven artikel 5, en aan titel I toegevoegd bij artikel 6, § 2, van de wet van 2 augustus 1963.)

Artikelen 6 tot 41. (...)

(Deze artikelen vormden, samen met het oorspronkelijk artikel 5, de titels II, III, IV en V, die werden opgeheven bij artikel 199, 17°, van de wet van 18 mei 1872.)

TITEL VI

De provincieraad

HOOFDSTUK I

Bepalingen betreffende de vergaderingen van de raad en de wijze waarop hij beraadslaagt en besluit

Artikel 42. De provincieraad vergadert in de hoofdplaats van de provincie, tenzij hij wegens een buitengewone gebeurtenis door de Koning in een andere stad van de provincie wordt bijeengeroepen.

Artikel 43. Alle zittingen van de provincieraad worden in naam van de Koning door de gouverneur geopend en gesloten.

Artikel 44. (De provincieraad bepaalt in zijn reglement van orde als tijdstip waarop hij ieder jaar van rechtswege in gewone zitting bijeenkomt, hetzij 1 juli, hetzij 1 oktober, om 10 uur 's morgens.

Indien 1 juli of 1 oktober een feestdag is, wordt de bijeenkomst verschoven tot de volgende dag.

De raad komt, met het oog op zijn wettige samenstelling, bijeen onder voorzitterschap van het oudste lid, bijgestaan door de twee jongste leden als secretarissen.

In de loop van de veertien dagen die aan de opening van de gewone zitting voorafgaan, kan de raad door de gouverneur worden bijeengeroepen, doch alleen om naar bijzondere commissies of naar de afdelingen de zaken te verwijzen, waarover hij in zijn gewone zitting zal hebben te beraadslagen op een verzoek van de bestendige deputatie gedaan overeenkomstig artikel 115 (...).

In geen geval duurt de vergadering langer dan één dag en de gouverneur kan altijd de sluiting uitspreken.

De Koning of de gouverneur kan de raad ook in buitengewone zitting bijeenroepen.)

De buitengewone zitting wordt in een blad van de provincie aangekondigd; de oproeping geschiedt door de gouverneur, schriftelijk en aan huis.

(Indien de gouverneur voornemens is de raad in buitengewone zitting bijeen te roepen, deelt hij zulks, samen met de ontwerpagenda, mee aan de Minister van Binnenlandse Zaken ten minste acht dagen voor het verzenden van de oproepingsbrieven.

Indien verkiezingen voor de (...) vernieuwing van de raad meer dan zes weken voor het tijdstip van de gewone zitting plaatshebben, wordt de raad door de Koning binnen een maand na de verkiezingen in buitengewone zitting bijeengeroepen om de geloofsbrieven van de gekozenen te onderzoeken, reeds dan zijn voorzitter (en zijn ondervoorzitter of ondervoorzitters) te benoemen en zijn bureau samen te stellen, en ten slotte te voorzien in de vervanging van de leden der bestendige deputatie wier mandaat verstreken is.)

(Het eerste lid aldus vervangen, het tweede, derde, vierde en vijfde lid ingevoegd bij artikel 1 van de wet van 7 mei 1912, het vierde lid daarna aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet, het zesde lid aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 6 december 1963, het achtste lid ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 6 december 1963, het negende lid toegevoegd bij artikel 2 van de wet van 7 mei 1912 en daarna aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 45. De gewone zitting duurt veertien dagen; zij kan niet ingekort worden tenzij de gouverneur en de provincieraad het daarover onderling eens zijn.

De zitting kan bij een bijzondere beslissing van de raad met acht dagen verlengd worden; na die termijn kan zij evenwel niet voortgezet worden zonder uitdrukkelijke toestemming van de gouverneur. In die gevallen is de raad gehouden, vóór alle andere zaken uitsluitend de begroting van de provincie te behandelen, indien deze niet reeds aangenomen is.

In geen geval mag de gewone zitting langer dan vier weken duren.

Artikel 46. (Wanneer de Koning of de gouverneur de provincieraad in buitengewone zitting bijeenroept of wanneer de gouverneur de verlenging van de gewone zitting van de raad toestaat, worden de onderwerpen en de volgorde van de beraadslagingen in de akte van oproeping of van verlenging vermeld.

De gouverneur kan altijd de sluiting uitspreken. Hij kan ook te allen tijde een punt afvoeren van de agenda van een door hem bijeengeroepen buitengewone zitting.)

(Aldus vervangen bij artikel 3 van de wet van 6 december 1963.)

Artikel 47. (De provincieraad mag niet beraadslagen of besluiten, indien niet meer dan de helft van het door de wet bepaalde aantal leden aanwezig is.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 48. (...)

(Opgeheven bij artikel 3 van de wet van 1 juli 1860.)

Artikel 49. (Bij de opening van elke gewone zitting benoemt de provincieraad een voorzitter en een of meer ondervoorzitters en stelt zijn bureau samen voor alle zittingen van het jaar.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 24 juli 1952.)

Artikel 50. De provincieraad bepaalt in zijn reglement, met inachtneming van deze wet, de wijze waarop hij zijn bevoegdheden uitoefent.

Het reglement wordt aan de goedkeuring van de Koning onderworpen.

Artikel 51. De vergaderingen van de provincieraad zijn openbaar; de raad vergadert evenwel met gesloten deuren op verlangen van de voorzitter of van vijf leden, of op verlangen van de gouverneur; hij beslist daarna of de vergadering in het openbaar kan worden hervat tot behandeling van hetzelfde onderwerp.

Artikel 52. De provincieraad stemt mondeling of bij zitten en opstaan; hij stemt evenwel altijd mondeling en bij naamafroeping over elk besluit in zijn geheel; alleen de voordrachten van kandidaten, de benoemingen, de afzettingen of ontzettingen geschieden bij geheime stemming.

Artikel 53. De provincieraad heeft het recht ieder voorstel te splitsen en te wijzigen.

Artikel 54. Elk besluit wordt bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen.

Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Artikel 55. (De vergadering wordt door de voorzitter geopend en gesloten; zij begint met de voorlezing van de notulen van de vorige vergadering, die, na (...) goedkeuring, overeenkomstig artikel 119 (...) worden overgeschreven.

De provincieraad kan evenwel bij reglement van orde voorschrijven dat alleen de tekst van de genomen besluiten zal worden voorgelezen en dat de notulen ten minste een half uur voor het openen van de vergadering ter tafel zullen worden gelegd.

In dat geval heeft elk lid het recht om tijdens de vergadering bezwaren tegen de redactie in te brengen.

Worden de bezwaren gegrond bevonden, dan wordt een van de secretarissen ermee belast, staande de vergadering of uiterlijk in de eerstvolgende vergadering, een nieuwe redactie voor te leggen die in overeenstemming is met het besluit van de raad.

Indien geen bezwaren worden ingebracht voor het einde van de vergadering, zijn de notulen goedgekeurd en zij worden overgeschreven zoals (in het eerste lid) bepaald is.)

(Aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 30 december 1887; daarna het eerste en het vijfde lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 56. Ieder lid mag in de notulen doen vermelden dat hij tegen het aangenomen besluit gestemd heeft; hij kan echter niet eisen dat de redenen van zijn stemming erin opgenomen worden.

Artikel 57. Behalve voor zaken waarvoor naar het oordeel van de twee derden van de aanwezige leden spoedbehandeling is vereist, wordt de agenda, na raadpleging van de vergadering, door de voorzitter vastgesteld uiterlijk de dag vóór de bespreking. De agenda wordt vervolgens in de zaal opgehangen.

Elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt, moet, op schrift gesteld, aan de voorzitter worden overhandigd en door twee andere leden worden gesteund.

De vergadering bepaalt de dag waarop het voorstel zal worden toegelicht.

Daarna kan het voorstel alleen besproken worden, indien het door ten minste vijf leden gesteund wordt.

Artikel 58. De voorzitter alleen is belast met de handhaving van de orde in de vergadering; hij kan, na een voorafgaande waarschuwing, ieder persoon die wanorde veroorzaakt, terstond uit de zaal doen verwijderen.

Hij kan zelfs bevelen hem onmiddellijk aan te houden en hem naar het huis van arrest te brengen. Van dit bevel wordt in de notulen melding gemaakt en, op vertoon ervan aan de bewaarder van het huis van arrest, wordt de aangehoudene aldaar opgenomen en gedurende vierentwintig uren opgesloten, onverminderd gerechtelijke vervolging indien daartoe grond bestaat.

Artikel 59. De leden van de provincieraad mogen het woord niet nemen dan na het aan de voorzitter te hebben gevraagd en van hem te hebben gekregen.

De voorzitter roept de spreker die van het onderwerp afwijkt, tot de behandeling ervan terug.

Elke personaliteit, elke belediging, elke aantijging van kwade bedoeling wordt geacht een schending van de orde te zijn.

Indien een spreker de orde verstoort, roept de voorzitter hem bij zijn naam tot de orde, nadat hem gelegenheid tot verantwoording is gegeven. In de notulen wordt daarvan slechts melding gemaakt, indien de raad het uitdrukkelijk beveelt.

Artikel 60. (Voor de verkiezingen en de voordrachten van kandidaten wordt de voorzitter bijgestaan door de vier jongste provincieraadsleden, die de taak van stemopnemer vervullen.

De voorzitter moet een naamafroeping en vervolgens, voor de leden die niet tegenwoordig waren, een tweede naamafroeping verrichten. Als deze laatste geëindigd is, vraagt de voorzitter aan de vergadering of er onder de tegenwoordige leden nog zijn die niet gestemd hebben; zij die zich onmiddellijk aanmelden, mogen stemmen. Als die verrichtingen geëindigd zijn, wordt de stemming gesloten verklaard.

Vóór de stemopneming worden de stembiljetten geteld. Zijn er meer of minder dan er stemmers zijn, dan wordt dat in de notulen vermeld. Wanneer uit de stemopneming blijkt, dat dit verschil de door een kandidaat behaalde meerderheid twijfelachtig maakt, doet de voorzitter herstemmen over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben verkregen.

Bij de stemopneming neemt een van de stemopnemers achtereenvolgens ieder stembiljet, vouwt het open en overhandigt het aan de voorzitter, die het luidop afleest en het aan een andere stemopnemer doorgeeft. De uitslag van iedere stemming wordt onmiddellijk afgekondigd.

De ongeldige stembiljetten komen niet in aanmerking voor het vaststellen van de meerderheid.

Stembiljetten, waarop meer dan een naam voorkomt, zijn geldig, maar alleen de eerste naam komt in aanmerking.

Als geen kandidaat de volstrekte meerderheid van de stemmen heeft verkregen bij de eerste stemming, wordt herstemd over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben verkregen. Bij gelijk stemmental is de oudste kandidaat verkozen.

Na de stemopneming worden de stembiljetten waarover geen betwisting is ontstaan, ten overstaan van de vergadering vernietigd.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 61. (De provincieraadsleden ontvangen geen wedde; zij genieten presentiegeld; het bedrag ervan wordt door de raad vastgesteld.

Zij die hun woonplaats hebben op ten minste (vijf kilometer) van de plaats van de vergadering, ontvangen bovendien een vergoeding van reiskosten gelijk aan de prijs van de reis van hun woonplaats naar de zetel van de provincieraad, (op de lijnen van de openbare vervoerdiensten).

Presentiegeld en vergoeding van reiskosten worden eveneens verleend voor de afdelingsvergaderingen gehouden gedurende de zitting en gedurende de veertien dagen die eraan voorafgaan.

Het presentiegeld en de vergoeding van reiskosten worden bepaald volgens de dagen aanwezigheid, zoals die zijn vastgesteld in de daartoe gehouden registers. Aan ieder raadslid mag per dag maar eenmaal presentiegeld en vergoeding van reiskosten worden toegekend.

Die kosten zijn ten laste van de provincie.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 21 maart 1896; het eerste lid daarna aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 24 april 1958, het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet, het derde lid aldus vervangen en het vierde lid ingevoegd bij artikel 1 van de wet van 15 september 1913.)

Artikel 62. (De leden van de provincieraad stemmen zonder ruggespraak te houden met degenen die hen hebben gekozen; zij vertegenwoordigen de provincie en niet enkel het district dat hen heeft gekozen.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 63. (Geen lid van de provincieraad mag deelnemen aan een beraadslaging of besluit waarbij hij of een van zijn bloed- of aanverwanten, tot en met de derde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang heeft.

Inzake voordrachten van kandidaten, benoemingen tot bedieningen, afzettingen of schorsingen geldt dit verbod slechts ten aanzien van bloed- en aanverwanten tot en met de tweede graad.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 30 december 1887.)

HOOFDSTUK II

Bevoegdheden van de provincieraad

Artikel 64. De provincieraad draagt, met inachtneming van artikel 99 der Grondwet en van (de wetgeving op de rechterlijke organisatie), kandidaten voor met het oog op de benoeming van raadsheren in de hoven van beroep, van voorzitters en ondervoorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg.

(Aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 65. De provincieraad beslist over alle zaken van provinciaal belang.

Hij benoemt alle bedienden van de provincie, behalve die waarvan hij de benoeming aan de bestendige deputatie opdraagt.

(Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de provincie mag aan het onderzoek van de leden van de raad worden onttrokken.)

(Het derde lid toegevoegd bij artikel 3 van de wet van 30 december 1887.)

Artikel 66. (Ieder jaar stelt de raad de rekeningen van de provincie over het vorige dienstjaar vast. Die rekeningen worden, met de opmerkingen van het Rekenhof, aan de raad voorgelegd.

Ieder jaar stemt de raad de begroting van de uitgaven voor het volgende dienstjaar en de middelen om daarin te voorzien.

Alle ontvangsten en uitgaven van de provincie moeten op de begroting en in de rekeningen gebracht worden.

De regels gesteld voor de rijksdiensten van algemeen bestuur betreffende de duur van het begrotingsjaar en de overdracht van kredieten die de verrichtingen van vastlegging zowel als van betaalbaarstelling dekken, zijn van toepassing op de provincies.)

(Aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 11 juli 1952, het eerste en tweede lid aldus opnieuw vervangen bij artikel 77, § 1, en het vierde lid toegevoegd bij artikel 77, § 2, van de wet van 28 juni 1963.)

Artikel 67. Overschrijving van een uitgave van de ene afdeling naar de andere of van het ene artikel van de begroting naar het andere mag alleen geschieden op grond van een besluit van de provincieraad en met goedkeuring van de Koning.

Artikel 68. De rekeningen, samengevat naar de aard van de ontvangsten en uitgaven en behoorlijk vastgesteld, worden binnen een maand na de sluiting van de zitting in het *Bestuursmemoriaal* opgenomen en in het archief van beide Kamers neergelegd. Hetzelfde moet geschieden met de begrotingen binnen een maand na hun goedkeuring.

De rekeningen liggen op de griffie van de provincie voor een ieder ter inzage gedurende een maand te rekenen van de dag waarop zij zijn vastgesteld.

Die neerlegging wordt ter algemene kennis gebracht door middel van het *Bestuursmemoriaal* en van een blad uit de provincie.

Artikel 69. De provincieraad is verplicht elk jaar op de begroting van uitgaven te brengen alle uitgaven die door de wetten aan de provincie zijn opgelegd en inzonderheid de volgende :

1° (De wedden van de leden der bestendige deputatie, hun rust- en overlevingspensioen en hun vergoedingen van reiskosten;)

2° (De huurgelden en de kosten, behalve die voor geringe herstellingen betreffende de lokalen van hoven van assisen, arbeidshoven, rechtbanken van eerste aanleg en rechtbanken van koophandel in de provincies waar die rechtscolleges gevestigd zijn, wanneer de Staat zelf geen eigenaar of huurder van die lokalen is;)

3° (...)

4° (...)

5° (...)

6° Het onderhoud van de wegen, de waterwerken en de werken van drooglegging die volgens de wet ten laste van de provincie komen;

7° (...)

8° De kosten van de lijsten van gezworenen (...);

9° De uitgaven betreffende de kathedrale kerken, de bisschopshuizen en de bisschoppelijke seminaries overeenkomstig de decreten van (18 germinal jaar X) en 30 december 1809;

10° De huur, de belastingen, het onderhoud van de gebouwen van de provincie of in gebruik bij de provincie;

11° Het onderhoud en de vernieuwing van het meubilair van de provincie;

12° De helft van de kosten van de tienjaarlijkse tabellen van de burgerlijke stand;

13° De vaststaande en opeisbare schulden van de provincie, alsmede de schulden die zij moet voldoen ten gevolge van tegen haar uitgesproken rechterlijke veroordelingen;

14° De pensioenen van de gewezen bedienden van de provincie, overeenkomstig het door de raad aangenomen reglement;

15° (...)

16° De drukkosten van de begroting en van de samengevatte rekeningen van ontvangsten en uitgaven der provicie;

17° De kosten van de raadsvergaderingen (en de aan de raadsleden toegekende presentiegelden en vergoedingen);

18° De hulpgelden, aan de gemeenten te verlenen (...) voor de grove herstellingen aan de gemeentegebouwen;

19° (...)

20° De gelden bestemd om toevallige of onvoorziene uitgaven van de provincie te bestrijden;

21° (...)

(Het 1° opgeheven bij artikel 9, 3°, van de wet van 22 januari 1931 en aldus opnieuw ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 24 april 1958; het 2° aldus vervangen bij artikel 3 (artikel 49, § 3) van de wet van 10 oktober 1967; het 3°, het 4°, het 5° en het 7° opgeheven, het 8° en het 9° aldus gewijzigd, het 15° opgeheven, het 17° en 18° aldus gewijzigd en het 19° opgeheven bij artikel 2 van de onderhavige wet, het 21° opgeheven bij artikel 9 van de wet van 22 januari 1931.)

Artikel 70. Ten laste van de Staat komen inzonderheid :

1° (De wedde en de reiskosten van de gouverneur. De kosten van de reizen die de gouverneur maakt in opdracht van de provincie zijn evenwel ten laste van de provincie;)

2° De wedde van de provinciegriffier;

3° De wedden van de bedienden en de kantoorkosten van het provinciaal gouvernement;

4° De huur en het onderhoud van het provinciehuis, het onderhoud en de vernieuwing van zijn meubilair;

5° De wedden (...) van de arrondissementscommissarissen;

6° (De kosten betreffende de geneeskundige commissies);

7° (...)

8° De helft van de kosten van de tienjaarlijkse tabellen van de burgerlijke stand.

(De eerste zin van het 1° aldus vervangen bij artikel 3 van de wet van 24 april 1958 en de tweede zin van het 1° daarna toegevoegd bij het enige artikel van de wet van 25 juni 1973; het 5° aldus gewijzigd, het 6° aldus vervangen en het 7° opgeheven bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 71. De provincieraad bepaalt het bedrag der wedden en pensioenen van de door de provincie bezoldigde bedienden.

Artikel 72. (De raad beslist over het oprichten en het verbeteren van inrichtingen van provinciaal belang.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 73. (De raad) verleent machtiging tot het aangaan van leningen, tot het verkrijgen, vervreemden en ruilen van goederen van de provincie en tot het treffen van dadingen aangaande die goederen.

(Aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 74. (De raad) verleent machtiging tot het voeren van rechtsgedingen als eiser of als verweerder betreffende de goederen van de provincie, onverminderd de bepalingen van artikel 106 (...). De gedingen worden gevoerd overeenkomstig artikel 124.

(Aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 75. (De raad beslist over het aanleggen van openbare werken die geheel of ten dele op kosten van de provincie moeten worden uitgevoerd, wegen en vaarten uitgezonderd.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 9 augustus 1948.)

Artikel 76. Over de uitvoering van werken van onderhoud of van herstelling waarbij verscheidene provincies betrokken zijn, (spreekt elke provincieraad zich uit); in geval van onenigheid beslist (de Koning).

(Aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 77. (De raad verleent) zijn goedkeuring aan de ontwerpen, plans en bestekken van de werken waarvoor hij gelden toestaat, tenzij hij ze ter goedkeuring naar de bestendige deputatie verwijst.

(Aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 78. (De wegen die thans behoren tot de grote wegen, worden door de Koning ingedeeld bij de rijkswegen of bij de provinciewegen, de bestendige deputatie gehoord.

Die indeling heeft tot gevolg toekenning om niet van de eigendom van de bedoelde wegen. Zij mag in geen enkele provincie een vermeerdering meebrengen van het getal of de lengte van de thans bij de provinciewegen ingedeelde wegen.

De Koning doet de indeling, hetzij ineens, hetzij in verscheidene keren.)

(Aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 9 augustus 1948.)

Artikel 79. De provincieraad beslist over de uitvoering van de werken waarbij verscheidene gemeenten van de provincie tegelijk betrokken zijn, en over het aandeel van elke gemeente in de kosten, na hun advies te hebben ingewonnen en behoudens hun beroep bij de Koning binnen een termijn van veertig dagen, te rekenen van de dag waarop hun van het besluit is kennis gegeven.

Artikelen 80, 81 en 82. (...)

(Opgeheven bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 83. De raad geeft zijn advies over de veranderingen die worden voorgesteld betreffende de grenzen van de provincie, van de arrondissementen, (kiesdistricten, kantons) en gemeenten, en betreffende de aanwijzing van de hoofdplaatsen.

(Aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 84. De raad kan aan een of meer van zijn leden opdracht geven om ter plaatse de inlichtingen in te winnen die hij binnen de kring van zijn bevoegdheid nodig heeft.

Hij kan zich met de gestelde overheden en met de openbare ambtenaren in verbinding stellen om die inlichtingen te verkrijgen.

Indien ondergeschikte bestuursoverheden, niettegenstaande twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, verzuimen de gevraagde inlichtingen te verstrekken, kan de raad aan een of meer van zijn leden opdracht geven om op de persoonlijke kosten van die overheden de inlichtingen ter plaatse in te winnen.

Artikel 85. (De raad) kan provinciale reglementen van inwendig bestuur en politieverordeningen maken.

Die reglementen en verordeningen mogen geen betrekking hebben op onderwerpen die reeds zijn geregeld door wetten of door verordeningen van algemeen bestuur.

Zij zijn van rechtswege opgeheven, indien in het vervolg dezelfde onderwerpen door wetten of door verordeningen van algemeen bestuur worden geregeld.

De raad kan op de niet-nakoming ervan straffen stellen van ten hoogste acht dagen gevangenis en tweehonderd frank geldboete.

De reglementen en verordeningen worden bekendgemaakt in de vorm bepaald bij de artikelen 117 en 118 (...).

(Het eerste en het vijfde lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

HOOFDSTUK III

Goedkeuring
en optreden van de Koning of van de wetgevende macht
inzake handelingen van de provincieraad

Artikel 86. (De besluiten van de provincieraad betreffende de begroting van uitgaven van de provincie, de middelen om daarin te voorzien en de leningen, het presentiegeld van de provincieraadsleden, de jaarwedden, de pensioenen en de reiskosten van de leden van de bestendige deputatie behoeven de goedkeuring van de Koning, vooraleer zij worden uitgevoerd.

De raad kan evenwel de leningsvoorwaarden regelen of de bestendige deputatie daarmee belasten, zonder dat een nieuwe goedkeuring nodig is, tenzij de Koning zich die uitdrukkelijk heeft voorbehouden.

Door een verklaring van de gouverneur kunnen aan de goedkeuring van de Koning eveneens worden onderworpen de besluiten van de raad over de volgende zaken :

A. De oprichting van inrichtingen van provinciaal belang;

B. Elke verkrijging, ruiling, vervreemding en dading ter waarde van meer dan 10 000 frank;

C. Het aanleggen van openbare werken geheel of ten dele op kosten van de provincie, wanneer de gezamenlijke uitgave 50 000 frank te boven gaat;

D. De provinciale reglementen van inwendig bestuur en de politieverordeningen;

E. De betalingen waarvan sprake in artikel 112, derde lid.

De verklaring waarbij een besluit aan de koninklijke goedkeuring wordt onderworpen, moet door de gouverneur gedaan worden binnen tien dagen na de dagtekening van het besluit en uiterlijk de dag daarna aan de raad of aan de bestendige deputatie worden meegedeeld.)

(...)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 27 mei 1870. Daarna het eerste lid aldus vervangen bij artikel 4 van de wet van 24 april 1958; het derde lid, *A* en *C*, aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet; het derde lid, *E*, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 26 februari 1958 en daarna aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet; het vijfde, het zesde en het zevende lid toegevoegd bij artikel 26 van de wet van 19 mei 1914, maar daarna het vijfde en het zesde lid opgenomen onder artikel 82 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs en als dusdanig opgeheven bij artikel 50, 8, van de wet van 29 mei 1959, het zevende lid opgeheven bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 87. (De Koning kan de besluiten die zijn goedkeuring behoeven of daaraan onderworpen worden, noch wijzigen, noch splitsen.)

Evenwel kan de Koning zijn goedkeuring aan een of meer artikelen van de begroting onthouden en deze voor het overige goedkeuren.

Evenzo, indien de raad de kredieten nodig voor de betaling van de verplichte uitgaven die krachtens de wetten ten laste van de provincie komen, geheel of gedeeltelijk niet op de begroting brengt, dan worden zij naar verhouding van de behoeften daarop uitgetrokken door (de Koning), de bestendige deputatie van de provincieraad vooraf gehoord; indien in dat geval de middelen van de provincie ontoereikend zijn, wordt er door een wet in voorzien.

(Het eerste lid aldus vervangen en het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 88. (De besluiten van de provincieraad die krachtens artikel 86 de goedkeuring van de Koning behoeven of daaraan worden onderworpen, zijn van rechtswege uitvoerbaar, behalve indien binnen een termijn van veertig dagen na de dag waarop zij door de provincieraad genomen zijn, de goedkeuring is geweigerd of althans een met redenen omkleed besluit is genomen waarbij (de Koning) de nieuwe termijn bepaalt die hij nodig heeft om uitspraak te doen.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 27 mei 1870; daarna aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 89. De Koning kan de besluiten van de provincieraden, die het algemeen belang schaden of buiten hun bevoegdheid vallen, vernietigen binnen de bij artikel 125 bepaalde termijn.

Hij kan de bij artikel 125 vastgestelde schorsing voor onbepaalde tijd verlengen; in dat geval dient hij bij de Kamers een wetsontwerp in tijdens de zitting, of, indien zij niet vergaderd zijn, in hun eerstvolgende zitting.

De besluiten van de provincieraden, die niet door de Koning vernietigd zijn overeenkomstig het (eerste lid) van dit artikel, kunnen alleen door de wetgevende macht worden vernietigd.

De koninklijke besluiten tot vernietiging of schorsing geven daarvan nauwkeurig de redenen aan. Zij worden in het (*Belgisch Staatsblad*) geplaatst.

De provincieraden mogen onder geen voorwendsel weigeren zich te schikken naar de koninklijke besluiten houdende vernietiging of schorsing van hun besluiten.

(Het derde en het vierde lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 90. Elke vergadering van provincieraadsleden, die als provincieraad optreedt en als zodanig beraadslaagt, buiten de plaats of de tijd bepaald in de artikelen 42, 44, 45 en 46, is onwettig. Elk besluit genomen in een onwettige vergadering is van rechtswege nietig.

De gouverneur neemt de nodige maatregelen om de vergadering onmiddellijk te doen uiteengaan; hij maakt proces-verbaal op van de feiten en zendt dit aan de procureur-generaal van het rechtsgebied.

De raadsleden die aan de beraadslaging of het besluit deel hebben gehad, worden gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar; bij hetzelfde arrest kan worden beslist dat zij van de raad zijn uitgesloten en dat zij, gedurende een termijn van ten hoogste vier jaar te rekenen van de veroordeling, niet verkiesbaar zijn voor de provincieraden.

(Artikel 85) van het Strafwetboek is toepasselijk op de misdrijven bij dit artikel omschreven.

(Het vierde lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 91. Een provincieraad mag zich niet in verbinding stellen met de raad van een andere provincie betreffende zaken die buiten zijn bevoegdheid liggen.

De provincieraad mag geen proclamaties of adressen tot de inwoners richten zonder toestemming van de gouverneur.

Artikelen 92 tot 95 (...)

(Deze artikelen vormden titel VI, hoofdstuk IV. De artikelen zijn ophegeven bij artikel 199, 17°, van de wet van 18 mei 1872; het opschrift van het hoofdstuk is opgeheven bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

TITEL VII

De bestendige deputatie van de provincieraad

HOOFDSTUK I

Aantal leden, onverenigbaarheden en ambtsduur

Artikel 96. De bestendige deputatie van de provincieraad bestaat in elke provincie uit zes leden.

Ten minste één lid wordt in ieder gerechtelijk arrondissement genomen uit de raadsleden die in het gebied gekozen zijn of aldaar hun woonplaats hebben.

Artikel 97. (...)

(Opgeheven bij artikel 199, 17°, van de wet van 18 mei 1872.)

Artikel 98. Advocaten die lid zijn van de bestendige deputatie, mogen niet als raadsman optreden in zaken die aan de uitspraak van de bestendige deputatie onderworpen zijn of waarvoor zij machtiging heeft gegeven om in rechte op te treden.

Zij mogen niet mede beraadslagen en besluiten over zaken waaromtrent zij geraadpleegd werden vóór hun verkiezing tot lid van de bestendige deputatie.

Artikel 99. Een lid van de bestendige deputatie dat door de Regering benoemd wordt tot een bezoldigde bediening en deze aanneemt, houdt onmiddellijk op in die hoedanigheid zitting te hebben en kan eerst weer zijn ambt bekleden krachtens een nieuwe verkiezing.

Artikel 100. (De leden van de bestendige deputatie worden gekozen voor een termijn van vier jaar.)

(Aldus vervangen bij artikel 10 van de wet van 15 mei 1949.)

Artikel 101. Een lid van de bestendige deputatie dat zonder haar verlof een maand onafgebroken uit de vergadering afwezig blijft, wordt geacht ontslag te nemen.

Artikel 102. In geval van vervanging heeft het nieuw gekozen lid zitting totdat de ambtstermijn van zijn voorganger is verstreken, tenzij het lid vroeger ophoudt deel uit te maken van de provincieraad.

HOOFDSTUK II

Algemene bepalingen betreffende de bestendige deputatie van de provincieraad

Artikel 103. (...)

(Opgeheven bij artikel 3 van de wet van 1 juli 1860.)

Artikel 104. (De bestendige deputatie van de provincieraad wordt voorgezeten door de gouverneur of door degene die hem in zijn ambt vervangt; de voorzitter is stemgerechtigd; in geval van verhindering wijst de bestendige deputatie een van haar leden aan om het voorzitterschap waar te nemen.

De bestendige deputatie onderwerpt haar reglement van orde en inwendige dienst aan de goedkeuring van de raad. Dit reglement behoeft eveneens de goedkeuring van de Koning.

Tenzij een bijzondere wet anders bepaalt, kan de bestendige deputatie beraadslagen en besluiten wanneer de meerderheid van haar leden aanwezig is. Indien voor enige zaak het vereiste aantal leden om te beraadslagen en te besluiten niet tegenwoordig is, kunnen de aanwezige leden zich een of twee provincieraadsleden toevoegen om dat aantal te bereiken.

Elk besluit wordt genomen bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen worden, behalve in zaken waarin de stem van de voorzitter beslissend is, de afwezige leden en, zo nodig, een provincieraadslid opgeroepen om tot een besluit te kunnen komen.

Van de beraadslagingen en besluiten worden notulen opgemaakt. Zij vermelden de naam van de leden die de vergadering hebben bijgewoond.

Wanneer het de geldigverklaring van verkiezingen betreft, geschieden zowel de uiteenzetting van de zaak door een lid van de bestendige deputatie als de uitspraak van de beslissingen in openbare vergadering.

De beslissing is met redenen omkleed.

Elke beslissing van de bestendige deputatie moet de naam van de verslaggever en van de aanwezige leden vermelden.

De vormen in de drie vorige (leden) voorgeschreven moeten worden in acht genomen op straffe van nietigheid.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 27 mei 1870; daarna het zevende, achtste, negende en tiende lid toegevoegd bij artikel 4 van de wet van 30 december 1887 en het tiende lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 105. (§ 1. De leden van de bestendige deputatie genieten een wedde, waarvan de provincieraad het bedrag vaststelt.

§ 2. De wedde van de leden van de bestendige deputatie dekt alle lasten die aan de uitoefening van hun ambt verbonden zijn.

De leden van de bestendige deputatie die buiten de provinciehoofdplaats verblijven, worden evenwel voor hun reiskosten vergoed overeenkomstig de door de provincieraad getroffen regeling.

§ 3. De gewezen leden van de bestendige deputatie en hun rechtverkrijgenden ontvangen een pensioen, waarvan de provincieraad de voorwaarden en de wijze van toekenning vaststelt.

§ 4. De wedde van de leden van de bestendige deputatie mag, zonder beperking, worden gecumuleerd met een pensioen ten bezware van de Staatskas.)

(Aldus vervangen bij artikel 5 van de wet van 24 april 1958.)

Artikel 106. De bestendige deputatie geeft advies over alle zaken die haar te dien einde krachtens de wet of door de Regering worden onderworpen.

Zij beslist, zowel buiten als gedurende de zitting van de raad, over alle zaken die tot het dagelijks bestuur der provincie behoren en over de uitvoering van de wetten waarvoor haar medewerking vereist is of die haar te dien einde door de Regering worden toegezonden; zij beslist eveneens over de zaken die de gouverneur haar verzoekt te behandelen.

(Zij kan als verweerder in rechte optreden bij elke tegen de provincie ingestelde rechtsvordering; zij kan, zonder voorafgaande beslissing van de raad, wanneer deze niet vergaderd is, rechtsvorderingen betreffende roerende goederen en bezitsvorderingen instellen, alsmede alle handelingen verrichten tot bewaring van recht; zij benoemt de raadslieden van de provincie en de gemachtigden die haar voor de rechtbanken zullen vertegenwoordigen; de rechtsgedingen worden gevoerd overeenkomstig artikel 124 (...).

Zij houdt toezicht over het onderzoek van de zaken die van provinciaal belang zijn. Zij kan bij een bijzondere en met redenen omklede beslissing dit onderzoek aan zich trekken en hiervoor de medewerking vorderen van het personeel van de bureaus der provincie.

Elke beslissing om een zaak aan zich te trekken is uitvoerbaar na een termijn van drie dagen, indien de gouverneur daarvan niet in beroep is gekomen bij de Koning. Zodanig beroep schorst de uitvoering gedurende een maand te rekenen van de dag van de beslissing.

De Koning heeft het recht de uitvoering te schorsen gedurende een termijn van ten hoogste drie maanden te rekenen van de dag van de beslissing.

De koninklijke besluiten die over dit beroep uitspraak doen, zijn met redenen omkleed en worden in hun geheel in het (*Belgisch Staatsblad*) bekendgemaakt.)

(Het derde lid aldus vervangen en het vierde, vijfde, zesde en zevende lid toegevoegd bij artikel 5 van de wet van 30 december 1887; daarna het derde en het zevende lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 107. Wanneer de provincieraad niet vergaderd is, kan de bestendige deputatie beslissen over zaken die aan de raad bepaaldelijk voorbehouden zijn, op voorwaarde dat zij geen uitstel gedogen en onder verplichting aan de raad bij zijn eerste bijeenkomst daarvan kennis te geven.

Zij heeft deze bevoegdheid niet wat betreft de begrotingen, de rekeningen, de aan de raad opgedragen benoemingen en voordrachten van kandidaten, (noch wat betreft de beslissingen waarvan sprake in artikel 112, derde lid).

De raad kan de beslissingen van de bestendige deputatie, genomen op grond van dit artikel, intrekken of wijzigen, onverminderd evenwel de uitvoering die eraan mocht zijn gegeven.

(Aldus gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 26 februari 1958.)

Artikel 108. De leden van de bestendige deputatie mogen rechtstreeks noch onrechtstreeks deelnemen aan enige dienst, heffing van rechten, levering of aanbesteding van openbare werken voor rekening van de provincie, van de Staat of van een gemeente in de provincie.

Artikel 109. De bestendige deputatie kan een of meer van haar leden met een opdracht belasten, wanneer het belang van de dienst het vordert.

Artikel 110. Na twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan de bestendige deputatie een of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de persoonlijke kosten van de ondergeschikte bestuursoverheden die verzuimd hebben aan de waarschuwingen gevolg te geven, ten einde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen te verzamelen of de door de raad of de bestendige deputatie voorgeschreven maatregelen ten uitvoer te brengen.

Artikel 111. De bestendige deputatie wijst, zo dikwijls zij het geraden acht en ten minste eens in het jaar, een of meer van haar leden aan om de staat van ontvangsten en uitgaven der provincie na te zien.

Artikel 112. (Over de gelden van de provincie kan alleen beschikt worden door middel van bevelschriften tot betaling, verleend door de bestendige deputatie.

De bevelschriften worden ondertekend door de voorzitter en de griffier; zij worden rechtstreeks gezonden aan het Rekenhof, dat er vóór de betaling zijn visum op plaatst.

Wanneer het Hof oordeelt zijn visum niet te kunnen verstrekken, worden de redenen van zijn weigering door de raad onderzocht tijdens zijn eerstvolgende zitting. Indien de raad beslist dat de betaling zal worden verricht, is het Rekenhof gehouden zijn visum te verstrekken.

In afwijking van de voorgaande bepalingen is het geoorloofd :

a) de vaste uitgaven van de provincies, zoals wedden, lonen en pensioenen, alsmede de andere uitgaven beneden 40 000 frank van de instellingen en diensten, te betalen uit kredieten, geopend overeenkomstig artikel 15, eerste lid, 1°, van de wet van 29 oktober 1846 betreffende de organisatie van het Rekenhof;

b) de lonen, alsmede de uitgaven voor werken, leveringen en vervoer van ten hoogste 10 000 frank, te betalen uit voorschotten verleend overeenkomstig artikel 15, eerste lid, 2°, van dezelfde wet. Deze voorschotten mogen niet meer dan 750 000 frank bedragen.

De verantwoordingsstukken betreffende de uitgaven, te betalen door middel van een kredietopening of een geldvoorschot, worden, vóór de betaling, voorzien van de goedkeuring van de bestendige deputatie of van de overheid of de ambtenaar daartoe door dit college gemachtigd.

Het Rekenhof beslist over de regelmatigheid en het bedrag van de ter uitvoering van provinciale reglementen verleende pensioenen, vooraleer zij door de bestendige deputatie definitief worden toegekend.

Geen bevelschrift kan worden uitbetaald dan binnen de grenzen van de kredieten die op de begroting van de provincie uitgetrokken zijn.

Het algemeen reglement betreffende de controle op de vastlegging van uitgaven en de comptabiliteit der provincies wordt door de Koning vastgesteld.)

(Aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 28 december 1883. Daarna het derde lid ingevoegd bij artikel 1 van de wet van 26 februari 1958; het vierde en het vijfde lid ingevoegd bij artikel 2, I, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939 en aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 18 mei 1951; het zesde lid ingevoegd bij het enige artikel van de wet van 18 mei 1951; het achtste lid aldus vervangen bij artikel 78 van de wet van 28 juni 1963.)

Artikel 113. (De algemene ontvangsten en uitgaven van de provincies worden gedaan door bemiddeling van de Postcheck- en Girodienst of van de naamloze vennootschap « Gemeentekrediet van België ».

De naamloze vennootschap « Gemeentekrediet van België » is gemachtigd het bedrag van de opeisbaar geworden schulden, door een prvincie tegenover haar aangegaan, ambtshalve in mindering te brengen van het tegoed van de verschillende rekeningen die zij ten behoeve van die provincie heeft geopend.

Wanneer andere provinciale uitgaven dan die welke ambtshalve worden verrekend, betaald worden door bemiddeling van de naamloze vennootschap « Gemeentekrediet van België », geldt de kennisgeving van debitering, die voorkomt op de strook van de betalingsopdrachten door de provincie aan de evengenoemde vennootschap afgegeven, als kwitantie. Deze kennisgeving wordt door de naamloze vennootschap « Gemeentekrediet van België » gedagtekend door middel van een stempel.

Vóór het einde van iedere maand zorgt de minister van Financiën voor het overmaken van de gelden die de ambtenaren van financiën gedurende de vorige maand hebben geïnd voor rekening van de provincie.

De toelagen en andere bijdragen van de Staat worden door de bevoegde besturen overgemaakt zodra zij toegekend zijn.

Het reglement op de belegging van de provinciale gelden wordt vastgesteld door de Koning.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 11 juli 1952.)

Artikel 113*bis*. (In elke provincie wordt een betrekking van rekenplichtige ingesteld. Deze is belast met :

a) De boekhouding van de provincie;

b) De betaling van de uitgaven door bemiddeling van de Postcheck- en Girodienst of van de naamloze vennootschap « Gemeentekrediet van België ».

De rekenplichtige wordt benoemd door de provincieraad, die de voor zijn beheer te stellen zekerheid bepaalt.

Hij doet ieder jaar, op de datum bij het algemeen reglement op de provinciecomptabiliteit bepaald, aan het Rekenhof rekening en verantwoording van zijn beheer.

De diensten die de rekenplichtige, vóór zijn benoeming in die hoedanigheid, heeft vervuld bij de Rijksbesturen, komen in aanmerking bij de berekening van het rust- of overlevingspensioen ten bezware van de provincie.

Bij afwezigheid van de rekenplichtige wijst de bestendige deputatie een waarnemend rekenplichtige aan.)

(Ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 11 juli 1952.)

Artikel 114. (Wanneer de provincieraad bijzondere ontvangers aanstelt voor het innen van bepaalde ontvangsten, bepaalt hij de door hen te stellen zekerheid; hun ontvangsten worden op gezette tijden gestort op de algemene postrekening van de provincie of op haar rekening bij het « Gemeentekrediet van België ».

De ambtenaren aangesteld voor de bewaking, de bewaring of het gebruik van waren of materieel aan de provincie toebehorend, zijn verantwoordelijk voor die waren of dat materieel, en worden, wat de zekerheidstelling en de rekening en verantwoording aan het Rekenhof betreft, gelijkgesteld met de bijzondere ontvangers of met de rekenplichtigen der geldmiddelen.

Van het meubilair der provincie wordt een inventaris opgemaakt. Daaronder zijn begrepen de machines, de apparaten en het materieel die niet zijn toevertrouwd aan de bewaking van de in het tweede lid bedoelde rekenplichtigen.

De inventarissen van het meubilair, opgemaakt voor iedere instelling of dienst, worden om het jaar en bij elke wisseling van verantwoordelijke ambtenaar vergeleken. De inventarissen en processen-verbaal van vergelijking worden binnen een maand nadat zij zijn opgemaakt, in afschrift aan het Rekenhof gezonden.)

(Aldus vervangen bij artikel 4 van de wet van 11 juli 1952.)

Artikel 114*bis*. (De door de Koning aangewezen provinciale inrichtingen en diensten van industriële of commerciële aard worden georganiseerd als provinciebedrijven en buiten de algemene provinciediensten om beheerd.)

(Ingevoegd bij artikel 2, III, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939.)

Artikel 114*ter*. (De provinciebedrijven worden beheerd volgens industriële en commerciële methoden.

Het boekjaar van de provinciebedrijven valt samen met het kalenderjaar.

De rekening van de provinciebedrijven omvat de balans, de exploitatierekening en de winst- en verliesrekening, op 31 december van ieder jaar afgesloten.

De nettowinsten van de provinciebedrijven worden jaarlijks in de provinciekas gestort.

De overige regels, eigen aan het financieel beheer van de provinciebedrijven, worden vastgesteld door de Koning.)

(Ingevoegd bij artikel 2, III, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939.)

Artikel 114*quater*. (De ontvangsten en uitgaven van de provinciebedrijven kunnen door een bijzonder rekenplichtige gedaan worden.

Deze rekenplichtige wordt, wat de zekerheidstelling en de rekening en verantwoording aan het Rekenhof betreft, gelijkgesteld met de bijzondere ontvangers bedoeld in artikel 114 (...)).

(Ingevoegd bij artikel 2, III, van het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939, het tweede lid daarna aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 115. Ieder jaar bij de opening van de gewone zitting van de provincieraad geeft de bestendige deputatie aan de raad een overzicht van de toestand van de provincie wat haar bestuur betreft; dit overzicht wordt opgenomen in het Bestuursmemoriaal.

Zij legt aan de raad de rekeningen van de ontvangsten en uitgaven van het (voorlaatste dienstjaar) voor, samen met het ontwerp van de begroting van uitgaven en middelen voor het volgende dienstjaar.

Zij onderwerpt aan de raad alle andere voorstellen die zij nuttig acht.

(Aldus gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 11 juli 1952.)

Artikel 116. (De artikelen 63, 89 en 91, alsmede, in de gevallen van artikel 107, de artikelen 86, 87 en 88 zijn van toepassing op de bestendige deputatie.

In de gevallen van artikel 107 worden de besluiten en handelingen van de bestendige deputatie onverwijld bekendgemaakt door opneming in het Bestuursmemoriaal.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 20 november 1959; daarna het eerste lid aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 117. De reglementen en de verordeningen van de provincieraad of van de bestendige deputatie worden in hun naam bekendgemaakt, door hun voorzitter ondertekend en door de provinciegriffier medeondertekend.

(Die reglementen en verordeningen) worden in het Bestuursmemoriaal van de provincie bekendgemaakt in de volgende vorm :

« De provincieraad/of de bestendige deputatie van de provincieraad/van de provincie.../besluit of beveelt/ ».

/Daarna volgt het reglement of de verordening.

(Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 118. (De reglementen en verordeningen), door de voorzitter ondertekend en door de provinciegriffier medeondertekend, en zo nodig voorzien van de goedkeuring van de Koning, worden gezonden aan de overheid wie de zaak aangaat.

Zij worden verbindend de achtste dag na die van de opneming in het Bestuursmemoriaal, tenzij het reglement of de verordening een kortere termijn bepaalt.

Behalve de opneming in het Bestuursmemoriaal, kan de provincieraad of de bestendige deputatie een bijzondere wijze van bekendmaking voorschrijven.

(Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

TITEL VIII

De provinciegriffier

Artikel 119. (De provinciegriffier woont de vergaderingen bij van de provincieraad en van de bestendige deputatie; hij is in het bijzonder belast met het opmaken van de notulen en het overschrijven van de beraadslagingen en besluiten; daartoe houdt hij afzonderlijke registers voor de raad en voor de deputatie, zonder enig wit vak of enige tussenregel; die registers worden door de voorzitter per blad genummerd en geparafeerd.

De reglementen van orde en inwendige dienst bepalen welke beraadslagingen en besluiten moeten worden overgeschreven.

De aldus overgeschreven akten, evenals de minuten van alle beraadslagingen en besluiten, worden getekend door de griffier, hetzij samen met de voorzitter van de raad of van de bestendige deputatie, hetzij samen met alle leden van de bestendige deputatie die eraan hebben deelgenomen, overeenkomstig hetgeen door het reglement bepaald is.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 27 mei 1870.)

Artikel 120. (De afschriften worden niet afgegeven dan ondertekend door de griffier en voorzien van het provinciezegel, waarvan hij de bewaarder is.

De griffier is belast met de bewaring van het archief; hij is gehouden aan de leden van de provincieraad en van de bestendige deputatie ter plaatse inzage te geven van alle stukken die hem worden gevraagd, en zo nodig afschriften daarvan uit te reiken.

Hij zendt aan ieder provincieraadslid een exemplaar van al hetgeen in naam van de provincieraad en van de bestendige deputatie gedrukt wordt.

Hij is gehouden aan elke belanghebbende ter plaatse inzage te geven van de akten van de raad of van de bestendige deputatie en van de in het archief berustende stukken.

Hij houdt toezicht op de bureaus onder leiding van de gouverneur en overeenkomstig diens bevelen.

De Koning stelt de wedde van de provinciegriffier vast. Hij bepaalt de vergoedingen en toelagen die de griffier geniet zoals de andere rijksambtenaren.

De provinciegriffier is gehouden in de hoofdplaats van de provincie te verblijven.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 27 mei 1870, daarna het zesde lid aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet, het zevende lid ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 30 december 1887 en aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet, het achtste lid aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 121. (Bij verhindering van de griffier wijst de bestendige deputatie een van haar leden aan om hem te vervangen; de griffier kan eveneens vervangen worden door een ambtenaar van het provinciebestuur, voorgedragen door de gouverneur en aangenomen door de bestendige deputatie.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 27 mei 1870.)

TITEL IX

De gouverneur

HOOFDSTUK I

Betrekkingen van de gouverneur met de provincieraad en de bestendige deputatie

Artikel 122. De gouverneur draagt zorg voor het voorafgaand onderzoek van de zaken die aan de provincieraad of aan de bestendige deputatie worden onderworpen.

Art. 123. De gouverneur of degene die hem in zijn ambt vervangt, heeft het recht de beraadslagingen van de provincieraad bij te wonen; hij kan zich door commissarissen laten bijstaan; hij krijgt het woord wanneer hij het vraagt; hij kan de raad verzoeken zodanige zaken te behandelen als hij passend vindt en de raad is gehouden erover te beslissen.

De raad kan zijn aanwezigheid vorderen.

Artikel 124. (Alleen de gouverneur is belast met de uitvoering van de wetten en van de besluiten van algemeen bestuur in de provincie.

Hij voert de besluiten van de provincieraad en van de bestendige deputatie uit. De bestendige deputatie kan evenwel bij een met redenen omklede beslissing de uitvoering van die besluiten op zich nemen en, indien zij het geraden acht, een van haar leden ermee belasten.

Die beslissing is uitvoerbaar na een termijn van drie dagen, indien de gouverneur daarvan niet in beroep is gekomen bij de Koning. Zodanig beroep schorst de uitvoering gedurende een maand te rekenen van de dag van de beslissing.

De koninklijke besluiten die over de beslissing uitspraak doen, zijn met redenen omkleed en worden in hun geheel in het (*Belgisch Staatsblad*) bekendgemaakt.

De rechtsgedingen van de provincie als eiser of als verweerder worden gevoerd namens de deputatie, ten verzoeke van de gouverneur.)

(Aldus vervangen bij artikel 6 van de wet van 30 december 1887, het vierde lid daarna aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 125. Wanneer door de provincieraad of de bestendige deputatie een besluit is genomen, dat buiten hun bevoegdheid valt of het algemeen belang schaadt, is de gouverneur gehouden binnen tien dagen in beroep te gaan bij de (Koning) en hiervan aan de raad of aan de bestendige deputatie kennis te geven uiterlijk in de loop van de dag na het beroep.

Het beroep schorst de uitvoering gedurende dertig dagen te rekenen van de kennisgeving.

Indien de (Koning) binnen die termijn geen uitspraak heeft gedaan, is het besluit uitvoerbaar.

(Het eerste en het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

HOOFDSTUK II

Algemene bepalingen betreffende de gouverneur

Artikel 126. De gouverneur verblijft in de hoofdplaats van de provincie.

(Hij heeft de leiding van en het toezicht over de werkzaamheden van de bureaus; de griffier en het personeel van de bureaus staan onder zijn gezag.

Hij benoemt de directeurs en de afdelingschefs uit een door de bestendige deputatie op te maken lijst van drie kandidaten. Hij kan hen niet schorsen of afzetten dan op eensluidend advies van de bestendige deputatie, behoudens, bij verschil van mening met deze, beroep bij de Koning.

De andere leden van het personeel worden door hem benoemd, geschorst en afgezet.

De schorsing heeft, zolang zij duurt, verlies van wedde ten gevolge, tenzij de gouverneur anders beslist.)

(Het tweede lid aldus vervangen en het derde, het vierde en het vijfde lid toegevoegd bij artikel 8 van de wet van 30 december 1887.)

Artikel 127. Wanneer bestuursoverheden of ambtenaren die aan het provinciebestuur ondergeschikt zijn, verzuimen hem de adviezen en inlichtingen te verstrekken die hij ter vervulling van zijn ambt heeft gevraagd, kan hij, na hun een nieuwe termijn te hebben gesteld, op hun persoonlijke kosten een bijzondere commissaris zenden om de gevraagde voorlichting te verkrijgen.

Artikel 128. De gouverneur zorgt voor de handhaving van de rust en de orde in de provincie, voor de veiligheid van de personen en van de eigendommen.

Te dien einde beschikt hij over de rijkswacht (...), met inachtneming van de desbetreffende wetten.

(Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 129. In geval van woelige samenscholingen, van oproer of van gewelddadig verzet tegen de uitvoering van de wetten of van de wettelijke verordeningen, heeft de gouverneur het recht om de gewapende macht op te vorderen. Hij geeft hiervan terstond kennis aan de ministers van Binnenlandse Zaken (en van Landsverdediging); de bevelvoerende officier is gehouden aan de schriftelijke vordering van de gouverneur te voldoen.

(Aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 130. Het is de gouverneur verboden rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige levering, aanbesteding of aanneming in de provincie gedaan of te doen voor rekening van de Staat of van een openbaar bestuur.

Artikel 131. De gouverneur doet ten minste eens in het jaar de verificatie van de provinciale kas; hij kan de verificatie van de openbare kassen doen zo dikwijls hij het nodig oordeelt.

TITEL X

De arrondissementscommissarissen

Artikel 132. (Er is voor elk administratief arrondissement een commissaris van de Regering, die de titel voert van arrondissementscommissaris.

Zijn bevoegdheid strekt zich uit over de gemeenten van minder dan 5 000 inwoners, de arrondissementshoofdplaats uitgezonderd.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 31 maart 1874.)

Artikel 133. De arrondissementscommissarissen zijn, onder leiding van de gouverneur en van de bestendige deputatie, inzonderheid belast met het toezicht over het bestuur (van de in het vorige artikel bepaalde gemeenten) en met de zorg voor de handhaving van de wetten en van de verordeningen van algemeen bestuur, alsook met de uitvoering van de besluiten van de provincieraad of de bestendige deputatie.

(Onder dezelfde leiding moeten zij in het bijzonder toezicht houden op de dienst van de plattelandspolitie in de gemeenten die onder hun gezag staan. Te dien einde beschikken zij over de veldbrigadiers binnen de grenzen van de territoriale bevoegdheid van deze agenten.)

(Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet; het tweede lid toegevoegd bij artikel 1 van de wet van 30 januari 1924.)

Artikel 134. Wanneer de bestendige deputatie rechtstreeks besluiten zendt aan een of meer gemeentebesturen, (geeft zij) de arrondissementscommissaris kennis van deze stukken.

(Aldus gewijzigd bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 135. Ten minste eens in het jaar nemen zij inzage van de registers van de burgerlijke stand in de gemeenten en geven aan de bestendige deputatie kennis van de onregelmatigheden of onnauwkeurigheden die zij erin aantreffen.

Artikel 136. Zij inspecteren ten minste eens in het jaar alle gemeenten van hun ambtsgebied; zij doen de verificatie van de gemeentekassen, zo dikwijls zij het geraden achten.

Zij kunnen de gemeenteinstellingen van hun ambtsgebied inspecteren.

Zij doen aan de gouverneur onmiddellijk verslag over elke buitengewone gebeurtenis die zich in hun arrondissement voordoet.

Artikel 137. Een maand voor de bijeenkomst van de provincieraad zenden zij aan de bestendige deputatie een verslag over de in hun arrondissement in te voeren verbeteringen, over de behoeften van hun arrondissement en over alles wat uit de aard der zaak aan de provincieraad dient te worden onderworpen.

Artikel 138. Zij zijn bovendien gehouden ieder jaar in de maand januari aan de bestendige deputatie een algemeen verslag uit te brengen over de toestand van hun arrondissement gedurende het afgelopen jaar. Dit verslag moet vergezeld gaan van een statistische tabel, opgemaakt volgens de hun verstrekte modellen.

Artikel 139. (De bepalingen van de artikelen 128 en 129 zijn mede van toepassing op de arrondissementscommissarissen.)

(Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 27 mei 1870.)

Bepaling gemeen aan de gouverneur, de griffier en de arrondissementscommissarissen

Artikel 140. (§ 1. Provinciegouverneur, provinciegriffier of arrondissementscommissaris kunnen niet zijn :

1° de titularissen van een ambt in de rechterlijke orde;

2° de bedienaren van de erediensten;

3° de ingenieurs en conducteurs van bruggen en wegen en de ingenieurs en conducteurs van het mijnwezen;

4° de met een onderwijsambt belaste personen, die door de Staat, de provincie of de gemeente bezoldigd worden met uitzondering van de gewone en buitengewone hoogleraren en de docenten aan de Rijksuniversiteiten;

5° de burgemeesters, de schepenen, de gemeenteraadsleden, de gemeentesecretarissen en -ontvangers en de ontvangers van de commissies van openbare onderstand;

6° de advocaten en de notarissen.

§ 2. Het ambt van provinciegouverneur, van provinciegriffier en van arrondissementscommissaris is onverenigbaar met enig ander ambt dat rechtstreeks onder het gezag staat van de gouverneur, van de provincieraad of van de bestendige deputatie.

§ 3. Er mag geen echtverbintenis en geen bloed- of aanverwantschap tot en met de vierde graad bestaan tussen de provinciegouverneur, de provinciegriffier en de arrondissementscommissarissen, noch tussen een van de twee eerstgenoemden en een lid van de bestendige deputatie.

Aanverwantschap tot stand gekomen tijdens de duur van het ambt, maakt hieraan geen einde. Dit geldt niet voor het geval van huwelijk.)

(Aldus vervangen bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikelen 141 tot 144. (...)

(Deze artikelen, samen met het opschrift « Overgangsbepalingen » waaronder zij voorkwamen, opgeheven bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Artikel 145. (...)

(Opgeheven bij artikel 2 van de onderhavige wet.)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 1975.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

J. MICHEL

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

H. VANDERPOORTEN

TABEL

Samenstelling van de kiesdistricten
Indeling van de provincieraadsleden

Deze tabel die, overeenkomstig artikel 2, bij de provinciewet gevoegd is, werd het laatst vervangen bij de wet van 11 april 1936 en daarna gewijzigd bij de wet van 2 april 1965.

De verdeling van de raadsleden over de kiesdistricten werd het laatst herzien bij koninklijk besluit van 19 juli 1973.

Wet van 1 juli 1860
tot wijziging van de Provinciewet en de Gemeentewet wat de eed betreft

Artikel 1. De provincieraadsleden, de leden van de bestendige deputatie, de gemeenteraadsleden, de burgemeesters en de schepenen leggen, alsvorens hun ambt te aanvaarden, de volgende eed af :

« Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk. »

Artikel 2. De provincieraadsleden leggen in openbare vergadering deze eed af in handen van de voorzitter van de provincieraad; de gemeenteraadsleden en de schepenen leggen in openbare vergadering deze eed af in handen van de burgemeester of van degene die hem vervangt.

De leden van de bestendige deputatie en de burgemeesters leggen de eed af in handen van de provinciegouverneur of van zijn gemachtigde.

De voormelde ambtenaren die, na twee achtereenvolgende oproepingen tot het afleggen van de eed te hebben ontvangen, zich zonder wettige reden daarvan onthouden, worden geacht ontslag te hebben genomen.

Artikel 3. De artikelen 48 en 103 van de Provinciewet en artikel 61 van de Gemeentewet worden opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 mei 1975.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken :

J. MICHEL

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

H. VANDERPOORTEN

Province de Namur
Conseil provincial. — Résolution. — Approbation

Un arrêté royal du 11 avril 1975, pris en vertu des articles 36, 87 et 88 de la loi provinciale, approuve la résolution du conseil provincial de Namur du 4 mars 1975 relative au règlement concernant les pensions et indemnités de départ des membres et anciens membres de la députation permanente et de leurs ayants droit.

Province de Liège
Conseil provincial. — Biens. — Approbation

Un arrêté royal du 24 avril 1975, pris en vertu des articles 86, 87 et 88 de la loi provinciale, approuve la résolution du conseil provincial de Liège du 20 mars 1975 décidant d'acquérir, pour cause d'utilité publique, une parcelle de terrain sise à Lierneux.

Province de Flandre orientale
Résolution de la députation permanente du conseil provincial
Approbation

Un arrêté royal du 7 mai 1975, pris en vertu des articles 86, 87 et 88 de la loi provinciale, approuve la résolution du 4 avril 1975, de la députation permanente du conseil provincial de la Flandre orientale, portant modification de l'allocation forfaitaire annuelle pour les communications téléphoniques accordée à l'ingénieur en chef-directeur et aux chefs de district du service provincial technique.

Provincie Namen
Provincieraadsbeslissing goedgekeurd

Bij koninklijk besluit d.d. 11 april 1975, genomen krachtens de artikelen 86, 87 en 88 van de provinciewet, wordt de beslissing van de provincieraad van Namen d.d. 4 maart 1975 houdende het reglement betreffende de pensioenen en afscheidsvergoedingen van de leden en gewezen leden van de bestendige deputatie en van hun rechtverkrijgenden goedgekeurd.

Provincie Luik
Provincieraad. — Goederen. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit d.d. 24 april 1975, genomen krachtens de artikelen 86, 87 en 88 van de provinciewet, is goedkeuring verleend aan de beslissing van de provincieraad van Luik d.d. 20 maart 1975 houdende verwerving, ten algemenen nutte, van een perceel grond, gelegen te Lierneux.

Provincie Oost-Vlaanderen
Beslissing van de bestendige deputatie van de provincieraad goedgekeurd

Bij koninklijk besluit d.d. 7 mei 1975, genomen krachtens de artikelen 86, 87 en 88 der provinciewet, is goedkeuring verleend aan de beslissing van de bestendige deputatie van de provincieraad van Oost-Vlaanderen d.d. 4 april 1975, houdende wijziging van de jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor telefoongesprekken, toegekend aan de hoofdingenieur-directeur en de districtchefs van de provinciale technische dienst.